



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation – Extension Ouest (PROPACOM- OUEST)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 29 mai au 9 juin 2017

Date du document: 15/06/2017

No. du Projet: 1100001590

No. du rapport: 4509-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	2
D. État d'avancement de l'exécution du projet	25
E. Gestion fiduciaire	26
F. Durabilité	29
G. Autres aspects	30
H. Conclusion	31

Appendices

Annexe 1 : Sélection des micro-projets	1
Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	3
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	7
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	15
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2017 (y compris indicateurs SYGRI)	23
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	35
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	41
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	43

Sigles et acronymes

AM	Aide-Mémoire
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
BCA	Bœuf de Culture Attelée
BFGD	Bureau de Formation Crédit pour le Développement
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
BVP	Bureau de Vente des Producteurs
CAFM	Chargé Administratif Financier et Marchés
CD	Compte Désigné
CDD	Contrat à durée déterminée
CIDR	Centre International de Développement et de Recherche
CIRES	Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales
CMR	Cadre de Mesure du Rendement
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
CODINORM	Côte d'Ivoire– Normalisation
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
CORERIZ	Société Coopérative Régionale des Riziculteurs
CORISAK	Coopérative Rizicole de Sakassou
COSOP	Country Strategy and Opportunities Paper
CPA	Chargé de Production Agricole
CRC	Cadre Régional de Concertation
CSE	Chargé de Suivi-Evaluation
CTC	Chargé de Transformation et Commercialisation
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine
DANO	Demande d'Avis de Non-Objection
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DEP	Direction de l'Évaluation des Projets
DGPSP	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations
DMP	Direction des Marchés Publics
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECD	États Certifiés des Dépenses
ESOP	Entreprise de Service aux Organisations et Producteurs
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FDR	Fonds de Roulement
FENARIZ-CI	Fédération Nationale des Riziculteurs de Côte d'Ivoire
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GaG	goute-à-goutte
IF	Institution Financière
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MPR	Mécanisme de Partage de Risques
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
OP	Ordre de Paiement
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OV	Ordre de Virement
PARFACI	Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés

PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-Verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RFI	Rapport Financier Intermédiaire
RMP	Revue à Mi-Parcours
RONGEAD	Réseau des Organisations Non-Gouvernementales Européennes sur le Commerce International, les Questions Agro-Alimentaires, l'Environnement et le Développement
RPM	Responsable de la Passation des Marchés
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SAF	Système Administratif et Financier
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SOCOWADI	Société Coopérative Agricole Walagata de Diawala
SOCOYENI	Société Coopérative Yekignaifairai de Nielle Scoopca
SSE	Système de Suivi-Evaluation
STD	Service Technique Décentralisé
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCP	Unité de Coordination du Projet
USD	Dollar des Etats-Unis

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Gouvernement ivoirien et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a eu lieu en Côte d'Ivoire du 29 mai au 09 juin 2017 dans le cadre de la supervision du Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation Extension Ouest (PROPACOM Ouest). Cette mission avait pour objectif général d'examiner le niveau de réalisation des objectifs du projet depuis son démarrage effectif en 2015, d'apprécier la pertinence des approches et stratégie de mise en œuvre et de mesurer le degré d'atteinte des objectifs du projet.
2. De manière spécifique, la mission de supervision devait : (i) évaluer l'état de mise en œuvre du PTBA 2017, (ii) analyser et faire des recommandations sur le PTBA 2017; (iii) passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services; (iv) analyser avec l'équipe du projet et les partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et les contraintes et proposer des solutions appropriées; (v) évaluer la pertinence des manuels de gestion (comptabilité et finances et financement des microprojets), et (vi) préparer les fiches PSR.
3. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM-Ouest a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP et les antennes régionales de Man et de Séguéla, sans compter les visites de terrain et les rencontres avec les organisations bénéficiaires du Projet pour passer en revue : i) l'état d'avancement du PTBA 2017 du PROPACOM-Ouest; ii) la qualité de la gestion du projet ; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de revue à mi-parcours datant de décembre 2016; et iv) les difficultés et les contraintes rencontrées ainsi que les mesures prises pour y pallier.
4. Au terme de la mission, il a été organisé le 09 juin 2017, sous la présidence du Directeur Général de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP) du MINADER, une réunion de restitution des différentes observations et recommandations de la mission.
5. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes et les populations locales pour l'accueil, le soutien et l'adhésion dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

6. L'accord de financement du PROPACOM Ouest a été signé le 21/11/2014 suivi par une cérémonie officielle de lancement le 03/10/2015 à Toubia. Le projet comporte trois composantes dont, deux composantes techniques : (i) Amélioration durable de la production agricole et ii) Valorisation et mise en marché et, une de Coordination-Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs. Dans la zone d'intervention, il cible 30 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz pluvial, maïs, manioc et cultures maraichères.
7. Bien que le PROPACOM Ouest soit réellement à sa troisième année de mise en œuvre (en partant de la date de signature de l'accord de financement), le PTBA 2017 est le 2ème programme de travail mis en œuvre par le personnel qui n'a pris fonction dans les antennes qu'entre janvier et mars 2016.
8. D'une manière générale, le projet d'extension du PROPACOM à l'Ouest (PROPACOM Ouest) en vigueur depuis Novembre 2014 accuse du retard en raison de : (i) certaines lenteurs ayant retardé l'effectivité du premier décaissement qui n'est intervenu que le 11/11/2015 pour le don ASAP et le 07/12/2015 pour le prêt FIDA et (ii) le temps pris pour négocier, signer et approuver les conventions

¹ La mission était composée de : (i) M. Abdoul Wahab BARRY, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Luyaku Loko NSIMPASI, Chargé de Portefeuille du FIDA au Sénégal, (iii) Mme Odile SARASSORO, Spécialiste en durabilité, ciblage et genre, CPO du FIDA en Côte d'Ivoire (iv), M. Amath Pathé SENE, Coordinateur Régional Environnement et Climat, Afrique de l'Ouest et Centrale, FIDA-Rome; (v) M. Cheikh Tidiane SARR, Chef de mission technique et Spécialiste en Production et Génie Rural, (vi) M. Marius SANON, Ingénieur Génie Rural, Consultant du FIDA; (vii) Mme Coumba FALL, Spécialiste en Organisations Paysannes, consultante du FIDA; (viii) Mme Oumou WANE-TOURE, Spécialiste en Gestion Financière, Consultante du FIDA; (ix) Mme Marion TRIQUET, Experte en Suivi Evaluation, Consultante du FIDA, (x) Mme Corinne RIQUET, Spécialiste en Finance Rurale, Consultante du FIDA, (xi) M. Pierre BARIS, Spécialiste Post-récolte, Consultant du FIDA. Le Gouvernement Ivoirien était représenté par : (a) M. Silué SIONSELIGAM, Directeur de la DEP du MINADER, b) M. Bi Djo IRIE, Conseiller Technique auprès du DEP du MINADER. (c) M. Kougnon Grégoire ZOPOH, Service de la Dette Publique et des Dons au MEF

avec le Ministère de l'Environnement et des Forêts (MINEF), la Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM). -CI, CEDAICI et MICROCREC, jusqu'à présent aucune activité devant donner lieu à leur intervention n'est encore totalement finalisée. Seule une Demande de Paiement Directe (DPD) est en cours de transmission au FIDA pour l'approvisionnement du compte dédié du projet à l'UNACOOPEC-CI en vue de la dotation en fonds intrants et équipements. Ces ressources sont destinées à payer les fournisseurs d'intrants qui livreront les premières OPA pour la campagne agricole 2017. A ce jour, l'UNACOOPEC-CI est la seule IF avec qui une convention a été approuvée en décembre 2016 et signée en janvier 2017.

9. Globalement, l'état de mise en œuvre du volet ASAP du PROPACOM OUEST depuis le lancement du projet est jugé insatisfaisant. En effet, on en est encore au stade de la distribution des semences de riz pour la production de masse lors de la campagne qui démarre en ce moment. Les recépages des boutures de manioc n'ont pas encore commencé même si le premier est prévu en juin 2017. Les sites rizières et maraichères sont à divers stades du processus d'études, appels d'offres et réalisation. Les volets mise en marché et SAP sont également au même stade de démarrage. Capitalisant sur le PROPACOM, une bonne partie des aménagements sera ici aussi confiée au BNETD pour accélérer la mise en œuvre du PROPACOM Ouest.

10. A la date du 31/03/ 2017 et à 3 ans de l'achèvement du projet, le taux d'exécution physique de la composante ASAP au regard des objectifs du PROPACOM Ouest était quasi nul en dépit d'un taux de décaissement de 11,3%. Le taux de réalisation financière du PTBA 2017 de ASAP est de 1,18%. Les principales causes de ce faible taux d'exécution physique et financière s'expliquent par la lourdeur des procédures de contractualisations et un retard pour l'approbation des conventions ainsi que la suspension des activités de reboisement de la muraille verte dans la région des Savanes car cette région n'est pas prise en compte dans l'accord de financement.

11. Le taux d'exécution physique du PTBA 2017 est au 15/05/17 est de 11% avec des taux par composantes de 22% pour la composante 1 «Amélioration durable de la production agricole», 5% pour la composante 2 «Valorisation et mise en marché des produits agricoles», et 7% pour la composante 3 «Coordination, Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs».

12. A date, la gestion financière du projet se caractérise par : i) un faible taux de décaissements sur le PTBA 2017, plus précisément de 28,92% portant essentiellement sur des acquisitions d'immobilisations, des charges récurrentes et des avances de fonds sur les budgets des conventions signées avec les partenaires ii) des performances financières par bailleurs considérées comme faibles au regard du profil de décaissement pour ce type de projet avec un taux de décaissement de 8,75% et 11,44% sur le financement FIDA et le don ASAP respectivement.

C. Produits et effets

Composante 1: Amélioration durable de la production agricole

13. La composante 1 a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricole, notamment par la production de 11 500 tonnes de riz irrigué sur 2 300 ha avec un rendement moyen de 5 tonnes/ha, 20 250 tonnes de riz pluvial sur 13 500 ha pour un rendement moyen de 1,5 tonnes/ha, 18 000 tonnes de maïs sur 9 000 ha pour un rendement attendu de 2 tonnes/ha et 67 500 tonnes de manioc à raison de 15 tonnes/ha. Il est prévu également la réalisation de 80 ha pour des productions maraichères. Enfin il a été prévu la mise en œuvre de microprojets au profit de 30 000 exploitants agricoles à travers l'appui à la professionnalisation de 578 OPA de type "groupement" et de 15 OPA de type "union".

14. Pour atteindre ces objectifs le PROPACOM-Ouest a prévu de faciliter l'accès des petits producteurs aux facteurs de production en mettant à leur disposition des semences améliorées, des engrais, des produits phytosanitaires, des équipements et des matériels pour initier et soutenir la mécanisation agricole dans la zone du projet. Enfin, il est également prévu l'appui-conseil agricole et surtout des travaux de réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds pour 2 300 ha du riz irrigué et 80 ha de périmètres maraichers.

15. Au passage de la mission de supervision, les consultants ont pu noter le démarrage effectif des actions suivantes : (i) les semences de riz pluvial et de maïs produites en 2016 ont été récoltées, analysées et sont en cours de distribution aux OPA pour la production de masse 2017 (contrairement aux boutures de manioc qui n'ont pas été distribuées car l'analyse de l'état sanitaire des boutures n'a

pas été faite par le LANADA au niveau de l'Antenne de Séguéla et les résultats pour l'Antenne de Man n'étaient pas disponibles au moment de la mission); (ii) les sites rizicoles et maraîchers des OPA ont été identifiées et le recrutement des consultants pour l'étude de trois (3) sites maraîchers d'un total de 6 ha pour les premiers bénéficiaires, est en cours, (iii) le DAO pour l'étude de cinq (5) sites rizicoles de 296 ha est en cours de publication par la DRMP Bouaké, (iv) Le recrutement de consultants pour la réalisation des études d'impact environnemental et social est en cours, (v) les plans d'affaires des microprojets des OPA issues des CRC 2016 sont disponibles et les consultants pour la formulation des plans d'affaire pour les OPA issues des CRC 2017 sont en cours de recrutement, (vi) les OPA ont, pour la plupart, ouvert leurs comptes dans les agences de la COOPEC qui est pour le moment la seule IF avec laquelle une convention a été signée, (vii) la demande d'approvisionnement du compte dédié UNACOOPEC-CI pour la subvention intrants et équipements des premiers bénéficiaires a été transmis au MINADER pour envoi au FIDA.

16. Information/ sensibilisation Ces activités visent à faciliter la compréhension du projet et à sensibiliser les populations sur la vision, la stratégie, les objectifs et les résultats attendus non seulement par composante mais aussi et surtout du projet dans son ensemble. Ce volet d'information/sensibilisation a démarré par des actions multiformes dans les départements abritant le siège des antennes régionales. Des séances plus rapprochées ont été organisées au profit des populations dans les chefs-lieux de régions administratives de chaque antenne ainsi que dans les entités administratives inférieures que sont les départements, les sous-préfectures et les villages. Les séances de sensibilisation, quoiqu'étant à leur début, semblent avoir eu un impact auprès des populations au vu de l'affluence des demandes de microprojets qui arrivent au niveau des antennes. Cependant, les échanges avec les organisations bénéficiaires ont fait ressortir que des messages différents leur avaient été transmis et que, dans certains villages, l'information sur les appuis potentiels du PROPACOM n'est pas connue, d'où la nécessité de procéder à l'harmonisation des messages et assurer une diffusion de plus grande proximité.

Sélection des microprojets

17. A la suite des actions d'information/sensibilisation et de la mise à disposition aux OPA/OP, via différents canaux, des fiches d'identification des micro-projets remplacées ensuite par une fiche d'expression des besoins plus simple à remplir, au 15/05/17, un total de 680 demandes d'appui a été enregistré dont 232 à Man et 344 à Séguéla dont 104 en 2017 pour l'antenne de Séguéla. L'instruction de ces demandes démarrée en 2016 s'est poursuivie en 2017. Sur la base de l'ordre chronologique de dépôt des demandes, un premier lot de 49 demandes (31/Man et 18/Séguéla) a été analysé en deux étapes avant la transmission à des consultants pour la rédaction du micro-projet pour chacune des OPA: i) analyse de conformité sur fiche par un comité technique donnant lieu à une présélection, ii) visite de terrain du comité technique pour la vérification des informations sur place et validation finale de l'éligibilité. Sur ce premier lot de 49 demandes, 41 ont été jugées éligibles (23/Man et 18/Séguéla) et ont donc fait l'objet d'une formulation de micro-projets par les consultants recrutés à cet effet (un à Séguéla et trois à Man) entre le 3 mars et le 15 mai 2017. Au niveau de l'antenne de Man, 8 demandes ont été jugées non éligibles pour divers motifs dont 3 OPA fictives, 2 OPA à accessibilité difficile et 3 demandes non recevables.

18. Une deuxième vague de 72 demandes pour l'antenne de Man a été analysée sur fiches par le comité technique dont 60 ont été jugées éligibles. Pour l'antenne de Séguéla un lot de 50 demandes a été présélectionné sur fiches par le comité technique. Pour ce deuxième lot de 110 demandes pour les deux antennes, il a été décidé que les comités techniques ne procéderaient plus à une visite de terrain de vérification mais que les demandes seraient directement transmises aux consultants pour procéder au montage des micro-projets. Ces consultants seront donc aussi chargés de vérifier sur le terrain l'existence de l'OP et la véracité des informations contenues dans les fiches. Après ces deux premières vagues d'analyse des demandes d'appui, un total de 509 demandes d'appui resterait encore à analyser (129/Man et 380/Séguéla)². L'annexe 1 présente la situation récapitulative des demandes d'appui et instructions réalisées par antenne.

19. La mission note que la méthode d'information et de sensibilisation n'a pas toujours été très efficace puisque les OPA n'ont pas, pour une partie d'entre elles, un bon niveau de compréhension du modèle de co-financement de nature à faciliter leur engagement. De plus, la mission relève que les critères de présélection des demandes d'appui ne respectent pas les critères retenus dans le

² Pour l'antenne de Séguéla, il n'a pas été possible de savoir si le deuxième lot de 50 dossiers instruit a donné lieu à une présélection ayant éliminé certaines demandes.

PROPACOM et qui devaient aussi s'appliquer pour le PROPACOM Ouest tel que défini dans le document intitulé « Note sur le mécanisme de sélection et de bonne fin d'exécution des demandes d'appui des OPA » daté de mars 2016.

20. La méthode retenue pour l'élaboration des micro-projets appelle plusieurs observations :
- i) les consultants ont eu des compréhensions diverses et des canevas variés qui ont eu un impact sur la rédaction des documents. Le projet n'a pas travaillé avec les consultants sur une grille harmonisée pour planifier et contrôler le processus de formulation des micro-projets ;
 - ii) l'analyse de quelques dossiers/plan d'affaires de micro-projets par les IMF partenaires lors d'un atelier de formation animé par DID a mis en évidence des insuffisances et la nécessité de revoir le canevas des plan d'affaires pour que les informations recueillies soient conformes aux besoins d'analyse des IMF, un nouveau canevas a donc été élaboré et mis à la disposition des consultants ;
 - iii) pour le premier lot de micro-projets à monter, le temps alloué aux consultants (par exemple 15 jours pour celui de Séguéla pour les 8 premiers dossiers) étaient trop court pour permettre un travail de qualité ; ce temps a été allongé lors du renouvellement du contrat (45 jours de travail alloués pour 10 micro-projets) ;
 - iv) à ce stade, les OPA ne maîtrisent pas le contenu de leur micro-projet monté par le Consultant en l'absence d'une démarche inclusive et participative ;
21. Ces différentes insuffisances et faiblesses sont de nature à remettre en cause l'atteinte des objectifs du projet en raison d'une mauvaise appréciation des besoins et capacités des OPA qui n'ont pas fait l'objet d'un diagnostic sur leur degré de maturité, et d'une mauvaise maîtrise par les OPA du contenu du micro-projet dont elle pourrait bénéficier et donc du respect des engagements qu'elles pourraient prendre vis-à-vis des IF pour la reconstitution de la dotation en intrants (fertilisants et produits phytosanitaires) et le cas échéant pour le remboursement du crédit équipement qui pourrait leur être ensuite accordé.
22. Ce risque est d'autant plus important qu'à ce jour, le dispositif d'accompagnement de ces OPA en gestion et structuration ainsi que sur les itinéraires techniques n'est pas en place alors que la campagne démarre avec la saison des pluies en cours. Des dispositions urgentes doivent donc être prises pour combler cette lacune et permettre un bon déploiement et une bonne fin des appuis pour la présente campagne.
23. De plus, les retards enregistrés dans la sélection des OPA à appuyer n'ont pas permis aux CRC de se tenir en mars 2017 comme prévu pour approuver les microprojets à soumettre aux IF partenaires. Ces sessions sont reprogrammées pour juin 2017 après la mission de supervision.
24. Pour les appuis en intrants, une liste de fournisseurs d'intrants a été arrêtée pour l'antenne de Man et des dispositions contractuelles devront être prises pour fournir les intrants aux OPA en attendant le règlement par l'IF (UNACOOPEC-CI) dont la demande d'approvisionnement du compte dédié est en cours de transmission au FIDA (DPD transmis au MINADER le 08/05/2017). Cette liste n'est pas encore disponible à Séguéla. La procédure d'acquisition et de règlement de la dotation en intrant a été revue au cours de la mission pour une simplification et une réduction des délais de traitement permettant ainsi à la procédure de se dérouler en un maximum de 29 jours dès après la sélection des fournisseurs par les OPA au lieu de 44 jours dans la procédure initiale.
25. Au vu de ces délais incompressibles et pour « sauver » la campagne actuelle, la mission recommande que : i) sans délais les besoins d'intrants pour le riz pluvial, le maïs et le manioc soient validés avec les OPA de manière définitive en s'assurant que le mécanisme de reconstitution de la dotation en intrant est bien compris et que les comptes dans les COOPEC ont bien été ouverts par les OPA concernées, ii) les fournisseurs pour l'antenne de Séguéla soient sélectionnés de manière participative avec les OPA concernées (8 au total) ; iii) chaque antenne constitue à cet effet une équipe d'appui-urgence qui travaillera selon une planification rigoureuse d'accompagnement sur le terrain avec une définition précise des rôles et responsabilités, sous la supervision hebdomadaire de l'UCP et des visites d'appui rapprochées. Ces recommandations notamment l'appui-conseil soutenu proposé pourront pallier l'absence d'équipements de production pendant cette campagne, lesquels équipements ne pourront être disponibles que lors des campagnes prochaines.

26. Pour l'antenne de Man, pour les 21 OPA concernées par la dotation en intrants, cette équipe pourrait être composée de la CPA, ayant déjà rencontré toutes ces OPA, et d'un des consultants ayant travaillé sur le montage des micro-projets ou d'un cadre du MINADER selon le profil du consultant ; pour l'antenne de Séguéla, pour les 8 OPA concernées par la dotation en intrants, l'équipe pourrait être composée du consultant ayant monté les micro-projets et d'un responsable OPA du PROPACOM dont l'UCP se sera assuré au préalable de la bonne compréhension du mécanisme de dotation en intrants.

27. La validation finale avec les OPA des micro-projets pour les équipements de production ne s'effectuera qu'une fois tout le processus de mise en place des dotations en intrants terminé et lorsque l'opérateur pour l'appui à la gestion et à la structuration aura été recruté et déployé sur le terrain, sauf pour les équipements post-production jugés absolument nécessaires dans le cadre de la campagne actuelle et qui ne nécessiteront pas la construction d'un abri. La procédure d'appel d'offres pour sélectionner l'entreprise devant effectuer la construction ne permettrait pas une installation de ces équipements dans les délais requis sans compter les autres obstacles à la mise à la disposition des équipements de production cette année que sont le recours aux IF, et la libération par les OPA de leur contribution (10%).

28. A l'avenir, une fois l'opérateur en charge de l'accompagnement des OPA en gestion et structuration recruté, le processus de sélection des demandes d'appui devrait se dérouler selon la méthodologie suivante : i) les demandes d'appui reçues feront l'objet dans un premier temps, comme dans la procédure actuelle, d'une vérification par le COPA de leur conformité avec le périmètre du projet ; ii) le comité technique effectuera une visite de terrain pour confirmer la véracité des informations fournies par l'OPA et confirmer son existence, iii) à partir de là, le dossier sera transmis à l'opérateur qui procédera à un diagnostic approfondi de l'OPA et confirmera de manière participative les besoins d'appui économiques et non économiques qui s'inscriront dans le plan de développement de l'OPA développé avec l'appui de l'opérateur. Les appuis soumis au financement du PROPACOM feront l'objet d'une présentation sous forme de micro-projets. A court terme, en attendant le déploiement sur le terrain des équipes de cet opérateur, les consultants continueront de faire le montage des micro-projets. Le deuxième lot (50 à Séguéla et 60 à Man) sera ainsi remis à l'opérateur qui, à son arrivée, se chargera de la poursuite du processus en commençant par la validation avec les OPA.

29. En outre, la mission réitère, pour la mise en œuvre du PROPACOM Ouest, la nécessité de s'inspirer de l'exécution du PROPACOM et de tirer les enseignements sur la sélection et la formulation des microprojets. Tenant compte des difficultés rencontrées, des critères doivent être fixés afin de faciliter un « screening » des demandes pour ne présélectionner que des demandes techniquement réalisables et pertinentes (donc susceptibles d'être approuvées par les CRC) eu égard aux objectifs du projet tel que stipulé dans le cadre logique.

30. La mission, en capitalisant sur les facteurs de succès du projet PAFA, un autre projet du FIDA au Sénégal, est en phase avec la DGSP pour recommander, en ce qui concerne les dotations en intrants (semences, engrais et produits phytosanitaires), de prendre en compte la totalité (100%) des besoins des OPA en intrants déterminés selon les normes techniques recommandées pour obtenir les rendements escomptés (au lieu de ne financer que les besoins de 40% des superficies tel que pratiqué en ce moment). Le projet ne peut en effet atteindre un niveau optimal de productivité et de production que si le package technique mis à la disposition des OPA est complet en termes de quantités d'intrants, de mise à disposition d'équipements de production et d'appui conseil conséquent pour les pratiques culturales.

Recommandations sur la sélection des micro-projets

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Sensibiliser de manière permanente les OPA sur le financement des microprojets et le modèle de co-financement proposé et ce avec un format complètement réorganisé (harmonisé, plus participatif et avec de nouveaux supports d'information plus adaptés aux cibles -boite à images, brochures, etc.)	UCP	immédiat
Mettre en place en urgence dans chacune des antennes une équipe restreinte chargée de déployer les dotations en intrants et de s'assurer que les OPA se sont bien appropriées le mécanisme de reconstitution	Coordinatrice	immédiat

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Modifier le processus d'instruction des demandes d'appui dès le recrutement de l'opérateur en charge de l'accompagnement à la gestion et à la structuration des OP et inscrire alors les demandes d'appui dans les plans de développement des OP après un diagnostic approfondi	Coordinatrice et les COPA + SFR	Dès l'opérateur recruté
Inscrire dans la démarche d'appui l'identification de producteurs relais dans les OP appuyés pour poser dès à présent la pérennisation des actions	UCP et opérateurs	Continu
Pour ce qui concerne les dotations en intrants (semences, engrais et produits phytosanitaires), prendre en compte la totalité (100%) des besoins des OPA en intrants déterminés selon les normes techniques recommandées afin d'obtenir les rendements escomptés (au lieu de ne financer que les besoins de 40% des superficies) ;	UCP	Immédiat

Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA

31. L'objectif global du projet est d'apporter l'alphabétisation fonctionnelle aux membres des toutes les OPA appuyées soit un total de 7 000 auditeurs avec la priorité aux femmes et aux jeunes. Pour 2017, l'alphabétisation fonctionnelle concernera 900 auditeurs dont 540 femmes dans 38 centres (25/Man et 13/Séguéla). Ces auditeurs proviennent de 36 OPA dont 23 OPA de Man et 13 OPA de Séguéla. L'organisation pédagogique de l'alphabétisation fonctionnelle et le développement du matériel et des outils devraient être précisés dans le cahier de charge. Le rôle du projet et des OPA consistera à suivre la mise en œuvre et les progrès accomplis par les auditeurs.

32. Concernant le recrutement des prestataires pour l'alphabétisation fonctionnelle, après prise en compte des observations de la DRMP reçues le 10/05/2017, le DAO révisé a été retransmis à la DRMP, le 17/05/2017 pour en vue d'une publication dans le journal des marchés publics qui a eu lieu le 06 Juin 2017.

33. La supervision sera assurée par la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) à travers un Cahier de charges soumis le 31/03/17. Les différents échanges entre le Projet et la DAENF et les observations reçues le 04/05/2017 de la DAENF ont permis de finaliser les TDRs et le cahier de charge qui ont été soumis à l'ANO du FIDA le 18/05/2017.

Production de matériel végétal

34. Les objectifs de production de semences R1 certifiées fixés au projet sur l'ensemble des régions d'intervention sont pour le riz irrigué de 66 tonnes, 150 tonnes de riz pluvial, 45 tonnes de maïs et les boutures de manioc sur 380 ha de parcs à bois à installer.

35. La production de matériel végétal a démarré en juin 2016 avec les mises en place de parcelles semencières par 93 groupements communautaires. Pour les céréales (riz irrigué, riz pluvial et maïs), il s'agissait de la production de semences R1 certifiées à partir de semences de base acquises auprès du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA). Concernant le manioc, il s'agissait de la production de boutures saines à partir de boutures prélevées sur des parcs à bois existant chez des producteurs-relais après vérification de leur état sanitaire sous la supervision du SOSP (Service Officiel des Semences et Plants) et du LANADA (Laboratoire National d'Appui au Développement Agricole) qui ont procédé à la certification des semences de céréales et à la vérification sur le terrain de l'état sanitaire des boutures recepées au moyen d'analyses au laboratoire. Les intrants nécessaires ont été livrés et mis en place. Les céréales étaient initialement attendues en fin décembre 2016 tandis que le premier et deuxième recepage des boutures étaient planifiés respectivement en avril 2017 et avril 2018.

36. Les résultats de la production de semences R1 brutes de 2016 ont été très en deçà des objectifs visés. Les mises en place ont permis d'obtenir en décembre 2016, une quantité de 8,8 tonnes de maïs contre 26,6 tonnes attendues, 4,025 tonnes de riz irrigué et 1,9 tonnes de riz pluvial contre 35,28 tonnes prévues. L'arrêt brutal des pluies a eu un impact sur la production de maïs et de riz pluvial. Certaines OPA, du fait de la livraison tardive des intrants, se sont désistées au niveau des mises en place de parcelles après avoir reçu les intrants. Pour le manioc, le premier recepage devrait permettre d'obtenir entre mai et juin 2017 une quantité de 3 517 500 boutures saines contre un objectif de 7 087 500 boutures.

37. Pour les céréales, le LANADA a effectué des missions d'échantillonnage du 15/02/17 au 01/03/17 des lots de semences R1 brutes de maïs, de riz irrigué et de riz pluvial. Les résultats de l'analyse au laboratoire transmis le 13/03/17 indiquent qu'à Man les semences R1 pourront être certifiées après les opérations de traitement et de conditionnement. Après le tri et le conditionnement des semences par les OPA, du fait de leur faible quantité, une mission du Service Officiel des Semences et Intrants (SOSP/ MINADER) effectuera le contrôle final, en vue de la certification. A Séguéla, toutes les semences récoltées seront juste classées « bon à semer » car les parcelles concernées n'ont pas subi tout le processus de certification notamment le contrôle aux champs. Pour cette raison, il sera nécessaire d'acquérir des semences R1 complémentaires pour satisfaire les besoins de 2017 en termes de mises en place de riz pluvial et de maïs (1 tonne de maïs et 800 kg de riz à Man, et à Séguéla, 9,6 tonnes de semences de riz pluvial). Les semences seront rachetées auprès d'Africa Rice pour l'Antenne de Séguéla et à Man, ce sera auprès des OPA semencières de Séguéla (maïs) et à l'ONDR pour le riz.

38. On peut toutefois se poser des questions sur l'opportunité de continuer à produire des semences et plus spécifiquement celles de riz irrigué (4,025 tonnes de riz irrigué produites à Séguéla et qui seront rachetées et distribuées à des OPA pour les mises en place sur les parcelles de bas-fonds non encore aménagées), étant entendu (i) qu'aucun aménagement/réhabilitation n'a encore démarré et que (ii) de telles semences ne peuvent se conserver sans dommages dans les conditions traditionnelles, jusqu'en 2018.

39. En outre, les résultats du processus de certification des semences n'ont pas donné satisfaction, vu les contraintes de technicité des OPA mais aussi les difficultés rencontrées au cours des étapes de contrôle, inspection et certification ainsi que les coûts d'échantillonnage et d'analyse au laboratoire.

40. Les besoins complémentaires de semences seront couverts par les acquisitions auprès des structures qui en disposent. Les Antennes sont en train de procéder à la demande de cotation pour la livraison et la fourniture de semences de riz pluvial et de maïs.

41. Concernant le manioc, le LANADA a effectué en laboratoire l'analyse des feuilles prélevées sur les parcs à bois des producteurs-relais auprès desquels des boutures devaient être rachetées avant le premier recepage prévu entre mai et juin 2017. Bien que les résultats officiels n'aient pas encore été transmis à l'UCP, les conclusions semblent acceptables sur la base des échanges avec les responsables du LANADA. Une mission de vérification de l'état sanitaire des boutures de manioc est prévue avec le LANADA et la Sous-Direction des Semences et Intrants (SDSI/MINADER) du 22 mai au 1er juin 2017 au niveau de l'Antenne de Man. L'Antenne de Séguéla n'a pas envisagé à ce jour cette mission sur les parcs à bois de ses OPA bénéficiaires. Cette mission sera programmée après une connaissance de la situation exacte des parcs bois mûres pouvant être recépés, (mission prévue du 14 au 21 juin 2017).

Production de masse 2017

42. En 2017, la production de masse concernera les cultures pluviales (riz, maïs et manioc). Concernant la production de riz irrigué et de cultures maraichères, elles seront réalisées après l'aménagement ou la réhabilitation des sites concernés. Par conséquent aucun objectif quantitatif n'est envisagé en 2017 pour ces deux spéculations.

43. Les premières études techniques préalables seront lancées à partir d'août 2017 puis interviendra la sélection des entreprises pour la réalisation des travaux.

44. **Production de masse de maïs de 2017.** L'objectif est de produire 524 tonnes de maïs dont 400 tonnes/Man et 124 tonnes/Séguéla avec un rendement de 2 t/ha sur 262 ha dont 200 ha/Man et 62 ha/Séguéla. La production de maïs sera réalisée par 13 OPA (10/Man et 3/Séguéla) à partir de juin 2017.

45. **Production de masse de riz pluvial.** L'objectif est de produire 330 tonnes de paddy en 2017 dont 30 tonnes/Man et 300 tonnes/Séguéla avec un rendement de 1,5 t/ha sur 220 ha dont 20 ha/Man et 200 ha/Séguéla. La production de riz pluvial sera réalisée par 3 OPA (2 OPA/Man et 1 OPA/Séguéla) à partir de juin 2017.

46. **Production de masse de manioc.** L'objectif est de produire 5 025 tonnes de manioc dont 1 200 tonnes/Man et 3 825 tonnes/Séguéla avec un rendement de 15 t/ha sur 335 ha dont 80 ha/Man

et 255 ha/Séguéla. Les mises en place seront réalisées à partir de juin 2017 par 5 OPA (2 OPA/Man et 3 OPA/Séguéla).

47. Les différents appuis aux OPA (Appui Conseil et Appui structuration) n'ont pas encore démarré. Pour l'Appui-conseil, les TDRS et le DAO ont été transmis par anticipation aux DRMP de Daloa et de Man pour validation. Le DAO révisé prenant en compte les observations du FIDA pour l'Antenne de Séguéla a été retransmis à la DRMP pour publication. Pour l'Antenne de Man, les observations de la DRMP sont toujours attendues.

48. Pour l'appui à la structuration, les DAO relatifs à la zone de Séguéla ont été transmis à la DRMP le 12/05/2017 pour publication. Pour l'Antenne de Man, les DAO ont été publiés dans le journal officiel des marchés publics le 06/06/2017. Il convient de noter que les changements opérés à la tête des DRMP Man et Séguéla ont rallongé les délais d'analyse et d'approbation des DAO, malgré les transmissions anticipées.

49. Au 31 Mai 2017, les contrats des COPA (Chargés des OPA) à Séguéla et Man et du Chargé des Productions Agricoles (CPA) de Séguéla n'ont pas été reconduits. Il est recommandé à l'UCP de signer deux cahiers de charge avec les Zones ANADER de Séguéla et Mankono pour assurer la continuité des activités d'appui conseil, notamment la distribution des semences et le recépage et la distribution des boutures de manioc aux OP bénéficiaires, ainsi que le suivi de la préparation des parcelles. Ceci dans l'attente de la finalisation du processus de recrutement des prestataires d'appui conseil et appui structuration et des cadres pour les postes concernés.

50. L'ANADER a des avantages comparatifs certains quand il s'agit d'appui conseil. La mission et la DGSP sont d'avis que le projet gagnerait à avoir un partenariat renforcé avec l'ANADER en insistant au besoin pour que l'ANADER choisisse des sous-traitants pour ce qui concerne les appuis à la structuration des OPA. Cependant, pour cette campagne, il est suggéré de continuer le processus déjà très avancé de recrutement d'opérateurs privés. Le partenariat renforcé recommandé avec l'ANADER sera donc beaucoup plus opérationnel durant l'année prochaine, sous forme d'une convention proprement dite au lieu d'un simple cahier de charge.

Recommandations sur la formation et l'encadrement des producteurs

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Mettre en place entre l'ANADER et le projet un partenariat renforcé (Appui-conseil et Appui à la restructuration des OPA) en insistant au besoin pour que l'ANADER choisisse des sous-traitants pour ce qui concerne les appuis à la structuration,	UCP	Immédiat et continu

Aménagements hydroagricoles

51. Le PROPACOM Ouest vise à terme : (i) la réhabilitation de 900 ha de bas-fonds rizicoles, (ii) l'aménagement de 1 400 ha de bas-fonds rizicoles et de 80 ha de sites maraichers, (iii) la réhabilitation de 140 km de pistes rurales et de 100 km de chemins d'accès aux bas-fonds aménagés et (iv) la construction de 7 ponceaux. Les leçons tirées de l'exécution de cette composante dans le PROPACOM conduisent à opter pour l'extension au PROPACOM Ouest de la convention existant entre le BNETD et le PROPACOM. La convention concernera les sites ayant fait l'objet de demande ainsi que ceux susceptibles d'être aménagés ou réhabilités sur la base d'un ciblage direct jusqu'à concurrence des superficies indiquées ci-avant pour le riz et les cultures maraichères.

52. Au titre des infrastructures de stockage et de transformation, il est prévu la construction de: (i) 14 aires de séchage de paddy de 100 m² chacun au niveau des bas-fonds aménagés, (ii) 30 magasins de stockage de céréales (riz ou maïs) d'une capacité de 200 tonnes chacun, (iii) 20 hangars de conditionnement de produits maraichers et (iv) 30 abris pour des équipements divers de transformation (manioc, maïs) ainsi que la fourniture de 600 bâches pour le séchage du riz pluvial et du maïs.

53. La démarche pour les MP d'aménagement de bas-fonds et de périmètres maraichers comporte les étapes suivantes : (i) l'identification du site, (ii) la clarification du statut foncier du site, (iii) les études techniques, (iv) les études d'impact environnemental et social, (iv) l'exécution des travaux par des entreprises sous le contrôle de cabinets d'ingénieurs-conseils.

Les activités réalisées sur le PTBA 2017 sont indiquées ci-après :

54. **Identification des sites rizicoles et maraichers issus des demandes d'appui.** L'activité devait être réalisée par des consultants à recruter à travers des procédures simplifiées. Face aux retards dans le processus de recrutement de ces consultants, un premier lot de 17 sites (11 pour l'antenne de Séguéla et 6 pour l'antenne de Man) issus des 49 premières demandes de 2016 approuvées par les CRC ont été identifiés par le RIR. Par la suite, 19 sites ont été identifiés pour l'antenne de Séguéla et 21 sites pour l'antenne de Man par deux consultants d'appui au RIR recrutés sur le PROPACOM dans le cadre du suivi des travaux de la convention BNETD.

55. Les résultats de l'identification des 57 sites dans les deux antennes permettent (i) : de démarrer le recrutement des consultants chargés de réaliser les études techniques sur des sites rizicoles et maraichers dont la situation foncière a été clarifiée lors de l'identification, (ii) de procéder à la clarification de la situation foncière de 9 sites et (iii) le rejet d'un site (OPA EMMERGENCE dans l'antenne de Séguéla) pour cause de localisation dans une forêt classée. Le reste des superficies visées au paragraphe 51 sera identifié dans le cadre de la convention avec le BNETD.

56. **Clarification foncière.** Il s'agit de l'étape préliminaire de clarification, par les DR du MINADER, du statut foncier des sites prévus pour les aménagements rizicoles et maraichers et de construction des infrastructures marchandes. Les TDR pour cette activité ont été élaborés par le RIR et transmis aux antennes le 14/11/16 en vue de préparer les cahiers de charges.

57. Le RIR a rédigé et transmis le 10/03/17, un modèle de cahier de charges assorti de budgets des activités à réaliser. Sur la base de ce modèle, l'antenne de Man a transmis le 21/03/17 les cahiers de charges au 4 DR MINADER de sa zone d'intervention. Deux cahiers de charges ont été validés le 27/03/17, les deux autres sont en cours de validation. L'antenne de Séguéla a également transmis les cahiers de charges aux deux DR MINADER dont un a été validé et signé et le second est en cours de validation.

58. **Etudes d'impact environnemental et social.** Elles concernent uniquement les sites rizicoles. Les TDR ont été élaborés en vue du recrutement des consultants chargés de réaliser ces études et l'ouverture des plis a été faite le 30 mai 2017, l'analyse des offres techniques est prévue à la fin de la présente mission. Il est prévu d'associer la DR du ministère en charge de l'environnement à cette analyse.

59. **Les pistes rurales.** Le PTBA 2017 prévoit l'organisation d'ateliers régionaux regroupant les DR des infrastructures économiques, les DR MINADER et les Conseils Régionaux pour la sélection des tronçons prioritaires des pistes de désenclavement à aménager.

60. **Les infrastructures marchandes et résilientes au Changement Climatique (CC).** La finalisation des micro-projets devrait permettre de dégager les besoins en infrastructures marchandes et résilientes aux CC dont la réalisation sera programmée dans le PTBA révisée de 2017.

Recommandations sur les aménagements hydro-agricoles

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de recrutement du RIR	MINADER	juin 2017
Accélérer les négociations avec le BNETD en vue d'étendre au PROPACOM-Ouest la convention existante pour la mise en œuvre des infrastructures rurales programmées	UCP	Juin 2017
Faire poursuivre l'identification des sites rizicoles et maraichers par les consultants d'appui au RIR sur la base du stock de demandes d'appui réceptionnées en vue de fournir des informations complémentaires aux Comités Techniques Régionaux	UCP	Immédiat
Diligenter la mise en œuvre de la clarification foncière des sites identifiés afin de permettre le démarrage du processus de recrutement des prestataires pour les études	Antennes	Juin 2017

Adaptation au changement climatique

61. Globalement, l'état de mise en œuvre du volet ASAP du PROPACOM OUEST depuis le lancement du projet est jugé insatisfaisant. A la date du 31/03/ 2017 et à 3 ans de l'achèvement du projet, le taux d'exécution physique de la composante ASAP au regard des objectifs du PROPACOM Ouest était quasi nul en dépit d'un taux de décaissement de 11,3%. Le taux de réalisation financière

du PTBA 2017 est de 1,18%. Les principales causes de ce faible taux d'exécution physique et financière s'expliquent par la lourdeur des procédures de contractualisations et un retard pour l'approbation des conventions.

62. Sous la modalité du faire faire, deux conventions ont été signées entre le projet et le MINEF d'une part et le projet et la SODEXAM d'autre part. Ces conventions autorisées par le Ministère du budget le 22/12/2016 concernent la fourniture d'un paquet de services climatiques et environnementaux pour le renforcement des capacités organisationnelles, techniques et institutionnelles des producteurs les plus vulnérables aux effets des changements climatiques dans les régions du Man et Séguéla. Elles contribuent également à la promotion d'une agriculture durable résiliente et ouverte à l'économie de marché.

63. Pour ce qui est de la convention avec la SODEXAM, il est prévu de mettre à la disposition des bénéficiaires/ OPA l'information climatique pour la finalisation et de la mise en œuvre des décisions d'investissement et planification des campagnes agricoles. Ceci passe par l'installation des équipements pour les relevés pluviométriques, un planning de formation des agents de vulgarisation et des exploitants pour la collecte de données climatiques, la mise en place d'un service d'information agro climatique efficace via les radios locales et de calendriers culturels à partir des données agro-météorologiques disponibles.

64. Concernant la convention passée avec le MINEF, le programme de travail sur 2017 concerne les activités avec le projet Muraille Verte du MINEF sur le reboisement et la lutte contre les feux de brousse dans les régions du Worodougou et Man; l'appui institutionnel aux DREF du Séguéla; Tonkpi et le projet Reboisement des Flancs de Montagnes au niveau de Man.

65. Une dernière convention est dans le circuit d'approbation et concerne la recherche action pour une intensification agro-écologique durable, en partenariat avec le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA).

Etat d'Avancement et Principales Observations sur le volet ASAP:

66. **Services climatiques pour l'aide à la prise de décision:** La convention avec la SODEXAM a été autorisée le 22/12/16 par le ministre en charge du budget et concerne uniquement les régions du PROPACOM Ouest (Bafing, Béré, Folon, Kabadougou, Tonkpi et Worodougou). Sous ce volet, les activités planifiées sur la zone du PROPACOM (Poron, Tchologo, Bagoué, Gbêkê, Hambol, Bounkani et Gontougou) jugées éligibles par le FIDA ont été suspendues. Une DANO a été soumise au FIDA pour réaffecter ces activités dans la zone du PROPACOM-Ouest.

67. Le PTBA 2017 de la SODEXAM prévoit les livrables ci-après (i) l'installation de matériel de collecte de données météorologiques dont 1000 pluviomètres de type paysan au profit des 200 OPA bénéficiaires sur des sites identifiés avec la participation de ces bénéficiaires, 10 stations agro climatiques automatiques et 11 Mini-stations météo automatiques niveau des postes climatologiques tenus par la SODEXAM ; (ii) le renforcement des capacités de 850 exploitants leaders et 150 vulgarisateurs à l'analyse et l'utilisation de ces informations climatiques pour la fourniture de services et d'aide à la décision stratégique en fonction de la variabilité climat (date de semis, variétés, etc.) à travers la formation des acteurs et la mise en place d'une ligne verte d'information météorologique ; (iii) la production de calendriers culturels adaptés aux nouvelles données du climat pour chaque zone et la diffusion des informations correspondantes.

68. L'UCP a procédé en mars 2017 à un paiement DPD d'avance de paiement d'une première tranche à la SODEXAM pour l'exécution du PTBA 2017. Un DAO pour la fourniture et livraison de 1 000 pluviomètres, 10 stations et 11 Mini-stations agro climatiques automatiques a été lancé le 31/01/17 et ouvert le 08/03/17. Le lot relatif aux 1000 pluviomètres a été attribué après réduction des quantités de 25% à cause d'une sous-estimation (250 pluviomètres en moins). Un projet de réaffectation des 750 pluviomètres dans les Antennes de Séguéla et Man devra être soumis à l'UCP par la SODEXAM.

69. Pour ce qui est de l'acquisition des 10 stations et 11 mini stations agro météorologiques automatiques, l'appel d'offres a été déclaré *infructueux* à cause d'une offre moins-disante trois (3) fois plus élevée que le budget prévu. Pour éviter de relancer l'appel d'offre et retarder l'acquisition des équipements, il a été proposé que la SODEXAM i) contacte directement ses propres fournisseurs (au moins trois dans sa base de données) pour obtenir une meilleure offre (rapport qualité prix) et service après-vente. La SODEXAM devrait revoir également à la baisse le nombre de stations agro-

météorologique tout en maintenant une bonne couverture géographique- tenant compte des installations similaires d'autres projets (WAAPP, ICRISAT, et AFD).

70. Une mission de l'équipe SODEXAM s'est déployée sur le terrain entre 23 mai au 1er juin 2017 en vue de : (i) identifier les sites d'installation des stations et mini-stations agro-météorologiques, (ii) échanger avec les radios locales sur la diffusion des informations agro-météorologiques et (iii) définir avec les antennes les critères de choix des personnes à former.

71. La mission recommande que la SODEXAM collabore avec la composante finance rurale pour permettre une diffusion continue et permanente des informations climatiques aux agricultures et OPAs via les plateformes digitales et la téléphonie mobile même en dehors de la durée de vie du projet. A travers ce projet, la SODEXAM pourrait se positionner comme partenaire clé dans la mise en place de l'assurance climatique- indicelle en Côte d'Ivoire avec les institutions de microfinance et les sociétés d'assurances.

72. **Reboisement et lutte contre les feux de brousse :** La convention avec le projet Muraille Verte du MINEF a été autorisée le 22/12/16 par le ministre en charge du budget. Cette convention est relative au reboisement de 1 200 ha fournis par les communautés villageoises et de lutte contre les feux de brousse dans les régions du Worodougou et dont le partenaire de mise en œuvre est la DREF de Séguéla.

73. Dans le cadre du PTBA 2017, il est prévu l'identification de sites, l'appui à l'élaboration des itinéraires techniques, à la production en pépinière de plants pour le reboisement, à l'installation des plantations et au suivi de la gestion des sites; la formation des bénéficiaires à l'agroforesterie (approche Taungya) et le renforcement des capacités des agents des eaux et forêts et de la vulgarisation par le CNRA sur l'agroforesterie et la gestion participative des plantations. S'y ajoutent des campagnes de sensibilisation, et formation et l'équipement de comités villageois de lutte contre les feux de brousse.

74. En février 2017, les activités initiées par le projet Muraille verte dans les Régions de Poro et Tchologo ont été suspendues à la demande du FIDA à cause d'une erreur sur l'accord de financement. Une DANO a été soumise au FIDA et la DRMP pour le changement de zone. Cette nouvelle disposition devrait être sans incidence financière sur la convention signée par contre nécessite l'élaboration et la signature d'un avenant pour acter cette décision.

75. Le MINEF a par ailleurs lancé les activités d'information/sensibilisation qui devront se poursuivre sur le second semestre 2017 dans nouvelle zone de couverture (Antenne de Séguéla) en vue de l'adhésion des populations et l'identification des terres à reboiser. L'acquisition des véhicules de 2 véhicules et 2 motos prévue au plus tard avant mi-juillet 2017 devrait faciliter le déplacement des agents du MINEF dans les nouvelles zones de couverture (Antenne de Séguéla)

76. Sur le plan institutionnel, le projet va appuyer le MINEF dans l'acquisition de 3 véhicules doubles cabines 4x4 et de 3 motos au profit du projet Muraille Verte dont 1 véhicule et une moto sont réservés à l'antenne du Man. L livraison est prévue après réception de l'ANO du FIDA sur la nouvelle zone d'intervention.

77. Après échange avec les futurs bénéficiaires du projet, la mission recommande au MINEF de proposer à une liste exhaustive de plants à haute valeur économique et comestible comme le Karité, le Teck, le Néré pour améliorer les revenus des populations. Il est également recommandé pour la saison agricole 2017 d'accélérer l'acquisition des véhicules pour permettre aux MINEF de se déplacer dans les locaux cibles. Le MINEF devra développer un manuel d'itinéraire technique pour guider les producteurs sur des techniques d'agro-foresterie mais aussi l'agriculture de conservation.

78. **Lutte anti-érosive sur les flancs de montagne:** Ce volet prévoit une prospection pour l'identification des sites; une étude sur les besoins en bois-énergie dans la zone d'intervention; l'appui à l'élaboration des itinéraires techniques, à la production en pépinière de plants pour le reboisement, à l'installation des plantations et au suivi de la gestion des sites; la formation des bénéficiaires à l'agroforesterie (approche Taungya) et le renforcement des capacités des agents des eaux et forêts et de la vulgarisation par le CNRA concernant l'agroforesterie et la gestion participative des plantations.

79. Une convention avec le projet Reboisement des Flancs de Montagnes a été autorisée le 22/12/16 par le ministre en charge du budget. Ladite convention est relative au reboisement de 400 ha de Flancs des Montagnes et de lutte contre les feux de brousse dans la seule région du Tonkpi. La

Direction Régionale des Eaux et Forêts (DREF) de la région de Tonkpi, est en charge de l'exécution du projet.

80. Le PTBA prévoit le reboisement de 120 ha de flanc de montagne dégradée sur Man. Les sites ont été déjà identifiés, et des terres mises à la disposition du projet à la suite des 13 séances de sensibilisation sur 32 localités, et une adhésion des populations en particulier les jeunes et femmes. L'analyse des fiches de renseignement sur les intentions de cession de terres à reboiser mises à la disposition du Projet et appartenant aux bénéficiaires s'établit à 441 ha.

81. Vu l'engouement des populations à participer au projet, l'UCP pourrait revoir à la hausse les objectifs de reboisement. Cependant, les coûts unitaires des activités de délimitation des terres, confection de pépinières et reboisement étant au-delà du budget alloué dans la convention, les superficies prévues en 2017 ont été revues à 110 ha sur les 120 ha à reboiser prévus initialement.

82. Concernant les aspects financiers, le projet reboisement des Flancs de Montagnes n'a pu ouvrir un "compte projet" pour recevoir directement le paiement de ses demandes d'approvisionnement par le PROPACOM Ouest. Le MINEF a indiqué à l'UCP en octobre 2016, que le Ministère en charge des finances a pris une mesure de gel d'ouverture de comptes projet pour les structures étatiques. Aussi, l'UCP paiera pour le compte du PRFM, les prestataires recrutés pour i) réaliser les opérations de délimitation des terres et ii) mettre en place les pépinières, (iii) faire le reboisement et l'entretien des plants, sous la supervision du Projet Reboisement des Flancs de Montagnes et de l'antenne de Man.

83. En matière d'appui institutionnel du projet, un véhicule de type 4*4 a été commandé et une moto devront être livrés incessamment pour faciliter les déplacements sur les sites.

84. **Aménagement des bas-fonds exposés au risque d'inondation:** Ce volet prévoit le financement intégral de l'aménagement de 150 ha de bas-fonds classés à haut risque d'inondation et le renforcement des systèmes de drainage dans les autres bas-fonds aménagés et réhabilités (soit 500 ha). Le projet se concentre sur les zones les plus exposées au risque d'inondation en l'occurrence les bas-fonds des zones rizicoles dans l'antenne de Séguéla (Bibi) et le district des Montagnes (région de Tonkpi-Man). Plus de 300 ha ont été identifiés et mis à la disposition du projet à Bibi pour aménager des bas-fonds situés à côté d'anciens sites miniers en zone rizicole aménagée. La mission recommande de prendre toutes les mesures nécessaires pour mener une étude d'impact environnemental et social avant les aménagements.

85. Dans la région de Man, en plus des aménagements programmés au niveau des bas-fonds, la mission recommande que le projet flanc des montagnes évalue les possibilités d'aménagement de certains des flancs de montagne avec des courbes de niveaux prononcées pour promouvoir l'agro foresterie en terrasse. La mission recommande également que les équipes techniques en charge de l'aménagement des infrastructures prennent en compte les normes techniques dans la planification et la construction des ouvrages résilients aux changements climatiques.

86. **Recherche action pour une intensification agro-écologique durable:** Les termes de références de la convention avec le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) sont attendus en vue de les soumettre à l'ANO du FIDA et démarrer la procédure d'approbation de la convention, et espérer sa signature d'ici octobre 2017 en vue du démarrage effectif des activités dès janvier 2018, au plus tard. Il est attendu de ce partenariat le diagnostic des contraintes et technologies à tester par zone agro-écologique, des activités de recherche-action sur 60 parcelles paysannes (40 en première année et 20 en deuxième année) pour tester des actions de conservation de la fertilité, des modèles d'agroforesterie et des modèles d'agriculture de conservation, la formation des prestataires de service d'appui conseil et les OPA bénéficiaires sur (i) les techniques d'agriculture de conservation et de Gestion Durable des Terres et des Eaux (GDTE), (ii) la production de semences nécessaires pour les jachères améliorées et les plantes inter-culture et cultures associées, (iii) la diffusion de modèles les plus performants et résilients au changement climatique à travers 200 démonstrations et visites d'échanges au profit de 160 groupements et OPA; et la capitalisation de l'expérience à travers la production de fiches techniques. Une ONG Spécialisée devrait être identifiée dès cette année pour accompagner le travail. Une étude diagnostic de la fertilité des sols des sites de productions rizicoles et maraîchers est en cours de démarrage avec l'université Nangui Abrogoua et dont l'avance de la première tranche a été effectuée.

87. **Appui au programme national d'adaptation au changement climatique:** Un plan d'action a été élaboré et sera discuté après la mission de supervision avec le Ministère chargée de

l'Environnement et du Développement Durable. Ce volet entend appuyer (i) la consolidation du plan national d'adaptation au changement climatique; (ii) les mécanismes de coordination intersectorielle, l'intégration du changement climatique dans les stratégies du secteur agricole et rural, leur mise en œuvre et capitalisation en se basant sur les bonnes pratiques comme l'initiative REDD+.

88. **Santé humaine et respect de l'environnement:** Concernant travaux d'aménagement et /réhabilitations hydro-agricoles et les infrastructures, la mission recommande que les études d'impact environnemental et social (EIES) soient commanditées avec un plan de gestion environnemental et social surtout dans les anciens sites miniers proche des bas-fonds. Les DAO préparés par le BNETD tiennent en compte des spécifications techniques et normes sur la résilience des infrastructures. Le projet pourrait envisager d'assurer certaines infrastructures après certification du bureau de contrôle.

89. En ce qui concerne les questions de santé humaine, le projet a prévu une formation des bénéficiaires (92/Man et 44/Séguéla) sur les techniques d'application des pesticides et autres intrants nuisibles sur la santé humaine grâce à l'acquisition de 136 kits de protection des exploitants-applicateurs de pesticides. La distribution de ces kits et la formation aux exploitants applicateurs n'a pas encore démarré. Le recrutement de la firme qui assurera la formation des producteurs est en cours au niveau des Antennes de Man et Séguéla Dans les zones de bas-fonds proches des sites miniers, une étude d'impact environnemental et social doit être réalisée avec un plan de gestion environnemental et social.

90. **Gestion du projet:** L'absence de responsable dédiée à la composante ASAP impacte sur la planification et le suivi de la mise en œuvre et la mise en cohérence des activités sous ce volet. Au vu du retard enregistré et en concertation avec l'UCP, la mission recommande de recruter un spécialiste national en environnement/climat pour accompagner l'UCP dans le suivi la bonne mise en œuvre des activités ASAP. Le spécialiste ASAP assurera le rapportage des activités finances par ASAP et la coordination avec les autres composantes du projet. Il/elle sera en charge d'évaluer sur une base régulière les techniques d'adaptation mises en œuvre dans la zone du projet sur les sites.

Recommandations sur l'adaptation au Changement Climatique du PROPACOM-UEST

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Recrutement d'un spécialiste national environnement et climat pour suivre la composante ASAP et la mise en cohérence avec les autres composantes du projet	UCP- FIDA	immédiat
Prévoir un cahier de charges plutôt qu'une convention cadre avec la direction en charge des changements climatiques du Ministère de l'environnement pour éviter les retards enregistrés sur les précédentes conventions	UCP- Ministère de l'Environnement	immédiat
Fournir l'information climatique et des calendriers culturels de manière continue à travers des plateformes digitales existants pour les OPs et par SMS en partenariat avec les opérateurs de téléphonie mobile	SODEXAM- UCP- Opérateurs de téléphonies- autres	Second semestre 2017
Explorer les possibilités d'introduire les lignes de crédit vert bonifiées et l'assurance climatique/ indicelle dans le cadre de la finance rurale en collaboration avec la SODEXAM et les Ifs.	SODEXAM-IF partenaires	Second semestre 2017
Conduire les études d'impact environnemental pour évaluer les risques socio-économiques et environnementaux liés aux aménagements et infrastructures non résilientes aux changements climatiques sur les zones sensibles dont les sites miniers	UCP- bureau d'étude	Immédiat
Appuyer les IFs à intégrer les risques liés au climat dans leur portefeuille de crédits (produits verts, système de notation, conformité) tout en incitant à l'adoption des bonnes pratiques agricoles durables	UCP/ IF	Immédiat
En attendant l'acquisition des véhicules pour le projet Muraille Verte, faciliter (location, mise à disposition des véhicules des antennes du PROPACOM Ouest) les déplacements des agents de la DREF pour permettre aux antennes d'entamer le reboisement avant mi-juillet	FIDA-UCP-MINEF	Immédiat
Evaluer la possibilité d'aménagement des cultures en terrasses avec le reboisement sur certains flancs de montagnes avec courbes	MINEF-UCP	Second semestre 2017

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
de niveaux prononcées		
Proposer des arbres de haute valeur marchande (teck, néré, karité, etc.) pour le volet agroforesterie pour améliorer les revenus des populations avec le reboisement	MINEF-UCP	Immédiat
S'assurer que les activités des autres composantes, y compris les microprojets, sont concentrées sur des zones couverts par ASAP afin de garantir une intégration des CC sur la chaîne de valeur (maïs, riz, maraichage...)	SODEXAM-UCP-MINADER	Second semestre 2017

Accès au financement rural

91. L'accès aux services financiers pour les cibles du PROPACOM Ouest est prévu dans le cadre de conventions de partenariat entre le projet et des institutions financières.

Signature des conventions de partenariat avec les Institutions financières (IF)

92. Les négociations initiales avaient permis d'identifier l'UNACOOPEC-CI et le RCMEC comme institutions de microfinance intéressées par un partenariat avec le PROPACOM Ouest.

93. **Convention de partenariat avec l'UNACOOPEC-CI.** Le processus de contractualisation enclenché avec l'UNACOOPEC-CI en 2016 a pu être finalisé en début avril 2017 après l'enregistrement de la convention auprès des services des impôts par l'UNACOOPEC-CI et transmission à l'UCP. Sept COOPECs implantées dans la zone du projet³ sont concernées par ce partenariat.

94. **Etude RMEC.** Le Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit (RCMEC-CI) n'étant pas représenté à l'Ouest i.e. dans les régions d'intervention du projet, le FIDA avait recommandé à l'UCP de mener une étude préalable pour définir la faisabilité et les modalités de l'ouverture de deux caisses du RCMEC dans le Worodougou et le Tonkpi en vue d'un partenariat avec le PROPACOM Ouest. L'UCP a obtenu l'ANO du FIDA le 14/03/2017 sur les TDR portant sur le recrutement d'un consultant pour réaliser cette étude préalable. Avant la réalisation de cette étude, l'UCP a par courrier demandé au RCMEC de confirmer son engagement à financer l'installation des deux caisses visées par l'étude que le PROPACOM ne peut prendre en charge. Le RCMEC-CI ayant informé le PROPACOM, de son incapacité à financer l'ouverture des caisses, l'étude ne sera finalement pas réalisée et aucun partenariat avec le RCMEC ne sera dès lors établi.

95. En parallèle des discussions avaient été initiées avec deux autres IF afin de conclure un partenariat, il s'agit de MICROCRED au travers de son agence de Man et de CEDAICI implantée à Odienné.

96. **Convention avec MICROCRED-CI** Les TDR pour l'élaboration d'un contrat cadre entre le PROPACOM Ouest et MICROCRED-CI ont obtenu l'ANO du FIDA le 07/02/17. Le projet de convention transmis à MICROCRED-CI le 27/02/2017 a recueilli leurs observations le 31/03/17. La version finale de la convention a été envoyée à la DRMP de Bouaké le 04/04/2017 pour une demande d'autorisation en vue de passer un marché par voie de gré à gré. La DRMP a demandé une liste de documents complémentaires devant être fournis par MICROCRED eu égard à son statut de société. Cette requête transmise à MICROCRED le 12/04/2017 est encore en cours de traitement malgré plusieurs relances de l'UCP. L'attestation fiscale au 31/12/2016 restait à obtenir par MICROCRED au moment de la rencontre avec la mission.

97. **Convention CEDAICI.** Le FIDA a donné l'ANO le 13/03/17 sur les TDR pour l'élaboration d'un contrat cadre entre le PROPACOM Ouest et CEDAICI. Le projet de convention a été validé par les deux parties et la version finale a été transmise à la DRMP le 23/03/2017 une demande d'autorisation en vue de passer un marché par voie de gré à gré. La DRMP, comme pour MICROCRED, a demandé une liste de documents complémentaires devant être fournis par CEDAICI. Ces documents ont été transmis avec diligence à l'UCP qui a pu les faire parvenir à la DRMP le 10/05/2017.

³ Les COOPECs sont les suivantes : Odienné, Touba, Biankouma, Danané, Man, Séguéla et Mankono.

98. Compte tenu de l'état d'avancement du processus de validation et de signature des conventions de partenariat, pour cette campagne, les OPA devant bénéficier des dotations en intrants n'auront pas le choix de l'IF auprès de laquelle ouvrir un compte et devront obligatoirement le faire auprès d'une COOPEC. Cette situation est regrettable, et il convient que l'UCP continue d'assurer un suivi rapproché du processus en cours d'approbation des conventions avec MICROCRED et CEDAICI afin qu'elles puissent entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Déploiement des services financiers en direction des cibles du projet

99. Pour rappel, les conventions de partenariat avec les IF visent le financement: i) des investissements et des activités agricoles des OPA/OP pour lesquels un accord de cofinancement aura été préalablement signé entre ces dernières et l'UCP selon les modalités définies dans le projet ; ii) des entreprises de service intervenant le long des chaînes de valeur agricole ayant ou non signé un accord de cofinancement avec l'UCP; iii) des activités génératrices de revenus (AGR) agricoles et non agricoles des membres des OPA sur une base individuelle ou de groupe. A ce jour, aucune dotation en intrants, ni prêt d'équipement n'a encore été alloué. Le projet est encore en phase de préparation du lancement de la mise à disposition des intrants.

100. **Financement des intrants.** A court terme pour cette campagne, sur la base des micro-projets élaborés suite aux demandes d'appui analysées, comme décrits ci-dessus dans la section sur la « sélection des micro-projets », seules les COOPECs pourront offrir le service d'ouverture de compte et de domiciliation des dotations en intrants. La procédure d'acquisition et de règlement des intrants à partir du compte des OPA dans l'IF sur lesquels les dotations auront été positionnées, qui avait été validée en interne lors d'un atelier d'harmonisation le 13/04/2017, a été passée en revue par la mission afin de la simplifier et de la raccourcir. Toutefois, il convient de noter que les documents/formulaires accompagnant cette procédure de mise à disposition des dotations en intrants doivent encore être finalisés. Il s'agit en particulier de «l'état récapitulatif d'acquisition des intrants par IF» devant mentionner la liste des OPA concernées, leur numéro de compte (pour UNACOOPEC le nom de la COOPEC), le montant de la dotation en intrants et le nom et les coordonnées du fournisseur sélectionné par l'OPA), du « bon de commande » qui sera rempli et signé par l'OP avec ensuite la validation (bon pour accord) de l'antenne.

101. En outre, il convient de s'assurer rapidement que les dispositions du projet de convention tripartite OPA/PROPACOM/IF sont bien adaptées à la procédure d'acquisition et de règlement des intrants révisée et aussi veiller à ce que l'échéancier de reconstitution de la dotation soit bien inclus dans cette convention. Les contenus de cette convention et de la procédure d'acquisition et de règlement des intrants révisée devront être expliqués à tous les acteurs concernés : les OPA y compris tous les membres bénéficiaires de la dotation, les équipes qui seront constituées pour encadrer les OPA dans cette opération (cf. section sur la sélection des micro-projets) et les IF concernées. Une rencontre avec les COOPECs de la zone a déjà été programmée par le RSF qu'il convient d'organiser dans les meilleurs délais une fois tous les documents finaux élaborés. En outre, le SFR doit pouvoir accompagner les équipes d'encadrement des OPA au démarrage de l'opération de validation du montant de la dotation avec les OPA et d'explication du contenu de la convention et de la procédure (pour deux OPA couvertes par chacune des équipes par exemple) afin de s'assurer que les informations à communiquer ont bien été appropriées par ces équipes et sont clairement communiquées aux OPA qui les comprennent. Un double de cette convention devra être laissé entre les mains de l'OPA.

102. Ces missions d'explication sont très importantes puisqu'il a été donné à la mission de constater que malgré les actions d'information et de sensibilisation conduites depuis 2016 et la récente mission de sensibilisation menée auprès des OPA du 14 au 24 février 2017⁴ ayant notamment portée sur l'ouverture des comptes dans les COOPEC et sur la mobilisation des apports des bénéficiaires (10%) dans le cas des équipements et une autre séance d'information en avril pour les OPA de Séguéla, la maîtrise par les OPA de ces modalités d'accès aux intrants et aux équipements restent encore très faible. A court terme, il convient de focaliser les informations et messages sur le mécanisme de la dotation en intrants. Une fois cette opération terminée, les informations sur les modalités d'accès aux équipements pourront être communiquées dans les détails.

103. Afin de permettre au COOPEC de pouvoir régler les fournisseurs d'intrants et ensuite mettre en place les crédits d'équipement, l'UCP a élaboré et transmis la DPD au MINADER le 08/05/2017, pour

⁴ Cette mission était en collaboration avec SEWA et INNOV DEV et a aussi porté sur les services d'e-banking.

l'approvisionnement du compte dédié UNACOOPEC sur la base du plan de financement contenu dans la convention pour la première année pour les intrants et la deuxième année pour les équipements. Cette DPD est maintenant au niveau de l'approbation par le Ministère de l'Economie avant qu'elle ne soit transmise au FIDA pour exécution. La mission attire l'attention des parties prenantes dans la finalisation de ce processus sur la diligence nécessaire afin que l'UNACOOPEC puisse recevoir ces fonds dans les meilleurs délais afin d'être en mesure de régler les fournisseurs d'intrants au plus tard durant le mois de juillet 2017.

104. **Mécanisme de financement des équipements.** Pour toutes les OPA/OP en amont et en aval de la production, il est proposé un cofinancement des équipements de production et de transformation : le Projet apportera une contribution à hauteur de 30% du coût des équipements, les bénéficiaires mobiliseront une contribution financière de 10% ou plus en fonction de leurs capacités d'autofinancement et les 60% (au maximum, en fonction de leur mise de départ) restants seront empruntés par l'OPA auprès d'une IF partenaire. Lors d'un atelier d'harmonisation le 13/04/2017 à l'UCP et au cours de l'atelier du bilan trimestriel 2017 à Séguéla, le 28 avril 2017 les procédures ont été présentées et validées. A l'examen de ces procédures, la mission recommande, aux fins d'une plus grande clarté et simplification, qu'elles soient éclatées par type d'équipement et selon qu'il est nécessaire ou non de construire un abri. Ainsi, le descriptif actuel des « Procédures d'acquisition des équipements de mécanisation et équipements associées aux infrastructures marchandes (catégories 2 et 5) par les OPA » doit être scindé en deux. Une procédure doit être élaborée pour les équipements de catégorie 2 qui ne nécessitent pas la construction d'un local/abri: mini tracteurs, motoculteurs, faucheuses, batteuses-vanneuses ; une procédure distincte doit être élaborée pour les équipements de catégorie 5 qui concerne les équipements de transformation associés à la construction d'un abri tels que les broyeurs. Les documents/supports associés à ces procédures, comme dans le cas de l'acquisition des intrants, devront aussi être élaborés.

105. En outre, une fois ces procédures révisées et validées à la fois pour les intrants et les équipements, le guide sur le mécanisme de financement des intrants et équipements, qui est un document à l'usage du personnel et présente la synthèse de la stratégie du PROPACOM-OUEST sur l'accès aux services financiers, devra être adapté en conséquence.

106. Comme pour les procédures révisées d'acquisition et de règlement des intrants des séances d'information/formation sur ces procédures et supports devront être organisées avec toutes les parties prenantes : IF, équipes d'encadrement des OP et membres de l'UCP et les OP elles-mêmes.

107. Ces crédits équipement ainsi que les prêts aux membres individuels des OP ou aux OP pour des AGR agricoles et non agricoles bénéficient d'une couverture du risque pour les impayés en capital à hauteur de 50% au travers d'un mécanisme de partage des risques (MPR). Avec l'accompagnement de DID, l'UCP a élaboré un manuel de procédures du MPR. La mission a examiné ce manuel qui soulève quelques observations. Dans sa version actuelle (septembre 2016) deux IF sont nommément citées comme pouvant bénéficier du MPR, l'UNACOOPEC et le RCMEC, non partenaire du PROPACOM Ouest. Il conviendrait de réviser les modalités de sélection des IMF éligibles au MPR pour qu'elles soient étroitement liées à la signature d'une convention de partenariat visant l'octroi de prêts aux OP/OPA et membres de ces organisations sans mention d'une liste nominative d'institutions financières. De plus, la répartition annuelle du montant du MPR par institution financière telle que préconisée dans la section 4.2 du manuel ne semble pas pertinente puisque la couverture du MPR s'applique pour chaque prêt accordé et éligible au mécanisme et qu'il ne fait l'objet d'un transfert de fonds aux institutions financières qu'au moment de couvrir les impayés finaux.

108. En outre, il est prévu dans le manuel de procédures que le gestionnaire du MPR sera une personne physique contrairement au DCP qui prévoit un gestionnaire qui soit une personne morale. Un tel mécanisme ne saurait être géré par une personne physique qui ne peut présenter les garanties de responsabilité fiduciaire suffisantes et de continuité dans la fourniture de la prestation. En outre certains éléments du mandat du gestionnaire tels que décrits dans le manuel ne semblent pas appropriés compte tenu de l'objet du MPR directement associé aux crédits accordés aux cibles du projets par des IF partenaires, il s'agit par exemple des aspects tel que « Identifier et évaluer les IF partenaires potentielles du MPR » ou encore « Négocier les conventions de service avec les IF sélectionnées et en assurer le suivi en vue d'assurer la bonne utilisation des fonds et des appuis mis à leur disposition ».

109. La mission recommande donc que ce manuel de procédures du MPR soit révisé sur ces différents aspects et que la procédure d'appel d'offres pour le recrutement du gestionnaire du MPR soit lancée dans les meilleurs délais.

Les services de E-banking

110. Dans le cadre de la convention avec l'UNACOOPEC-CI, il est prévu dans le cadre d'un partenariat entre cette dernière et la société SEWA de tester le déploiement d'un réseau d'agent dans les villages auprès desquels les OPA/OP et leurs membres détenant un compte auprès de la COOPEC pourront effectuer des opérations de dépôt ou de retrait sans avoir à se déplacer à la COOPEC grâce à un porte-monnaie électronique sur un support de carte magnétique auquel ils pourront souscrire. La contribution du PROPACOM porte sur la mise à disposition des équipements (TPE) qui doivent être déployés notamment au niveau des agents pour qu'ils puissent effectuer les opérations. Il est actuellement prévu de déployer ce service dans 5 COOPEC de la zone du projet au travers de 12 agents (opérateurs relais) dont certains ont déjà été identifiés. Le déploiement d'un réseau d'agents, l'accompagnement nécessaire et l'enrôlement des clients au service et leur formation représente une tâche complexe et coûteuse en temps et en ressources. Aussi la mission recommande que pour une phase pilote, ce déploiement dans le cadre du projet ne concerne qu'un maximum de deux COOPECs (les zones de Mankono et Toubia qui ne sont couvertes que par les COOPEC pourraient être privilégiées) afin de pouvoir d'une part avoir une densité suffisante des agents pour que le service soit intéressant pour les membres des COOPEC et d'autre part pour une meilleure maîtrise de l'opération pilote.

Activités d'accompagnement

111. Au cours de la période sous revue plusieurs activités d'accompagnement ont été conduites. Il s'agit i) de missions d'information et de sensibilisation sur les mécanismes de financement auprès des OPA comme déjà mentionné ci-dessus ; ii) de formations réalisées avec l'appui de DID : en mars 2017, une formation de formateurs en éducation financière pour 14 auditeurs, principalement des agents de l'UNACOOPEC et de CEDAICI, a été organisée à Yamoussoukro, ces formateurs seront chargés de diffuser les modules d'éducation financière auprès des cibles du PROPACOM et des autres agents des IF, DID supervisera certaines de ces séances de formation pour certifier les formateurs ; iii) d'un atelier de coaching en montage et analyse des dossiers de financement des premiers microprojets a été animé par des experts de DID pour les agents de crédits des IF partenaires en avril 2017 à Daloa, UNACOOPEC-CI et CEDAICI étaient représentés mais non MICROCRED.

112. La mission voudrait souligner qu'il existe en Côte d'Ivoire des formateurs certifiés en éducation financière dont la liste est disponible auprès de l'APSFD et qu'il serait sans doute moins coûteux de les mobiliser plutôt que des formateurs venant d'autres pays.

Appuis institutionnels aux IF

113. L'UNACOOPEC-CI dont la convention est maintenant active a transmis son rapport de démarrage et adressé une facture à l'UCP pour la mise à disposition des ressources pour couvrir les frais de fonctionnement sur les six premiers mois des agents de crédit dédiés et pour la phase pilote du e-banking. Cette facture est actuellement en cours de traitement par le contrôleur financier du projet.

114. **Acquisition de matériel roulant.** Une demande de cotation comprenant les 7 motos destinées aux COOPEC a été émise le 30/01/17. Au terme du processus d'attribution du marché, la livraison des motos a été faite le 18/05/2017 à l'UCP mais elles se sont avérées non conformes au modèle retenu; en conséquence la réception n'a pas été faite et le fournisseur a été prié de se conformer à l'offre retenue lors de la COJO. Ces motos étant essentielle au travail de suivi des emprunteurs OPA par les agents de crédits dédiés, il convient de veiller que le fournisseur puisse rapidement honorer ses engagements.

115. **Acquisition de matériels informatiques.** En ce qui concerne le matériel informatique destinée aux agents de crédit des COOPECs et au point focal du projet à la Direction de l'UNACOOPEC, une cotation lancée le 30/01/17 a permis de sélectionner le 24/02/17 un fournisseur. La livraison n'est pas encore effective à ce jour.

116. **Acquisition d'un logiciel de gestion spécifique pour les crédits aux OPA.** Les TDR et la DANO ont été élaborés et transmis au FIDA le 20 mars 2017. L'ANO du FIDA a été obtenu le 2 mai

2017. Le DAO a été transmis à la DRMP le 4 mai 2017 pour la publication. Ce logiciel devrait permettre de disposer de toutes les informations pour le suivi du portefeuille des dotations et prêts aux cibles du projet et permettra d'alimenter les indicateurs du suivi-évaluation. Il conviendra donc de veiller à ce que son paramétrage prenne bien en compte l'ensemble des indicateurs dont le PROPACOM souhaite disposer.

Recommandations sur l'accès au financement rural

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre avec diligence le suivi du processus d'approbation des conventions de partenariat avec MICROCRED et CEDAICI	SFR	Continu
Elaborer et réviser, selon le cas, les documents supports de la mise à disposition des dotations en intrants	SFR	14/06/2017
Organiser une séance de formation avec les COOPEC sur ces supports et la procédure en ayant transmis au préalable ces documents pour une meilleure appropriation	SFR	19/06/2017
Organiser une séance de formation avec les membres des équipes chargées d'encadrer les OPA pour la mise à disposition des dotations en intrants et les accompagner sur le terrain pour les deux premières OPA	SFR	20/06/2017
Traiter avec diligence la DPD à l'UNACOOPEC pour la dotation en intrants et le fonds équipement	Ministère de l'Economie et FIDA avec suivi par la Coordinatrice et SFR	Immédiat
Réviser les procédures d'une part pour les dotations en intrants et, d'autre part, celles relatives aux prêts en équipement et élaborer les documents supports de ces deux procédures	SFR en relation avec le RPM et le CAFM	18/06/2017
Organiser une séance de formation avec les IF sur ces supports et les procédures en ayant transmis au préalable ces documents pour une meilleure appropriation	SFR	Après la fin de la mise à disposition des dotations en intrants
Organiser une séance de formation avec toutes les parties prenantes de ses procédures y compris les équipes en charge de l'encadrement des OPA/OP	SFR	Après la fin de la mise à disposition des dotations en intrants
Réviser le manuel de procédures du MPR pour adapter certaines de ses dispositions à son objet précis en lien avec les activités du projet	SFR	31/07/2017
Lancer la procédure d'appel d'offres pour le recrutement du gestionnaire du MPR après avoir élaborer les TDR	SFR et RMP, Coordinatrice	31/07/2017
Redimensionner le déploiement des services d'E-banking autour de deux COOPECs au lieu des 5 prévues pendant la phase pilote	SFR en collaboration avec UNACOOPEC-CI et SEWA	Immédiat

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

117. Actuellement le projet n'a pas le personnel prévu pour cette composante. Les responsables commercialisations programmés pour chacune des antennes n'ont pas été recrutés et il a été décidé de mobiliser, en remplacement de ce personnel, les services de deux consultants (contrat sur 11 mois) qui ne sont pas à ce jour affecté au projet. De plus la procédure pour le recrutement d'un opérateur prévu dans le document projet pour cette composante n'a pas débutée, et les termes de référence n'ont pas encore été rédigés. La seule ressource humaine de cette composante est un consultant (AT) spécialisé sur les problèmes de transformation qui a été très recruté à mi-temps, seulement depuis la fin mai 2017. Il n'est donc pas étonnant qu'aucune activité ne soit encore réalisée sur cette composante.

118. **Le PTBA 2017.** Le PTBA 2017 ne prévoyait aucune activité sur cette composante. Néanmoins, les deux activités suivantes, prévues initialement sur le PROPACOM, ont été reportées sur le PROPACOM Ouest :

- (a) **Etude sur les modèles de mise en marché.** Cette étude, qui devait démarrer en mars 2017, fait l'objet d'une relance de recrutement suite au désistement du consultant. La qualité de

cette étude est essentielle pour orienter les stratégies de commercialisation sur les différentes filières.

- (b) **Le système d'information sur les marchés.** Dans le cadre du projet PROPACOM Ouest, un opérateur potentiel (OCPV / RONGEAD) a été contacté pour faire une offre de services. En première analyse la réponse apportée par cet opérateur est trop ambitieuse et le devis proposé hors de proportion par rapport au montant prévu. La mission conseille une approche progressive avec, dans un premier, un système d'abonnement pour une transmission par SMS aux OPA des informations déjà collectées par ces opérateurs. Ce système pourrait être par la suite élargi à la collecte d'informations spécifiques sur des zones et des produits à définir.

119. **Le recrutement de l'opérateur spécialisé pour cette composante.** L'appel d'offre doit avoir lieu très rapidement afin que les premières activités de mise en place des équipements de transformation pour le riz et le maïs puissent avoir lieu pour cette campagne en septembre octobre 2017. Au cas où l'appel d'offre serait infructueux il conviendrait de recruter très rapidement des consultants en attendant de renouveler l'appel d'offre. Il est proposé que le consultant (Assistance Technique), en charge d'appuyer l'UCP à mettre en œuvre la composante valorisation des produits agricole, rédige les termes de référence de cet opérateur sur la base de l'annexe 4 du document de projet et du document de travail post-récolte.

120. **Un manque d'information sur le contenu de cette composante.** Malgré les réunions d'information sur les microprojets les OPA ont été mal informées sur les conditions d'accès aux équipements de transformation et certaines n'ont pas compris qu'elle devait souscrire des crédits pour acquérir ses équipements. Il n'est donc pas étonnant que, pour les microprojets actuellement formulés, la plupart des OPA ont demandé des équipements de transformation. De plus, les OPA devraient être appuyées pour mieux connaître aussi bien les caractéristiques techniques dont elles ont besoin que le prix de tels équipements. De même, la rentabilité des équipements demandés n'a pas été prise en compte au regard des productions potentielles des OPA, ni des capacités de transformation des acteurs en aval de la filière. De plus les autres acteurs de la filière intervenant dans la transformation (collectrices, transformateurs privé, commerçants...) n'ont pas été contactés alors qu'ils seront bénéficiaires de cette composante conformément au document de projet. Enfin, le contenu de cette composante est mal connu du personnel du PROPACOM Ouest, alors qu'il est essentiel dans la logique d'intervention du projet de coordonner très fortement les activités de la composante 1 et de la composante 2, dans la mesure où les contraintes au développement des filières se situent souvent en aval, au niveau de la transformation et de l'accès aux marchés.

121. **La stratégie sur cette composante.** L'approche doit être différenciée selon les filières car il est clair que les conditions de marché, de commercialisation et de transformation sont spécifiques à chacune des filières. De plus, cette composante s'adresse à tous les acteurs des 4 filières et les actions programmées ne doivent pas viser uniquement les OPA, mais cibler les acteurs en aval tels que les transformateurs, les commerçants, et les différents acteurs spécifiques à chacune des 4 filières (par exemple les femme étuveuses dans la filière riz). Il faut par conséquent recenser en premier les acteurs en aval des filières et sélectionner ceux qui transforment les produits des OPA qu'encadre ou que va encadrer le PROPACOM Ouest. La porte d'entrée pour les activités de cette composante doit être la qualité des produits commercialisés pour profiter au mieux des opportunités de marché. Ceci suppose la structuration et l'organisation des acteurs de l'aval de la filière, leur bancarisation, des facilitations pour leurs accès aux crédits et la promotion de la contractualisation des transactions.

122. **La stratégie à court terme pour démarrer cette composante.** Pour les filières riz et maïs, suite aux distributions d'intrants de cette campagne agricole, l'objectif doit être à court terme, donc rapidement après la récolte⁵, le financement par les IF d'équipements de transformation et la réalisation, à titre gracieux ou autre selon les procédures en vigueur au PROPACOM Ouest, de certaines infrastructures à travers les premiers microprojets. Dans cette perspective il est impératif que les OPA concernées par ces équipements soient suivies de très près pour les formations techniques, les aides à la gestion du matériel, et le choix du mode de gestion. L'enjeu est un bon remboursement de ces emprunts, car un échec entraînera l'exclusion de certaines OPA du financement par les IF, et une image dégradée du PROPACOM ce qui pourrait compromettre la

⁵ Notons que les équipements de transformation ne pourront être livrés que si les infrastructures les abritent sont utilisables. Il convient donc de s'assurer que le OPA disposent déjà de ces bâtiments où qu'elles seront installés à temps par le projet

réalisation des activités futures. Il est donc impératif que les microprojets concernés soient parfaitement évalués et formulés et qu'un suivi rapproché des bénéficiaires soit mis en place pour sécuriser les remboursements.

123. Un plan d'action pour les 5 mois à venir pour les microprojets des filières riz et maïs. Les étapes permettant de mener à bien la mise en place des équipements de transformation et des infrastructures sont nombreuses et nécessitent une programmation rigoureuse. Sans être exhaustif il s'agit en premier de revoir les fiches de microprojets, en spécifiant les normes techniques des équipements, en évaluant mieux les coûts, en prenant en compte les sous-produits, en choisissant le mode de gestion, en spécifiant les accompagnements nécessaires, en identifiant les marchés visés, et en recalculant la rentabilité des équipements. Les microprojets devront être ensuite restitués auprès des OPA et les modifications nécessaires prises en compte dans les fiches de microprojets. Un dernier arbitrage sera certainement nécessaire pour éliminer les dossiers comportant un gros risque de non-remboursement avant la transmission des dossiers pour le financement par les IF. Le plan d'action stipulera aussi l'ensemble des appuis nécessaires à fournir par le projet: la construction des infrastructures de commercialisation, la réception des équipements, la formation technique, la mise en place d'un mode de gestion, et un suivi régulier du fonctionnement des équipements. L'enjeu est d'assurer les remboursements des OPA par une utilisation économiquement rentable de ces équipements.

124. La formulation de plans d'action pour les microprojets des filières manioc et maraîchage est moins urgente mais néanmoins nécessaire. En effet pour le maraîchage les infrastructures et équipements de transformation supposent préalablement l'aménagement des sites, et pour le manioc le cycle de production est assez long. Avant la fin de l'année, un deuxième lot de microprojets à composante transformation et commercialisation, portant sur les 4 filières devra être engagé.

125. La mise en place de la méthodologie prévue pour cette composante. La situation d'urgence étant maîtrisée, il s'agira dans un deuxième temps de déployer pour chacune des filières des stratégies spécifiques d'intervention s'inspirant de celles proposées dans le document projet et améliorées par les résultats de l'étude sur les modèles de mise en marchés. Il conviendra, dans ce cadre cohérent, de déployer les activités en faveur des acteurs en aval des filières (transformateurs privés, collectrices, commerçants...) tout en continuant l'approche microprojets pour les OPA. Parmi les activités prioritaires nous proposons de :

- (a) **Recenser les acteurs en aval des 4 filières.** Pour la filière riz les femmes collectrices et étuveuses seront recensées ainsi que les petites décortiqueuses privées et les commerçants afin de réaliser les activités prévues en leur faveur par le projet. Pour la filière maïs, pour éclairer les futures interventions, on réalisera le recensement des moulins et des commerçants, dont ceux intervenant sur les filières longues à destination des usines de transformation. Pour les filières manioc et maraîchage on recensera les transformateurs existants et commerçants dont ceux pouvant passer des contrats avec les OPA.
- (b) **Contacteur les acheteurs majeurs des différentes filières** afin de prospecter les possibilités de partenariat et de contractualisation : PME de transformation⁶ brasserie, provenderies, acheteur institutionnel, PAM. L'objectif de cette contractualisation est d'avoir des acheteurs sérieux qui ont des demandes spécifiques et qui peuvent s'engager sur le moyen terme. C'est plus efficace que des plates-formes et des foires.
- (c) **Définir un plan d'action pour les 4 filières** programmant sur 3 ans toutes les activités prévues de la composante en faveur des acteurs privés et des OPA.

Recommandations sur la Valorisation et mise à marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Lancer et mener à terme le processus de recrutement d'un opérateur spécialisé dans la transformation et la commercialisation	UGP + consultant AT	Immédiat
Définir un plan d'action pour mener à bien les microprojets à composante transformation commercialisation pour les filières riz et maïs.	Consultant AT de la composante 2 et les CTC	Juin 2017
Sélectionner et aider à une meilleure formulation d'un nombre restreint	Consultants/ UCP/	De juin à

⁶ A titre d'exemple pour le maïs : les unités agro-industrielles (PKL, IVOGRAIN, Ali Ouattara, Nestlé,...), les fabricants locaux d'aliment pour l'aviculture, les brasseries, et les grands éleveurs constituent un débouché qui dépasserait 150.000 tonnes

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
de microprojets, apporter d'une part un appui pour leur financement par les IF et, d'autre part, un appui et suivi rapproché pour leur mise en œuvre.	CTC	octobre 2017
Faire réaliser un recensement des acteurs d'aval des filières avec lesquels travaillera le PROPACOM Ouest	UCP	Septembre 2017
S'assurer que les prestataires recrutés à cet effet contactent les acheteurs majeurs des différentes filières afin de prospecter les possibilités de partenariat et de contractualisation	UCP	Septembre 2017
Définir pour les 4 filières un plan d'action programmant sur 3 ans les activités de la composante 2	UCP	Octobre 2017
Sélectionner un deuxième lot de microprojets portant sur les aspects transformation et commercialisation en utilisant un processus d'identification, sélection, formulation, et exécution désormais plus performant.	UCP	Novembre 2017

Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

126. **Construction des bureaux des antennes de Man et de Séguéla.** Deux DAO ont été lancés pour la sélection d'entreprises chargées de réaliser les travaux de construction des bureaux des antennes de Man et de Séguéla. L'ouverture des offres a été réalisée le 31/03/17. Les adjudications sont en cours d'approbation par les DRMP de Man et Séguéla et l'UCP. Pour rappel, les 2 antennes sont provisoirement installées dans des locaux des DR du MINADER et du ministère des infrastructures économiques.

127. **Fonctionnement de l'UCP et l'antenne.** Il s'agit essentiellement d'assurer les frais de fonctionnement des unités de gestions du projet (salaires, indemnités de mission, carburant, téléphone, etc.).

128. Les premiers OP d'alimentation des régies de Man et de Séguéla ont été transmis à l'UCP le 08/05/17. Les approvisionnements ont été faits pour permettre une autonomie des antennes dans la gestion des dépenses courantes.

129. **Organisation de réunions d'équipe.** La tenue de réunions régulières (au sein des antennes et entre le siège et les différentes antennes), tel que préconisé par les précédentes missions de supervision, est plus que jamais indispensable pour accélérer la mise en œuvre du projet et atteindre réellement des objectifs de développement. Si elles sont régulières, ces réunions devraient renforcer la solidarité interne, l'esprit d'équipe et l'efficacité des antennes et des composantes par un management très étroit de la part de la coordination du projet et des chefs d'antennes, par un décloisonnement des équipes et par le renforcement de la communication et de la concertation au sein du projet, permettant ainsi une prise de décision collective dans le but d'accélérer la mise en œuvre du projet.

130. **Atelier bilan de l'exécution du PTBA 2016.** En début d'année, l'UCP a organisé un atelier bilan de l'exécution du PTBA 2016 organisée du 16/01/17 au 18/01/17 à Yamoussoukro avec l'ensemble du personnel du projet et des partenaires de mise en œuvre (DRMP, Agent comptable, régisseurs et MINADER, SODEXAM, Projet Muraille Verte, Projet reboisement flancs des montagnes, Contrôleur financier). Cet atelier a permis de faire le bilan des activités réalisées en 2016 afin de proposer des actions/mesures pour améliorer l'exécution du PTBA 2017-2018.

131. **Réunions mensuelles** L'UCP a organisé 2 réunions mensuelles à Bouaké avec les antennes le 16/01/17 et le 13/03/17. Ces réunions ont permis de faire le point de l'état d'avancement des activités par antenne.

132. **Réunion trimestrielle.** La première réunion trimestrielle bilan a eu lieu du 24 au 28/04/17 avec l'ensemble du personnel du projet et des partenaires de mise en œuvre (DRMP, Agent comptable, régisseurs et MINADER, SODEXAM, Projet Muraille Verte, Projet reboisement flancs des montagnes, Contrôleur financier).

133. **Gestion des savoirs :** Aucune activité n'a été prévue dans ce domaine alors que des apprentissages d'expériences du PROPACOM et d'autres projets sont possibles pour atteindre les

objectifs et indicateurs du projet. De manière interne, les savoirs ne sont pas partagés et la communication entre les composantes ne semble pas de qualité. Les réunions sont certes tenues mais leur finalité en matière de partage et d'apprentissage d'équipe et de prise de décision concertée ne semble pas fonctionner. Par ailleurs, l'UCP n'a pas intégré l'apprentissage des pratiques réussies ou échecs du PROPACOM pour mobiliser ces connaissances à l'Ouest. Certes la compétence interne n'existe pas encore mais elle peut être développée avec l'appui d'un expert facilitateur (peut être parmi les consultants qui aurait la capacité) pour commencer à intégrer dans le cycle du Projet la capitalisation continue portée par l'équipe du projet et ses partenaires-clés. La mission propose en annexe une grille de capitalisation simple pour capturer et gérer ce savoir à court terme avec les porteurs de l'expérience.

Recommandation sur la Gestion des savoirs

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Organiser une session de capitalisation des expériences et outils du PROPACOM avec les porteurs des expériences supportées par des grilles simples de réflexion pour obtenir des fiches de bonnes pratiques utilisables pour améliorer la performance	UCP , responsables des 3 antennes du PROPACOM et équipes des 2 antennes Ouest	Avant fin Juin

Orientation et Pilotage du projet

134. **Cadres Régionaux de Concertation.** En raison du processus d'instruction et de montage des microprojets qui accuse un important retard, les sessions du CRC prévu au premier trimestre 2017 n'ont pas eu lieu.

135. **Comité d'Orientation et de Pilotage (COP).** La première session annuelle du COP commun au PROPACOM et au PROPACOM Ouest est prévue pour juin 2017. Elle aura à examiner et approuver le PTBA 2017 révisé.

136. Dans le cadre de l'Assistance technique à l'UCP, les Termes de références ont été soumis à l'ANO du FIDA, le 17 mai 2017, pour le recrutement de deux consultants dont l'un aura à apporter un coaching à l'UCP et à la Coordination pour une planification fine des activités. Il démarrera sa prestation le 1er juillet 2017. L'autre consultant aura à travailler essentiellement avec les Antennes pour le démarrage et la mise en œuvre efficiente des activités sur le volet valorisation et mise en marché avec un appui spécifique pour la facilitation de l'acquisition des équipements des OPA via les IF. Une mission de terrain dans les Antennes de Séguéla et de Man a été réalisée du 22 mai au 4 juin 2017, pour le second consultant.

Appréciation de la qualité de l'appui apporté par le MINADER

137. Le MINADER en tant que ministère de tutelle technique a pour mission de fournir au PROPACOM une assistance stratégique et technique. C'est dans ce cadre qu'il apporte au projet les appuis suivants : (i) pilotage stratégique à travers la Présidence du COP, (ii) préparation du PTBA ; (iii) le suivi évaluation externe de la mise en œuvre du projet.

138. L'appui fourni par le MINADER a surtout concerné le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du projet à travers la Direction de l'Evaluation et des Projet (DEP). Le MINADER devrait faire profiter au PROPACOM Ouest les appuis mis en place par le comité ad hoc qui a pour mission d'assister l'UCP dans l'exécution du projet en vue d'améliorer sa performance et le faire sortir de la catégorie des projets à problème. Les actions du comité ont visé le renforcement des capacités de l'UCP en matière de planification des activités et de la passation des marchés.

139. Prenant en compte les constats antérieurs relevés sur le PROPACOM, l'UCP devrait continuer à bénéficier de l'expertise des Directions techniques du MINADER (DOPA, DARME, DMEME, etc.) et des Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) ou Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) pour soutenir la mise en œuvre des activités techniques du projet. Cette expertise sera utilisée à travers i) leur implication effective dans la définition des spécifications techniques des biens à acquérir (matériels et équipements) et des TDR de services à offrir (études et travaux), ii) leur participation à la dispense de formation et de renforcement de capacités des membres des OPA à

l'utilisation des matériels et équipements acquis (motoculteurs, batteuses-vanneuses, égreneuses, etc.); iii) l'inspection, la vérification et la réception de ces matériels et équipements.

140. En plus du recours à l'expertise des structures du MINADER, l'UCP et les antennes régionales du projet doivent continuer à effectuer des missions conjointes de suivi, d'évaluation et de constats du processus de résiliation des marchés en souffrance avec les services déconcentrés de l'agriculture. Toutefois, cette collaboration devra être formalisée par un accord-cadre entre l'UCP, les antennes régionales et les DRA.

Suivi-Evaluation

141. **Départ du responsable de suivi-évaluation (RSE).** L'équipe chargée du suivi-évaluation est composée d'un RSE basé au siège de l'UCP qui supervise à la fois le PROPACOM et le PROACOM Ouest ainsi que de deux chargés de suivi-évaluation (CSE) au niveau des antennes de Man et Séguéla. Suite à une évaluation du personnel menée par le gouvernement en avril dernier, le contrat du responsable suivi-évaluation n'a pas été renouvelé et le poste de RSE est donc vacant depuis le 31/05/2017. La coordonnatrice du projet n'a fait qu'une rapide passation de service avec le RSE. La mission recommande que les consultants qui avaient conçu le système de SE reviennent procéder à la formation de tous les CSE et des autres cadres du projet sur le système de SE et plus particulièrement sur la manière de consolider les données et renseigner les indicateurs SYGRI, puisque ceci se faisait au niveau de l'UCP. En effet, le RSE est l'administrateur principal de l'application de SE et du site web du projet, il faut donc régler au plus vite les problèmes éventuels d'accès à ces deux plateformes.

142. **Mise en œuvre des recommandations et rapportage.** La cellule de SE a exécuté ou est en train d'exécuter la plupart des recommandations de la dernière mission de supervision. Depuis décembre 2016, la cellule SE a rédigé le rapport d'activité de 2016, le bilan des deux premiers mois d'exécution du PTBA 2017, ainsi que le rapport d'activité du premier trimestre 2017. Toutefois, l'élaboration de ces documents s'est faite sans une contribution suffisante des autres services des antennes. Aussi, pour les futurs rapports, la mission recommande-t-elle à l'UCP de veiller à l'implication des responsables techniques au niveau de chaque composante et au niveau des antennes dans la rédaction des rapports périodiques.

143. **Opérationnalisation de l'application de SE.** L'équipe de SE avec l'aide du consultant-développeur ont finalisé l'opérationnalisation de l'application de SE « Ruche », et les CSE ont pu saisir les PTBA de 2016 et 2017 dans l'application.

144. Pour permettre à l'application de SE « Ruche » de calculer le taux d'exécution physique du PTBA, l'ensemble des activités sont désagrégées en tâches élémentaires pour chaque activité. La définition des tâches constitutives de chaque activité est dévolue aux seuls Chargés de Suivi-Evaluation. Afin de s'assurer que les jalons choisis pour chaque activité sont pertinents, la mission recommande une séance de travail réunissant à la fois les responsables techniques (CPA/COPA/CAFM/RIR/SFR/RAF/RPM) et la cellule de suivi-évaluation (RSE/CSE) pour permettre une validation des tâches de façon consensuelle.

145. L'analyse croisée entre le taux d'exécution physique et le taux d'exécution financière ne peut être effectuée sans la mise à disposition des données financières désagrégées par antenne. Pour permettre à la cellule de Suivi-Evaluation de réaliser cette analyse, l'accès aux informations financières devra donc être facilité par la comptabilité du projet.

146. Au niveau de l'outil de programmation, la mission regrette néanmoins que chaque activité ait le même poids et qu'aucun système de pondération n'ait été mis en place à l'image des tâches (qui constituent une activité) qui sont, elles, pondérées. Il faut encore saisir les indicateurs SYGRI ainsi que les indicateurs retenus au niveau du COSOP. Le cadre de mesure des rendements (CMR), une fois finalisé devra être également, une nouvelle fois, saisi dans la base.

147. En 2016, les CSE ont été tous formés à l'utilisation de l'application de Suivi-Evaluation « Ruche ». Cependant, afin de garantir l'exploitation de l'application par les autres cadres, les CSE doivent encore répliquer aux autres cadres la formation qu'ils ont reçue au niveau des antennes.

148. **Suivi des micro-projets (MP).** Un volet pour le suivi des OPA et des micro-projets a été développé dans l'application, et les CSE ont commencé à mettre à jour le registre des OP. Les données issues de certaines demandes d'appuis reçues au niveau des deux antennes, ainsi que celles des 41 plans d'affaires élaborés par les consultants doivent encore être saisies dans

l'application. Les informations sont pour le moment compilées au sein de fichiers Excel. Plusieurs éléments devront encore être ajoutés au niveau du suivi des MP telles que les informations sur le montage final du MP, le suivi de la reconstitution des fonds de roulement intrants ou encore le niveau de remboursement des prêts.

149. **Cadre de Mesure des Rendements (CMR).** Suite au travail mené par les consultants en SE dépêchés sur le projet en 2016, les insuffisances sur le cadre logique ont été relevées. Une note explicative sur les indicateurs devait être rédigée puis partagée au niveau de l'équipe par le RSE, mais ceci n'a pas été fait. Le CMR est toujours en cours de révision. La mission note qu'il faut encore apporter un ensemble d'améliorations comme : i) l'intégration des indicateurs d'impact, les situations de référence, la définition de cibles au niveau de chaque antenne et par année, et pour les indicateurs liés à des personnes les cibles en matière de femmes et de jeunes, en accord avec la stratégie genre/jeunesse qui vient d'être élaborée ; ii) de manière générale, il faut retravailler les indicateurs de second niveau qui ne sont pas assez développés alors qu'ils sont les plus importants, et classer l'ensemble des indicateurs selon les trois niveaux (produits, effets et impact) en faisant ressortir les indicateurs clés (du cadre logique, SYGRI, stratégie-pays du FIDA et PNIA).

150. Ce travail, qui sera dévolu aux CSE, en attendant que le RSE soit recruté, devra se faire en étroite collaboration avec les cadres de l'UCP et des antennes afin que ceux-ci puissent, chacun dans son domaine, apporter son expertise. De plus, les indicateurs retenus devront être utilisés dans le suivi des conventions que le projet signera avec les différents prestataires afin d'harmoniser le système de suivi-évaluation du projet.

151. Une fois le CMR finalisé, un dictionnaire des indicateurs devra être développé afin que tous les agents du projet (prestataires inclus) aient une compréhension commune des indicateurs à renseigner.

152. **Indicateurs ASAP.** Au niveau des indicateurs ASAP, le projet devra intégrer les indicateurs SYGRI se rapportant au changement climatique (cf. manuel SYGRI révisé de 2014 et la série d'indicateurs SYGRI validés par cellule ASAP-Rome). Certains indicateurs, comme la mise en place d'infrastructures résilientes au changement climatique mériteront d'être discutés avec les cadres chargés des infrastructures et le prestataire chargé des travaux afin de se mettre d'accord sur les spécificités techniques.

153. **Point sur les enquêtes de référence.** L'enquête SYGRI et l'étude socio-économique de référence ont été menées en juillet 2014. Il faudrait vérifier que les bases de données des deux enquêtes aient bien été stockées au projet afin de se donner la possibilité de faire des analyses complémentaires et, à la fin du projet, de pouvoir reprendre certaines données pour établir plus facilement des comparaisons.

154. **Gestion des savoirs.** Une stratégie de gestion des savoirs devra être mise en place au sein du projet une fois que les activités critiques auront été lancées. En attendant que les antennes soient fonctionnelles et qu'un serveur puisse être mis en place pour faciliter la circulation de l'information, améliorer la communication et le partage d'information et augmenter les synergies de travail qui manquent encore cruellement au sein des équipes, les CSE auront pour mission d'encourager l'ensemble du personnel à utiliser le module d'archivage disponible dans l'application de SE pour faciliter, le moment venu, la prise en compte desdites informations..

155. Le projet devra également entrevoir la possibilité de mettre en place un système d'information géographique (SIG) qui lui permettra d'avoir une approche beaucoup plus ancrée dans le territoire, cruciale dans une approche filière afin de développer des sites de concentration des activités (MP, ASAP, infrastructures de transformation, de commercialisation, de désenclavement, etc.) autour des aménagements hydro-agricoles et créer un tissu économique qui permettent de dynamiser les différents maillons de la chaîne.

Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Accélérer la procédure de recrutement d'un nouveau RSE	Coordo	Immédiat
Organiser une passation de poste entre l'ancien RSE et les CSE	Coordo	Le plus rapidement possible

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Finaliser le cadre de mesure des rendements sur la base des inputs de la mission en concertation avec les cadres de l'UCP et des antennes	Coordo, CSE des antennes	31 août 2017
Mettre à jour la base de données MP dans l'application de SE pour la prise en compte des indicateurs manquants	CSE antennes ; consultant Ruche	31 juillet 2017
Saisir les données des MP dans l'application de SE au fur et à mesure ; saisir les indicateurs SYGRI et le CMR finalisé	CSE antennes	Continu
Former une nouvelle fois les CSE sur l'application de SE et répliquer la formation reçue au niveau du staff des antennes	Concepteur de l'application SE	30/07/2017
Adapter le module de suivi des MP en y incluant les données sur le montage final	Concepteur de l'application SE	31 juillet /2017
Impliquer les responsables techniques au niveau de chaque composante et au niveau des antennes dans la rédaction des rapports périodiques	Coordo ; RSE	Continu
Encourager le personnel de l'UCP et des antennes à archiver les documents dans l'application de SE et lancer les bases d'une stratégie de gestion des savoirs	CSE antenne, Coordo	Immédiat
Récupérer chez les prestataires les bases de données des études de référence	Coordo ; CSE	31 août 2017
Recommandation reconduite : Préparer une note de clarification du cadre logique reprenant l'interprétation de chaque indicateur afin d'éviter toute ambiguïté et la faire circuler à l'ensemble de l'équipe	Coordo, CSE des antennes	Immédiat

D. État d'avancement de l'exécution du projet

156. **Ciblage des OPA bénéficiaires** Le PROPACOM Ouest a démarré ses activités en 2016 par la sensibilisation et l'information des OPA. Les premières demandes d'appuis formulées par les OPA ont été faites sur la base des outils du manuel de financement des microprojets (fiche d'expression des besoins, fiches d'identification des microprojets, critères de sélection et de processus d'approbation des microprojets, etc.). A l'instar du PROPACOM, le PROPACOM-Ouest donne la priorité aux demandes d'appuis faites par les OPA comportant au moins 30% de femmes.

157. La méthode de sensibilisation et de communication mérite d'être revisitée : le niveau de compréhension est parasité par les différences des messages délivrés par les acteurs du projet ; le dépliant –support de communication ne donne pas d'information complète sur le modèle de financement. Des supports plus didactiques devraient être confectionnés pour une cible souvent analphabète et sans expérience significative dans le type d'approche proposé par le projet. Le format des séances d'information et de sensibilisation devrait être amélioré pour assurer une vraie interaction et des échanges avec tous les acteurs de la chaîne de valeur des filières ciblées (producteurs, transformateurs, commerçants de produits vivriers). En plus la sensibilisation doit être continue et multiforme pour toucher les acteurs de tous les segments de façon équilibré. L'approche chaîne de valeur doit être mieux appropriée par les partenaires et les consultants chargés de rédiger les micro-projets qui, jusque-là ont bénéficié d'une orientation incomplète, réduisant ainsi les chances de faire bénéficier aux différents types d'acteurs de opportunités offertes par le projet. La mission a rencontré un prestataire de Man qui n'a été que faiblement orienté par le projet qu'après ses rencontres avec les OPA.

158. Compte tenu de l'imminence de la campagne, un ajustement est nécessaire pour lancer les activités qui ne nécessitent pas de longues procédures préparatoires et maintenir l'engagement des producteurs. Cette campagne devra être considérée comme une période d'apprentissage pratique aussi bien pour les partenaires que pour le projet en attendant que tous les préalables du système soient mis en place (conventions avec les IMF par exemple). Les équipes du siège du projet et des antennes devront s'engager avec les consultants à planifier leurs rôles respectifs afin de fournir un accompagnement rapproché et régulier entre la fin de la supervision jusqu'à l'évaluation de la campagne.

Recommandations sur l'état d'avancement de l'exécution du projet

Mesure convenue ⁷	Responsabilité	Date convenue
Saisir l'opportunité des séances d'information prévues avec les OPA déjà retenues dans les 2 antennes pour améliorer leur compréhension du projet et de son approche chaîne de valeur et recueillir leurs craintes, attentes et suggestions	UCP & Antennes	Immédiat
Etablir après la capitalisation des expériences et outils du PROPACOM, une stratégie opérationnelle d'autonomisation des OPA pour harmoniser la démarche des composantes et servir de référence à toute l'équipe.	UCP et les équipes des antennes	Après la capitalisation
Organiser des sessions d'auto évaluation décentralisées dans les sites après la campagne pour informer, rectifier les dysfonctionnements qui ont précédé la campagne achevée et planifier les types d'accompagnement spécifiques nécessaires pour chaque composante	UCP, équipe des antennes et partenaires	En fin de campagne
Réactualiser la stratégie opérationnelle d'autonomisation des OPA tous les ans durant des exercices d'auto évaluations participative des campagnes avec les OPA	UCP et les équipes des antennes	Chaque année

Cohérence entre l'exécution et le PTBA

159. Le PTBA 2017 a été validé par le COP du projet le 03/11/2016 et a été soumis le 16/11/2016 à l'ANO du FIDA qui a été obtenu le 24/01/2017. Les délais ont donc été respectés. Le PTBA a principalement été construit autour des 49 demandes d'appui en micro-projets alors validées par les CRC et les conventions qui ont été signées entre le projet et certains prestataires.

L'opérationnalisation du système de SE permet de suivre de manière rapprochée l'exécution du PTBA, et la mission espère que ce suivi permettra d'augmenter les taux d'exécution. Cependant, le rapprochement des données financières et techniques reste à être effectué afin d'avoir les taux d'exécution physiques et financiers à date. La mission recommande que la cellule de SE se concerte rapidement avec le RAF afin que durant la prochaine réunion trimestrielle, les tableaux de bord soient opérationnels.

160. Par ailleurs, la mission encourage le projet à rapprocher l'exécution du PTBA vers l'atteinte des résultats du projet. La présentation des résultats du PTBA restent trop focalisée sur les activités et déconnectée des résultats à atteindre.

161. Le taux d'exécution physique du PTBA 2017 est au 31/05/17 de 11%. Sur la même période, les décaissements sur le PTBA 2017 sont de 718,8 millions FCFA soit un taux de 28,92%. Les taux d'exécution physique et financier du PTBA 2016 étaient également restés très faibles avec des taux respectifs de 43,03% et 43,57%. Ces chiffres reflètent la difficulté du projet à lancer ses activités de manière efficace.

Recommandations

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Etablir le rapprochement des données financières et techniques en utilisant les codes de comptabilité analytique	RAF et CSE antennes	Pour le prochain rapport trimestriel

E. Gestion fiduciaire

162. **Appréciation d'ensemble.** PROPACOM Ouest est entré en vigueur le 21/11/14, date de signature de l'Accord de Financement. Le lancement du projet est intervenu 10 mois plus tard (03/10/15), délai mis par le projet à se conformer aux conditions préalables aux premiers décaissements du Don/Prêt et du Don ASAP. La mise à disposition des avances initiales au niveau des comptes de projet n'a été effective qu'après la nomination de l'Agent Comptable comme gestionnaire des comptes du projet intervenue le 23/03/16. Au total, entre la date d'entrée en vigueur de l'Accord de financement et la date de mise à disposition des avances initiales, 16 mois se sont écoulés soit plus du 1/5 de la durée du projet. S'y ajoute les retards dans la mise en place du personnel et la mise à disposition du matériel roulant des antennes régionales.

163. A date, la gestion financière du projet se caractérise par : i) un faible taux de décaissements sur le PTBA 2017, plus précisément de 28,92% portant essentiellement sur des acquisitions

⁷ Les recommandations communes au PROPACOM et au PROPACOM Ouest n'ont pas été répétées ici.

d'immobilisations, des charges récurrentes et des avances de fonds sur les budgets des conventions signées avec les partenaires ii) des performances financières par bailleurs considérées comme « très insatisfaisantes » au regard du profil de décaissement pour ce type de projet avec un taux de décaissement de 8,75% et 11,44% sur le financement FIDA et le don ASAP respectivement.

Gestion du personnel

164. **Effectif et rémunérations.** Le PROPACOM Ouest compte actuellement 21 agents directs dont 19 pris en charge sur les ressources du FIDA (9 cadres et agents administratifs et 10 agents d'appui) et 2 sur les fonds du Trésor. Tout le personnel prévu était en poste jusqu'au 31/05/17. Le personnel dispose de contrats type CDD d'une durée d'un an renouvelable sur la base d'une évaluation annuelle des performances. Les évaluations de performance 2016 ont été réalisées par l'UCP du 19 au 23/12/16 puis par le MINADER du 03 au 07/04/17. A l'issue de l'évaluation des performances annuelles de 2016 du personnel, les contrats de 3 cadres (COPA Man, COPA Séguéla et CPA Séguéla) n'ont pas été renouvelés. Un nouveau recrutement sera lancé pour pourvoir ces postes restés vacants.

165. Un rapport complet d'évaluation élaboré par le MINADER a été transmis au FIDA. L'UCP est en train de calculer les droits des agents concernés pour soumission à l'Inspection du Travail et à l'ANO du FIDA.

Gestion budgétaire

166. **PTBA/PPM 2017.** Le PTBA 2017 revu sur la base des données de l'instruction des 49 demandes et approuvé par le FIDA le 24/01/17 se chiffre à 2 485 324 616 FCFA.

167. Au 31/05/17, les décaissements sur le PTBA 2017 sont de 718,8 millions FCFA soit un taux de 28,92%.

168. Les taux par composantes s'établissent comme suit : 34,47% pour la composante A- Amélioration durable de la production agricole, 0% pour la composante B-Valorisation et mise en marché des produits agricoles et 19,42% pour la C- Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs.

169. Les réalisations de la composante A concernent principalement le volet intrants agricoles et celles de la composante C sont relatives aux acquisitions d'actifs immobilisés (matériel roulant, informatique et bureautique) et aux charges récurrentes (salaires et indemnités, frais d'assurance maladie, de carburant, ...). Relativement à ASAP, les réalisations ont pu concerner les ateliers d'imprégnation et de planification du projet et l'avance de fonds à la SODEXAM.

170. La mission note les faibles réalisations de l'ASAP et l'absence de mobilisation des contributions des Bénéficiaires.

Gestion financière et décaissements

171. **Rappel.** L'accord de Don FIDA N° : DSF-2000000753 (11 280 000 DTS), de Prêt : N° 2000000754 (11 280 000 DTS), et du Don ASAP N° 2000000752 (4 520 000 DTS), a été signé le 21/11/14 avec une mise en vigueur à la même date. Le décaissement de l'avance initiale pour l'alimentation du compte désigné du prêt et du don FIDA d'un montant de 1 milliard FCFA/1 192 000 DTS a été effectué le 07/12/2015⁸. Celui de l'avance initiale pour l'alimentation du compte désigné du don ASAP d'un montant de 350 millions FCFA/414 370 DTS a été réalisé le 11/11/2015⁹.

172. **Performance financière/bailleurs.** Le coût total du projet selon les tableaux de coûts (COSTAB hors Don OFID) est de 24 861 500 millions FCFA/32 140,01 DTS.

173. Au 31/05/17, le montant total décaissé sur les obligations de financement des bailleurs (hors OFID)¹⁰ est de 2 067 402 455 FCFA sur un financement initial de 24 861 500 185 FCFA, soit un taux de global de décaissement de 8,32%. Ce taux était de 6,32% en décembre 2016.

174. Les taux de décaissements par bailleur sont respectivement de: Don et prêt FIDA: 8,75% ; Don ASAP : 11,44%; Etat : 11,21% et Bénéficiaires:0%. Ces performances sont considérées comme 'très insatisfaisantes' au regard du profil de décaissement pour ce type de projet.

⁸ Date de valeur selon Historic Transaction Report

⁹ Idem

¹⁰ A date, accord de financement non signé

175. **Vérification des ECD.** Les résultats de la vérification des états certifiés de dépenses sur fonds FIDA sont très satisfaisants. Les liasses de pièces justificatives sont complètes et portent les signatures des différents agents du projet et des contrôleurs financiers (UCP et antennes) avant paiement par les régisseurs en antenne ou l'Agent Comptable au siège.

176. **Procédures de contrôle interne.** Les procédures de gestion des finances publiques font intervenir un nombre important d'acteurs dans la chaîne de contrôle, ce qui constitue un point fort pour l'éligibilité des dépenses. Pour réduire les risques de non-performance liés à la longueur des procédures, il est impératif d'avoir une bonne planification des activités. Aussi bien à l'antenne qu'au siège, le Coordonnateur doit assurer une planification glissante des activités sur trois mois, à actualiser au début de chaque mois et à préciser chaque fin de semaine pour la semaine suivante.

177. Cette planification permettra aussi de bénéficier du rehaussement du taux de per diem, en présentant au DGPSP la liste des missions prévues sur le trimestre.

178. **Suivi des recommandations des missions de supervision.** La plupart des recommandations des missions de supervision ont été mises en œuvre sauf principalement celle relative à la double signature sur les comptes bancaires. L'audit des comptes de l'exercice 2016 vient d'être terminé et les comptes ont été certifiés sans réserve.

179. **Conventions avec les partenaires.** Les conventions manquent de précisions sur le plan financier. La mission recommande de procéder aux mesures appropriées pour préciser les modalités de gestion des fonds : double signature du compte bancaire dédié aux fonds PROPACOM, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM ; plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse; envoi de rapports techniques et financiers suivies de visites mensuelles ou trimestrielles du RAF, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.

180. **Passation des marchés.** L'analyse du PPM fait ressortir les constats suivants : i) sur les 15 contrats de consultance prévus, 10 n'ont pas fait l'objet d'une attribution et les 5 attribués ont connu un retard moyen de 2 mois ; ii) sur les 21 marchés d'acquisition de biens et services, 12 ont été attribués avec un retard moyen d'une semaine et 9 n'ont pas été attribués ; iii) le seul marché de travaux prévu (aménagement bureaux antennes Man et Séguéla) est au stade des DAO. A la lumière des constats ci-avant, **la mission recommande** d'approfondir l'analyse des retards, de définir un échéancier plus réaliste du PPM2017 et de mettre à jour le PPM 2017.

181. Par ailleurs, la mission a constaté que le registre des contrats était tenu à jour mais que la mise en place du tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours n'était pas encore effective. **La mission recommande** de mettre en place le tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours.

Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsables	Dates convenues
Procéder aux mesures appropriées pour préciser et appliquer les modalités de gestion des fonds dont la double signature sur le compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM	Coordonnatrice/ RAF	Immédiat
Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA;	RAF	Immédiat
Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires	RAF	
Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.	RAF	Mensuel ou Trimestriel selon le niveau de fonds gérés
Assurer une planification glissante des activités sur trois mois Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGPSP pour bénéficier du rehaussement du taux de per diem pour tous les agents	Coordonnatrice/ RAF	Immédiat et permanent

F. Durabilité

182. La durabilité des impacts attendus du Projet découle prioritairement de ses principes et approches d'intervention qui s'articulent autour de la responsabilisation des OPA en vue de leur appropriation progressive des outils et méthodes de gestion et du fonctionnement de leurs organisations. Cette responsabilité devra se traduire par la capacité des OPA à rendre des services à leurs membres. Tout comme le PROPACOM, le PROPACOM-Ouest prendra comme levier le renforcement des capacités économiques des OPA pour favoriser les fonctions de structuration et d'autonomie organisationnelle en matière de gouvernance, de représentation, de négociations et de plaidoyer. Le renforcement des capacités des bénéficiaires du projet devra aussi concerner les acteurs du secteur privé qui bénéficient d'appuis du projet et qui se situent généralement au niveau des maillons de post-récolte.

183. Pour garantir la durabilité, les appuis devront nécessairement s'inscrire dans le cadre de plans d'affaires et être différenciés selon la filière, le maillon et le niveau de maturité des OPA. Sur ce dernier point, lors des échanges avec l'UCP, la mission a pu constater que le dispositif de sélection des microprojets mis en place ne prévoit aucun diagnostic des OPA pour déterminer leur niveau de maturité au stade de l'instruction des dossiers. Une telle approche qui ne permet pas de moduler les appuis en fonction du niveau de maturité des OPA est de nature à entraver l'atteinte des impacts et leur durabilité. Il est donc capital dès le départ de réaliser un bon diagnostic de l'OPA pour calibrer les appuis en fonction de son niveau de maturité et éviter ainsi, de faire des appuis / accompagnements de façon homogène pour toutes les OPA. Ce diagnostic, dit institutionnel, doit être dans la mesure du possible participatif. Le projet devra capitaliser sur les acquis du PROPACOM en matière d'évaluation de la maturité des OPA et d'implication dans ce processus des services déconcentrés du ministère de l'Agriculture comme supports importants de pérennisation.

184. Au regard d'une part, des faibles capacités d'organisation des OPA dans la zone du projet et d'autre part, de l'expérience acquise du PROPACOM qui fait ressortir que l'appui à la structuration et le renforcement des capacités des OPA est un long et complexe processus qui peut s'étaler sur plusieurs années, la mission exhorte dès maintenant l'UCP à : (i) se doter d'une stratégie de désengagement impliquant les structures pérennes de l'Etat (services déconcentrés, décentralisés de l'Etat dans les localités, structures d'appui et d'encadrement, etc.); (ii) identifier au cours d'exercices de planification, pour chaque activité, les impacts escomptés, les stratégies de sorties, les actions à entreprendre pour mettre en œuvre ces stratégies et les acteurs responsables. Pour plus d'efficacité, ces acteurs devront être impliqués dans le processus d'élaboration de la stratégie de sortie.

185. Il est encore rappelé à l'UCP que la mise en œuvre de la stratégie de durabilité commence depuis l'instruction des demandes. Celles-ci doivent systématiquement avoir un regard sur la cohérence, l'efficacité, l'impact et la pérennisation des interventions envisagées dans les microprojets en y insérant des approches stratégiques durables qui prennent en compte:

- la dynamique chaîne de valeur/filière : elle a pour finalité la commercialisation des produits agricoles (matières premières ou produits agricoles frais ou transformés). A ce niveau, il est indispensable que l'approche stratégique repose sur la mise en relation contractuelle entre les acteurs des filières (producteurs, transformateurs et distributeurs/commerçants) pour créer des partenariats commerciaux durables.
- la dynamique de bancarisation : elle est subordonnée à la mise en place d'un cadre d'accès durable des OPA à des services d'appui-conseil, de structuration et de professionnalisation qui permettent de mitiger les risques de crédits impayés. Les outils d'appui-conseil et d'appui à la structuration devront être mis en place dès le début de la sélection des bénéficiaires. Pour être plus efficaces, ils devraient être internalisés à travers le développement de capacités endogènes.
- les risques de changements climatiques : au regard des effets perceptibles du changement climatique sur les productions agricoles et la fertilité des sols, les approches devront privilégier l'utilisation de facteurs de production et d'innovation résilients aux changements climatiques. Ces choix sont stratégiques et pourront concerner l'utilisation d'énergies renouvelables, de variétés améliorées tolérantes au stress hydrique et à certaines maladies, ainsi que l'introduction de la fumure organique ou de l'engrais biologique en substitution progressive à l'engrais minéral. Des programmes de reboisement devront être réalisés et

accompagnés d'activités génératrices de revenus au profit des populations locales. De manière générale, l'exploitation de technologies dites « intelligentes » devra être promue.

Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsables	Date convenue
Elaborer une stratégie de sortie du projet basée à la fois sur les structures bénéficiaires du projet et les structures pérennes de l'Etat	Coordo/UCP	30/11/2017

G. Autres aspects

Prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes

186. La stratégie genre, ciblage et inclusion des jeunes du Projet en matière de prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes a été élaborée en mars 2017. Ses conclusions ont été restituées en atelier technique le 14 mars 2017.

187. Cette stratégie a été élaborée sur la base du diagnostic réalisé sur l'expérience de la prise en compte du genre par le PROPACOM et qui a permis: (i) d'identifier et d'analyser les forces et faiblesses du projet en matière de prise en compte du genre et d'inclusion des jeunes et (ii) d'identifier les contraintes et les besoins en renforcement de capacités pour une mise en œuvre efficace de l'approche genre.

188. Elle s'appuie sur le mécanisme et les principes et approches de " ciblage et genre "contenus dans le DCP du PROPACOM Ouest. Elle vise les objectifs suivants :

- l'amélioration de l'accès des femmes et des jeunes aux opportunités de financement du projet ;
- l'amélioration du suivi et de la visibilité de l'impact des actions du projet sur les cibles prioritaires ;
- le renforcement de l'adhésion des acteurs de mise en œuvre du projet et des OPA à la promotion des jeunes et à l'équité de genre dans leurs activités.

189. L'approche de ciblage proposée repose sur la spécificité de chaque catégorie de cible visée. Elle impose un mécanisme de ciblage « orienté » et « différencié », basé sur deux modes de ciblage du projet que sont : le ciblage direct participatif et le ciblage par appel à manifestation d'intérêts. La démarche globale de ciblage consistera ainsi à faire un travail préalable sur les indicateurs de sélection en y intégrant des critères pour favoriser le ciblage direct des femmes et des jeunes ainsi que des petits exploitants agricoles.

190. La stratégie met l'accent sur : (i) la réalisation d'actions d'information et de communication sur les enjeux, les défis et les opportunités du projet à l'endroit des femmes et des jeunes et également sur la planification et la mise en œuvre d'actions « genre sensible » ; (ii) la reformulation des indicateurs quantitatifs et qualitatifs de prise en compte du genre, la conception d'outils de collecte des données désagrégées par sexe et âge et en général la prise en compte du genre dans le système de suivi-évaluation du projet et (iii) l'allocation d'au moins 0,5% du budget du projet à l'opérationnalisation de la stratégie de ciblage, genre et jeunes.

191. La stratégie genre est assortie d'un plan d'action budgétisé sur la période 2017-2020. Elle prend en compte les leçons apprises et les bonnes pratiques du PROPACOM, notamment sur : (i) l'organisation de séances de sensibilisation des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes ou de leurs groupements à la terre et la scolarisation des jeunes filles ; (ii) la mise en place de systèmes d'irrigation et la fourniture d'équipements attelés pour alléger la charge de travail des femmes ; (iii) l'introduction dans les accords de financement des microprojets, d'une clause pour attribuer 30% des superficies aménagées aux femmes et aux jeunes et (iii) l'organisation et la programmation de séances d'alphabétisation qui tiennent compte des besoins des femmes.

192. Une situation de référence sera établie afin de pouvoir mesurer à terme les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie genre. Pour ce faire, des indicateurs sensibles au genre ainsi que des outils de collecte et de suivi ont été développés. A cet effet, des formations à leur utilisation seront organisées à l'endroit du personnel de l'UCP, des prestataires et des OPA.

193. Concernant les activités prioritaires, la mission suggère de favoriser le financement d'activités qui ont un impact direct sur les conditions de vie des femmes et l'inclusion des jeunes (petite

transformation, étuvage, entreprises de services ou d'entretien d'équipements agricoles). Le Projet mettra aussi un accent particulier sur l'animation destinée aux femmes et aux jeunes et la formation de leaders féminins afin d'assurer leur participation aux instances de gouvernance.

Etablissement de Partenariats / Adaptabilité/compétence des prestataires de services

194. La stratégie du projet est basée sur le faire-faire et la sélection de prestataires respectant les procédures nationales de passation des marchés publics. Deux principaux modes de passation de marchés sont utilisés par l'UCP : l'appel d'offres et le gré à gré.

195. L'analyse de la mise en œuvre du plan de passation des marchés fait ressortir que malgré l'anticipation de l'UCP, la passation des marchés de type concurrentiel accuse des retards en moyenne de 1 à 2 mois. Ces lenteurs constituent une réelle entrave à la bonne réussite de la campagne agricole car en absence d'appui-conseils et d'encadrement des OPA, l'atteinte des résultats de production escomptés est souvent compromise. Plusieurs dossiers sont depuis deux mois en traitement à la DRMP pour validation et publication. Ils comprennent notamment : des dossiers d'alphabétisation fonctionnelle (5 avril 2017), d'appui conseil agricole (avril-mai 2017), d'appui à la structuration (avril-mai 2017), d'études techniques de sites rizicoles (avril-mai 2017).

196. La passation de marchés, notamment celle de type gré à gré a été l'une des contraintes majeures rencontrées par l'UCP et qui a fini par impacter négativement la mise en œuvre du PTBA, en particulier les activités du programme ASAP. Concernant les marchés par entente directe, la mission de supervision a relevé des délais de négociation, d'autorisation et d'approbation relativement longs (environ 5 mois). Plusieurs conventions sont encore en traitement pour « Avis de non Objection » de la DRMP.

197. L'analyse de la passation et de l'exécution des marchés fait ressortir les leçons suivantes : (i) il est préférable, dans la mesure du possible, d'opter pour un mode concurrentiel qui est plus rapide que le gré à gré qui lui est soumis à des conditions d'autorisation et à un contrôle long du ministère en charge des Marchés publics ; (ii) le recours au mode de passation par convention (entente directe) nécessite de développer des pratiques d'anticipation qui consistent à démarrer les négociations avec le partenaire longtemps avant la programmation de l'activité dans le PTBA et (iii) l'instauration d'une communication régulière et le partage d'information entre les acteurs impliqués dans le processus de passation des marchés.

Recommandations sur "Autres Aspects"

Mesure convenue	Responsables	Date convenue
Former le personnel de l'UCP, des prestataires et des OPA sur la stratégie Genre, ciblage et inclusion des jeunes ainsi qu'à l'utilisation des outils de collecte et de suivi élaborés	Coordo/UCP	17/09/2017
Mettre en œuvre le plan d'action de la stratégie Genre, ciblage et inclusion des jeunes	Coordo/UCP	01/09/2017
Faire un lobbying de haut niveau auprès de la DMP en vue d'amener les DR de Bouaké, de Daloa et de Man à effectuer la validation et la publication des dossiers d'appels d'offres, et la numérotation des marchés dans des délais raisonnables.	MINADER/FIDA	immédiat

H. Conclusion

198. A sa troisième année de mise en œuvre, le PROPACOM Ouest ressemble encore à un projet en année démarrage en raison des retards pris dans le recrutement du personnel, la mise à disposition du premier décaissement (novembre 2015 pour ASAP et décembre 2015 pour le prêt FIDA), l'instruction et la formulation des microprojets.

199. Afin d'atteindre des premiers résultats significatifs de mise en œuvre du PTBA 2017 en termes de renforcement des capacités des OPA visant leur autonomisation ; de réalisation des études d'aménagements de périmètres maraîchers et rizicoles, de production de riz (riz inondé et riz pluvial), maïs et manioc, la présente mission de supervision recommande à l'UCP de diligenter la mise en œuvre des mesures suivantes :

- simplifier, faciliter et accélérer les procédures de sélection et de financement des micro-projets en s'inspirant non seulement de l'expérience du PROPACOM en la matière mais également d'autres projets du FIDA dans la sous-région comme celui du PAFA au Sénégal pour ce qui concerne la mise en relation entre les producteurs et les commerçants et transformateurs (système des binômes) ;
- pour ce qui concerne les dotations en intrants (semences, engrais et produits phytosanitaires), prendre en compte la totalité des besoins totaux en intrants des superficies déterminés selon les normes techniques recommandées afin d'obtenir les rendements escomptés (au lieu de ne financer que les besoins de 40% des superficies) ;
- étendre au PROPACOM Ouest la convention signée entre le BNETD et le PROPACOM pour la réalisation d'aménagements hydroagricoles et infrastructures marchandes en utilisant les appels d'offres restreints pour accélérer la passation des marchés ;
- renforcer la sensibilisation des OPA aux fins d'une meilleure compréhension de l'approche de mise en œuvre du projet et ainsi améliorer la mobilisation effective de leur contribution (en numéraire) aux financements des équipements et autres matériels ;
- impliquer davantage, en fonction de leur compétences, mandats et rôles, les structures décentralisées (DR/ DD, DMEME/ ONDR/ DRMP, ANADER) dans toutes les phases d'exécution des activités du projet en vue de faciliter, le moment venu, la mise en œuvre de la stratégie de sortie du PROPACOM Ouest;
- renforcer le suivi rapproché des activités du PTBA 2017 par le MINADER et le bureau pays du FIDA afin de lancer le démarrage effectif des activités de terrain et améliorer le taux d'exécution du projet;
- mettre en place un dispositif de suivi rapproché des conventions et marchés avec le projet muraille verte et reboisement des flancs des montagnes et la SODEXAM en vue d'atteindre un niveau appréciable de mise en œuvre du projet ASAP;
- anticiper sur toutes les activités qui seront menées en attente de la soumission des microprojets à l'approbation de l'URC (préparation des DAO, des spécifications et des termes de référence) ;
- recourir aux appuis techniques nécessaires pour renforcer l'équipe de l'UCP ou pour suppléer l'absence de certains profils ;
- lancer à temps la réalisation des différentes études techniques pour les infrastructures rurales.

Annexe 1 : Sélection des micro-projets

Situation récapitulative des demandes d'appui et des instructions

Situation des demandes d'appui reçues et instruites	Antenne de Man	Antenne de Séguéla	Total
Nombre total de demandes d'appui reçues au 31/05/2017	232	344	576
Nombre de demandes analysées : 1er lot	31	18	49
Nombre de demandes éligibles pour montage micro-projets : 1er lot	23	18	41
Nombre de demandes analysées : 2 ^{ème} lot	72	50	122
Nombre de demandes éligibles pour montage micro-projets : 1^{ème} lot	60	50	110
Nombre de demandes d'appui restant à analyser	129	276	405

Tableau 1: Résultats de l'instruction du 1^{er} lot des demandes d'appui enregistrées

Régions	Nbre de demandes		
	Analysées	Rejetées	Eligibles
Bafing	4	0	4
Folon	14	4	10
Kabadougou	1	0	1
Tonkpi	12	4	8
Antenne Man	31	8	23
Béré	10	0	10
Worodougou	8	0	8
Antenne Séguéla	18	0	18
Total	49	8	41

Tableau 2: Résultats de recevabilité du 2^{ème} lot des demandes d'appuis

Régions	Nbre de demandes		
	Analysées	Ajournées	Eligibles
Bafing	5	0	5
Folon	8	2	6
Kabadougou	26	9	17
Tonkpi	33	1	32
S/total Man	72	12	60
Béré	15	0	15
Worodougou	35	0	35
S/total Séguéla	50	0	50
Total	122	12	120

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1590 [1100001590]	No. du prêt/don DSF	2000000752, 2000000753, 2000000754
Projet	Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/06/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	09/06/2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	17/09/2014			Coût total	59.70	
Accord	21/11/2014	Délai d'entrée en vigueur	2.2	FIDA Total	41.88	
Entrée en vigueur	21/11/2014	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	17.44	9
Premier décaissement	11/11/2015			Don DSF	17.44	9
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2020	Dernier audit		field_asap_grant	6.99	11
Achèvement	31/12/2020			Financement national total	7.82	
Clôture	30/06/2021			Beneficiaries	2.49	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.33	4
				Cofinancement total externes	10.00	
				OFID	10.00	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	4
5. Conformité aux règles de passation	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	3	4

des marchés					
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	3	3
			7. Innovation et leçons apprises	1	2
			8. Prise en climat et environnement	4	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration durable production agricole	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	1	3
2. Valorisation/mise en marché produits agrico	1	1	2. Autonomisation	2	2
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	2	2
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)		
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	1	2

B.5 Justification des notes

Exécution du suivi-évaluation : le système de suivi-évaluation n'est pas totalement opérationnel. Les données disponibles ne sont pas suffisamment analysées et utilisées par la coordination du projet. Prise en compte de l'équité hommes-femmes : La stratégie de ciblage genre et inclusion des jeunes a été élaboré. Un plan d'action a été élaboré mais pas encore opérationnel. Les indicateurs de suivi-évaluation ont été révisés pour prendre en compte ces considérations. Lutte contre la pauvreté : les activités ont surtout concerné les femmes (l'achat de bouture ou semences) ; les micro-projets instruits portent surtout sur les activités conduites par les femmes dans le maraîchage et les cultures vivrières. Innovations et leçons apprises : Développement du système e-banking au profit des OPA. Capitalisation des acquis du PROPACOM (supervision par la DAENF de l'alphabétisation fonctionnelle, mécanisme de sélection des microprojets, évaluation de la maturité des OPA). Prise en compte du climat et de l'environnement : Les conventions signées avec SODEXAM, muraille verte sont seulement au stade de démarrage. Seules les activités de sensibilisation et prospection ont été lancées. Taux d'exécution de la composante ASAP encore insatisfaisant. Renforcement des institutions (organisations, etc.) : La production de semence a été encadrée par l'ANADER. Formation des institutions de micro-finance (éducation financière, coaching en montage de dossier de financement, produit de crédit spécifique aux OPA). Possibilité de réplique à plus grande échelle : Le système de financement des OPA et le e-banking qui a permis aux OPA d'ouvrir des comptes.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	2	2
C.2 Sécurité alimentaire	2	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	2	2
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Actifs physiques/financiers et Sécurité alimentaire. Seule la production de semences a démarré depuis la mise en vigueur du projet. Pas d'effet à noter à ce stade vers l'amélioration de la situation de sécurité alimentaire. Le manque d'activité sur le volet ASAP ne permet pas d'apprécier la qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les forts retards engendrés depuis l'entrée en vigueur du projet, les défaillances de communication et collaboration entre UCP et antennes ainsi que les retards de recrutement pour les CTC mettent à risque l'atteinte des objectifs de développement.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Lenteur du système national de passation de marchés
Avancement de l'exécution du projet	La faible capacité des OPA à mobiliser leurs contributions dans les délais impartis
Produits et réalisations	Le retard dans l'instruction des microprojets avec une longue procédure d'identification et de sélection. Mauvaise compréhension du projet par le comité technique de sélection. Risque de distribuer les intrants/équipements en retard. Les acteurs en aval de la filière ne soient pas touchés par le projet.
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) la non adhésion des OPA au mécanisme de financement des microprojets, ii) la non implication des autorités locales dans les actions de sensibilisation et iii) la non délivrance des services financiers convenus avec le projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Déficit dans les activités de suivi et de planification de l'UCP.	Effectuer 1 à 2 missions légères de suivi de l'UCP en sus de la prochaine mission de supervision	De juillet à décembre 2017	à planifier
Manque de suivi et faiblesse de planification des activités du volet ASAP. Niveau insuffisant de l'exécution de cette activité	Apporter un appui technique de RECT	De juillet à décembre 2017	à planifier

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Au 31/05/2017

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Niveau de réalisation référence 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation PTBA 2017 (au 31 mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. Objectif général										
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré	- la prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% dans les régions ciblées *		N/A	N/A	N/A				- Enquêtes de référence	
	Insuffisance pondérale		N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	17	N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	17	N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des garçons de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	18	N/A	N/A	N/A					
	Malnutrition chronique		N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition chronique	7%	N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des filles de moins de 5 ans atteints de malnutrition chronique	6%	N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des garçons de moins de 5 ans atteints de malnutrition chronique	8%	N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition aigue	41%	N/A	N/A	N/A					
	Malnutrition sévère ou aigüe		N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des filles de	39%	N/A	N/A	N/A					

	moins de 5 ans atteints de malnutrition aigue									
	Pourcentage des garçons de moins de 5 ans atteints de malnutrition aigue	44%	N/A	N/A	N/A					
	Pourcentage des enfants de moins de 5 ans atteints d'insuffisance pondérale	8%	N/A	N/A	N/A					
	- Au bout de 6 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 50% des ménages ciblés dans les régions ciblées *		N/A	N/A	N/A				- Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV)	
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages très riches	4%	N/A	N/A	N/A					
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages riches	11%	N/A	N/A	N/A					
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages pauvres	9%	N/A	N/A	N/A					
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages moyennement pauvres	8%	N/A	N/A	N/A					
	Proportion de Femmes chefs dans les Ménages les plus pauvres	9%	N/A	N/A	N/A					
2. Objectif de développement										
Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production	- 30 000 ménages, soit 210 000 bénéficiaires directs, sont touchés par le projet (par genre et classe d'âge) *		0	0	0	0	30.000	0%	- Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays

efficaces, à des technologies appropriées, à des services financiers formels et aux marchés										
ASAP: Accroître la résilience des écosystèmes et des petites exploitations agricoles au changement climatique	- Le % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y%*	92%							- Suivi-Evaluation du PNIA	
	- 12 000 ménages bénéficient des mesures d'adaptation au CC (ASAP)		0	0	0	0	12.000	0%	- Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	
3. Résultats et Produits										
Composante 1 : Amélioration durable de la production durable										
Résultat 1 (PROPACOM) : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation	- au moins 50% des OPA de maturité 1 assistées passent au niveau 2		0%	0%	0%	0%			- Suivi-Evaluation du PNIA	- Constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
Produit 1 : les OPA sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	- au moins 25% des OPA de maturité 2 assistées passent au niveau 3		0%	0%	0%	0%			- Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	- Prestataires de services de qualité disponibles
	- au moins 30% des ménages ciblés autofinancent leurs besoins annuels en intrants		0%	0%	0%	0%			- Statistiques nationales	

Résultat 2 (PROPACOM et ASAP) : l'accès aux facteurs de production, l'application des technologies de GDTE et d'agriculture de conservation améliorent la résilience et la production	- 50% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge)		0%	0%	0%	0%			- Rapports des prestataires	
	- au moins 70% des OPA ont accès aux services de conseils mis en place *		0%	0%	0%	0%			- Rapports de Suivi-Evaluation - Revue à mi-parcours - Rapports des prestataires - PV de réception des ouvrages	
	- 10 000 producteurs appliquent des techniques agricoles résilientes sur 5 000 ha (ASAP)		0	0	0	0	10.000	0%		
Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)		-	-	-	-	-	-	-		
Produit 3 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	Dans la région de Tonkpi (Man)									
	- les rendements du riz pluvial passent de 1 à 2 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires						2			
	- les rendements du riz de bas-fonds de 2 à 7 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires						7			
	- les rendements des cultures associées passeront de: 0,7 t/ha à 1,2 t/ha pour le riz pluvial.						1,2			
	- les rendements des						0,5			

cultures associées passeront de: 0,2 t/ha à 0,5 t/ha pour le maïs									
- les rendements des cultures associées passeront de: et 3 t/ha à 7 t/ha pour le manioc.						7			
Dans les autres régions	-	-	-	-	-	-	-		
- les rendements du riz pluvial plateau passent de 1 à 2 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires	-			-	-	2	-		
- les rendements du riz pluvial de plaine de 2 t/ha à 3,2 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires	-	-	-	-	-	3,2	-		
- les rendements du riz de bas-fonds de 2,5 à 4,5 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires						4,5			
- les rendements du maïs pluvial passent de 1,2 à 2 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires.						2			
- Les rendements du manioc passent de 10 à 17 t/ha pour au moins 50% des bénéficiaires						17			
- pour le maraichage au moins 50% des bénéficiaires ont un rendement de 8 t/ha						8			
- pour le piment, de 8 t/ha						8			
- pour le le gombo, de 18 t/ha						18			
- pour l'aubergine 18 t/ha						18			
- pour pour la tomate 15 t/ha						15			
- le volume de la		0	0	0	0				

	production de riz pluvial passe de 15 t à 27 t									
	- le volume de la production de riz de bas-fonds de 5,3 t à 12,6 t		0	0	0	0				
	- le volume de la production du maïs pluvial passent de 9,8 t à 16,5 t		0	0	0	0				
	- le volume de la production du manioc passe de 31,000 t à 56,500 t		0	0	0	0				
	- les volumes de production maraichère augmentent de		0	0	0	0				
Produit 4 (ASAP): des itinéraires techniques résilients au CC sont promus dans les systèmes de production et protègent les écosystèmes	- 600 ha de terres reboisées (ASAP)	0	0	0	0	0	600	0%		
Produit 5 : Les IMF offrent des services financiers adaptés au secteur agricole	- Au moins 50% de producteurs qui en ont fait la demande ont accès à un service financier pour l'acquisition d'intrants ou d'équipements		0%	0%	0%	0%				
	- Le volume des octrois de crédits des IMF partenaires destiné au secteur agricole croît annuellement de 10%		0	0	0	0	ND			
Résultat 3 (PROPACOM + ASAP) : Des infrastructures améliorent les conditions de production et	- 900 ha de bas-fonds réhabilités		0	0	0	0	900	0%		Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages
	- 1 400 ha de nouveaux bas-fonds aménagés		0	0	0	0	1.400	0%		
	- 550 aménagements hydroagricoles bénéficient		0	0	0	0	550	0%		

tiennent compte des risques climatiques	de mesures additionnelles de protection contre les aléas climatiques (ASAP)									
	- 80 ha de petits périmètres maraîchers en bordure de bas-fonds sont équipés de système d'irrigation localisée (système goutte à goutte)		0	0	0	0	80	0%		
Composante 2 : valorisation et mise en marché										
Résultat 4 (PROPACOM) : l'environnement post-récolte valorise la production	- 8 OPA structurées selon le format ESOP sont fonctionnelles		0	0	0	0	80	0%	- Rapports des prestataires	
Produit 6 : Les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	- 610 égreneuses de maïs sont mises à la disposition des OPA		0	0	0	0	610	0%	- Rapports de suivi-évaluation	
	- 95 broyeuses sont mises à la disposition des OPA		0	0	0	0	95	0%	- Rapports de suivi-évaluation	
	- 3 unités de fabrication semi-industrielles d'attiéké sont mises à la disposition des OPA		0	0	0	0	3	0%	- Rapports de suivi-évaluation	
	- 75% des producteurs soutenus ont accès à des installations de transformation et/ou de stockage dans les zones ciblées		0%	0%	0%	0%			- Rapports des OPA	
	- 25% des producteurs formés ont adopté des technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation *		0%	0%	0%	0%			- Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	

Produit 7 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché	- 140 km de pistes rurales sont réhabilités *		0	0	0	0	140	0%	- Rapports de suivi des OPA
	- 7 ponceaux construits		0	0	0	0	7	0%	- Base de données des OPA
	- 100 km de chemins d'accès aux bas-fonds aménagés/réhabilités sont réalisés		0	0	0	0	100	0%	- Liste des membres des OPA
	- 46 villages désenclavés		0	0	0	0	46	0%	- Diagnostic des OPA en PY1, PY3 et PY5
	- 32 marchés désenclavés		0	0	0	0	32	0%	- Diagnostic des OPA en PY1, PY3 et PY5
	- 30 magasins de stockage sont utilisés*		0	0	0	0	30	0%	- Rapports mensuels des agents d'appui-conseil
	- 20 hangars de groupage et de conditionnement sont utilisés*		0	0	0	0	20	0%	- Rapports mensuels des agents d'appui-conseil
	- 30 abris pour unité de transformation de produits divers sont utilisés		0	0	0	0	30	0%	
	- 80 aires de séchage de riz sont réalisées		0	0	0	0	80	0%	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Composante	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Amélioration durable de la production agricole	Sensibiliser de manière permanente les OPA sur le financement des microprojets et le modèle de co-financement proposé et ce avec un format complètement réorganisé (harmonisé, plus participatif et avec de nouveaux supports d'information plus adaptés aux cibles -boite à images, brochures, etc.)	UCP	immédiat
	Mettre en place en urgence dans chacune des antennes une équipe restreinte chargée de déployer les dotations en intrants et de s'assurer que les OPA se sont bien appropriées le mécanisme de reconstitution	Coordinatrice	immédiat
	Modifier le processus d'instruction des demandes d'appui dès le recrutement de l'opérateur en charge de l'accompagnement à la gestion et à la structuration des OP et inscrire alors les demandes d'appui dans les plans de développement des OP après un diagnostic approfondi	Coordinatrice et les COPA + SFR	Dès l'opérateur recruté
	Inscrire dans la démarche d'appui l'identification de producteurs relais dans les OP appuyés pour poser dès à présent la pérennisation des actions	UCP et opérateurs	Continu
	Pour ce qui concerne les dotations en intrants (semences, engrais et produits phytosanitaires), prendre en compte la totalité (100%) des besoins des OPA en intrants déterminés selon les normes techniques recommandées afin d'obtenir les rendements escomptés (au lieu de ne financer que les besoins de 40% des superficies) ;	UCP	Immédiat
	Mettre en place entre l'ANADER et le projet un partenariat renforcé (Appui-conseil et Appui à la restructuration des OPA) en insistant au besoin pour que l'ANADER choisisse des sous-traitants pour ce qui concerne les appuis à la structuration,	UCP	Immédiat et continu
	Accélérer le processus de recrutement du RIR	MINADER	juin 2017
	Accélérer les négociations avec le BNETD en vue d'étendre au PROPACOM-Ouest la convention existante pour la mise en œuvre des infrastructures rurales programmées	UCP	Juin 2017
	Faire poursuivre l'identification des sites rizicoles et maraichers par les consultants d'appui au RIR sur la base du stock de demandes d'appui réceptionnées en vue de fournir des informations complémentaires aux Comités Techniques Régionaux	UCP	Immédiat
	Diligenter la mise en œuvre de la clarification foncière des sites identifiés afin de permettre le démarrage du processus de recrutement des prestataires pour les études	Antennes	Juin 2017
Changement climatique	Recrutement d'un spécialiste national environnement et climat pour suivre la composante ASAP et la mise en cohérence avec les autres composantes du projet	UCP- FIDA	immédiat
	Prévoir un cahier de charges plutôt qu'une convention cadre avec la direction en charge des changements climatiques du Ministère de l'environnement pour éviter les retards enregistrés sur les précédentes conventions	UCP- Ministère de l'Environnement	immédiat
	Fournir l'information climatique et des calendriers culturels de manière continue à travers des plateformes digitales existants pour les OPs et par SMS en partenariat avec les opérateurs de téléphonie mobile	SODEXAM- UCP- Opérateurs de téléphonies- autres	Second semestre 2017
	Explorer les possibilités d'introduire les lignes de crédit vert bonifiées et l'assurance climatique/ indicelle dans le cadre de la finance rurale en collaboration avec la SODEXAM et les Ifs.	SODEXAM-IF partenaires	Second semestre 2017
	Conduire les études d'impact environnemental pour évaluer les risques socio-économiques et environnementaux liés aux aménagements et infrastructures non résilientes aux changements climatiques sur les zones sensibles dont	UCP- bureau d'étude	Immédiat

Composante	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
	les sites miniers		
	Appuyer les IFs à intégrer les risques liés au climat dans leur portefeuille de crédits (produits verts, système de notation, conformité) tout en incitant à l'adoption des bonnes pratiques agricoles durables	UCP/ IF	Immédiat
	En attendant l'acquisition des véhicules pour le projet Muraille Verte, faciliter (location, mise à disposition des véhicules des antennes du PROPACOM Ouest) les déplacements des agents de la DREF pour permettre aux antennes d'entamer le reboisement avant mi-juillet	FIDA-UCP-MINEF	Immédiat
	Evaluer la possibilité d'aménagement des cultures en terrasses avec le reboisement sur certains flancs de montagnes avec courbes de niveaux prononcées	MINEF-UCP	Second semestre 2017
	Proposer des arbres de haute valeur marchande (teck, néré, karité, etc.) pour le volet agroforesterie pour améliorer les revenus des populations avec le reboisement	MINEF-UCP	Immédiat
	S'assurer que les activités des autres composantes, y compris les microprojets, sont concentrées sur des zones couverts par ASAP afin de garantir une intégration des CC sur la chaîne de valeur (maïs, riz, maraichage...)	SODEXAM-UCP-MINADER	Second semestre 2017
Accès au financement rural	Poursuivre avec diligence le suivi du processus d'approbation des conventions de partenariat avec MICROCRED et CEDAICI	SFR	Continu
	Elaborer et réviser, selon le cas, les documents supports de la mise à disposition des dotations en intrants	SFR	14/06/2017
	Organiser une séance de formation avec les COOPEC sur ces supports et la procédure en ayant transmis au préalable ces documents pour une meilleure appropriation	SFR	19/06/2017
	Organiser une séance de formation avec les membres des équipes chargées d'encadrer les OPA pour la mise à disposition des dotations en intrants et les accompagner sur le terrain pour les deux premières OPA	SFR	20/06/2017
	Traiter avec diligence la DPD à l'UNACOOPEC pour la dotation en intrants et le fonds équipement	Ministère de l'Economie et FIDA avec suivi par la Coordinatrice et SFR	Immédiat
	Réviser les procédures d'une part pour les dotations en intrants et, d'autre part, celles relatives aux prêts en équipement et élaborer les documents supports de ces deux procédures	SFR en relation avec le RPM et le CAFM	18/06/2017
	Organiser une séance de formation avec les IF sur ces supports et les procédures en ayant transmis au préalable ces documents pour une meilleure appropriation	SFR	Après la fin de la mise à disposition des dotations en intrants
	Organiser une séance de formation avec toutes les parties prenantes de ses procédures y compris les équipes en charge de l'encadrement des OPA/OP	SFR	Après la fin de la mise à disposition des dotations en intrants
	Réviser le manuel de procédures du MPR pour adapter certaines de ses dispositions à son objet précis en lien avec les activités du projet	SFR	31/07/2017
	Lancer la procédure d'appel d'offres pour le recrutement du gestionnaire du MPR après avoir élaborer les TDR	SFR et RMP, Coordinatrice	31/07/2017
	Redimensionner le déploiement des services d'E-banking autour de deux COOPECs au lieu des 5 prévues pendant	SFR en collaboration	Immédiat

Composante	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
	la phase pilote	avec UNACOOPEC-CI et SEWA	
Valorisation et mise en marché	Lancer et mener à terme le processus de recrutement d'un opérateur spécialisé dans la transformation et la commercialisation	UGP + consultant AT	Immédiat
	Définir un plan d'action pour mener à bien les microprojets à composante transformation commercialisation pour les filières riz et maïs.	Consultant AT de la composante 2 et les CTC	Juin 2017
	Sélectionner et aider à une meilleure formulation d'un nombre restreint de microprojets, apporter d'une part un appui pour leur financement par les IF et, d'autre part, un appui et suivi rapproché pour leur mise en œuvre.	Consultants/ UCP/ CTC	De juin à octobre 2017
	Faire réaliser un recensement des acteurs d'aval des filières avec lesquels travaillera le PROPACOM Ouest	UCP	Septembre 2017
	S'assurer que les prestataires recrutés à cet effet contactent les acheteurs majeurs des différentes filières afin de prospecter les possibilités de partenariat et de contractualisation	UCP	Septembre 2017
	Définir pour les 4 filières un plan d'action programmant sur 3 ans les activités de la composante 2	UCP	Octobre 2017
	Sélectionner un deuxième lot de microprojets portant sur les aspects transformation et commercialisation en utilisant un processus d'identification, sélection, formulation, et exécution désormais plus performant.	UCP	Novembre 2017
Gestion des savoirs	Organiser une session de capitalisation des expériences et outils du PROPACOM avec les porteurs des expériences supportées par des grilles simples de réflexion pour obtenir des fiches de bonnes pratiques utilisables pour améliorer la performance	UCP, responsables des 3 antennes du PROPACOM et équipes des 2 antennes Ouest	Avant fin Juin
Suivi-évaluation	Accélérer la procédure de recrutement d'un nouveau RSE	Coordo	Immédiat
	Organiser une passation de poste entre l'ancien RSE et les CSE	Coordo	Le plus rapidement possible
	Finaliser le cadre de mesure des rendements sur la base des inputs de la mission en concertation avec les cadres de l'UCP et des antennes	Coordo, CSE des antennes	31 août 2017
	Mettre à jour la base de données MP dans l'application de SE pour la prise en compte des indicateurs manquants	CSE antennes ; consultant Ruche	31 juillet 2017
	Saisir les données des MP dans l'application de SE au fur et à mesure ; saisir les indicateurs SYGRI et le CMR finalisé	CSE antennes	Continu
	Former une nouvelle fois les CSE sur l'application de SE et répliquer la formation reçue au niveau du staff des antennes	Concepteur de l'application SE	30/07/2017
	Adapter le module de suivi des MP en y incluant les données sur le montage final	Concepteur de l'application SE	31 juillet /2017
	Impliquer les responsables techniques au niveau de chaque composante et au niveau des antennes dans la rédaction des rapports périodiques	Coordo ; RSE	Continu
	Encourager le personnel de l'UCP et des antennes à archiver les documents dans l'application de SE et lancer les bases d'une stratégie de gestion des savoirs	CSE antenne, Coordo	Immédiat
	Récupérer chez les prestataires les bases de données des études de référence	Coordo ; CSE	31 août 2017

Composante	Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
	Recommandation reconduite : Préparer une note de clarification du cadre logique reprenant l'interprétation de chaque indicateur afin d'éviter toute ambiguïté et la faire circuler à l'ensemble de l'équipe	Coordo, CSE des antennes	Immédiat
Avancement de l'exécution du projet	Saisir l'opportunité des séances d'information prévues avec les OPA déjà retenues dans les 2 antennes pour améliorer leur compréhension du projet et de son approche chaîne de valeur et recueillir leurs craintes, attentes et suggestions	UCP & Antennes	Immédiat
	Etablir après la capitalisation des expériences et outils du PROPACOM, une stratégie opérationnelle d'autonomisation des OPA pour harmoniser la démarche des composantes et servir de référence à toute l'équipe.	UCP et les équipes des antennes	Après la capitalisation
	Organiser des sessions d'auto évaluation décentralisées dans les sites après la campagne pour informer, rectifier les dysfonctionnements qui ont précédé la campagne achevée et planifier les types d'accompagnement spécifiques nécessaires pour chaque composante	UCP, équipe des antennes et partenaires	En fin de campagne
	Réactualiser la stratégie opérationnelle d'autonomisation des OPA tous les ans durant des exercices d'auto évaluations participative des campagnes avec les OPA	UCP et les équipes des antennes	Chaque année
	Etablir le rapprochement des données financières et techniques en utilisant les codes de comptabilité analytique	RAF et CSE antennes	Pour le prochain rapport trimestriel
Aspects fiduciaires	Procéder aux mesures appropriées pour préciser et appliquer les modalités de gestion des fonds dont la double signature sur le compte bancaire dédié aux fonds FIDA, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM	Coordonnatrice/ RAF	Immédiat
	Plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse par les partenaires qui gèrent les fonds FIDA;	RAF	Immédiat
	Veiller au respect des envois des rapports financiers mensuels ou trimestriels par les partenaires	RAF	
	Effectuer des visites mensuelles ou trimestrielles, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.	RAF	Mensuel ou Trimestriel selon le niveau de fonds gérés
	Assurer une planification glissante des activités sur trois mois Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGPSP pour bénéficier du rehaussement du taux de per diem pour tous les agents	Coordonnatrice/ RAF	Immédiat et permanent
Durabilité	Elaborer une stratégie de sortie du projet basée à la fois sur les structures bénéficiaires du projet et les structures pérennes de l'Etat	Coordo/UCP	30/11/2017
Autres aspects	Former le personnel de l'UCP, des prestataires et des OPA sur la stratégie Genre, ciblage et inclusion des jeunes ainsi qu'à l'utilisation des outils de collecte et de suivi élaborés	Coordo/UCP	17/09/2017
	Mettre en œuvre le plan d'action de la stratégie Genre, ciblage et inclusion des jeunes	Coordo/UCP	01/09/2017
	Faire un lobbying de haut niveau auprès de la DMP en vue d'amener les DR de Bouaké, de Daloa et de Man à effectuer la validation et la publication des dossiers d'appels d'offres, et la numérotation des marchés dans des délais raisonnables.	MINADER/FIDA	immédiat

Appendice 3b - Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ¹¹
Composante 1 : Amélioration durable de la production agricole	Entreprendre dès début de 2017 une étude de faisabilité qui mettra à la disposition de l'UCP les sites potentiels où des aménagements hydroagricoles sont possibles dans toute la zone du projet. Le résultat sera une liste de sites disponibles.	Réalisé de Janvier à avril 2017. L'ANO du FIDA sur les TDRs de l'étude a recommandé cette étude seulement sur les sites qui ont fait l'objet d'analyse de conformité (2016 et 2017) par les comités techniques dans les Antennes. - Rapports d'identification des sites maraîchers et rizicoles disponibles L'UCP prévoit de faire l'étude sur le stock des demandes disponibles ainsi que le ciblage direct	UCP	Janvier 2017
	Etablir les périodes de production des semences ainsi que les quantités correspondantes nécessaires pour chaque année et procéder à leur acquisition (production ou achat) à temps en évitant les longues périodes de conservation/stockage afin de préserver leur potentialité germinative aux dates de semis.	Non réalisé. Non applicable. Le Projet ne produira plus de semences mais fera l'acquisition direct du fait des faibles résultats enregistrés.	UCP	Janvier 2017
	Inclure dans le programme d'actions d'information et de sensibilisation du projet les actions relatives à l'utilisation de la fumure organique et à l'agroforesterie.	Non réalisé. Activités inclus dans les TDRs des prestataires d'appui conseil et autres actions envisagées avec la convention à signer avec le CNRA	UCP	Immédiat et continu
	Effectuer une reprogrammation des activités terrain en concertations avec les partenaires impliqués	Réalisé. SODEXAM et les Projets Murailles verte et Reboisement Flancs des Montagnes ont transmis leurs programmes d'activités insérés dans le PTBA 2017. PTBA revu en janvier 2017 suite aux réserves du FIDA.	UCP	Décembre 2016
	Faire l'état des lieux des niveaux de production céréalière (rendements, surfaces et volumes) dans la zone du PROPACOM Ouest afin d'évaluer l'impact des actions appuyées par ASAP.	Non réalisé. Activité à programmer sur le deuxième semestre 2017 (PTBA à réviser)	UCP	Février 2017
Composante 2 : Valorisation et mise à marché	Réaliser une étude de marché des produits des filières promues qui met en évidence la cartographie des acteurs et partenaires.	En cours. Le consultant recruté en février 2017 pour démarrer l'étude en mars 2017 a désisté pour cause d'indisponibilité. ANO du FIDA attendu sur la liste restreinte pour un nouveau recrutement. DANO transmis le 24/04/2017	UCP/Antenne	Janvier 2017
	Organiser des ateliers régionaux de mise à niveau et d'harmonisation de la stratégie de mise en œuvre des micro-projets.	En cours: Le 13/04/2017 un atelier d'harmonisation des procédures et stratégie de mise en œuvre du financement des microprojets s'est tenu à l'UCP. Les ateliers dans les Antennes avec les Comités techniques et les Prestataires et bénéficiaires	UCP/antenne	Janvier 2017

¹¹ les dates indiquées supposent la fin de tout le processus de mise en œuvre de la recommandation y compris les autorisations requises (ANO, etc.).

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ¹¹
		seront programmés au 2 ^e semestre 2017 (PTBA à réviser)		
	Organiser des rencontres périodiques délocalisées au niveau des antennes.	En cours: la première rencontre trimestrielle UCP/Antennes s'est tenue du 24 au 29 avril 2018 à Séguéla. La prochaine rencontre est prévue à Korhogo	UCP/ Antenne	Janvier 2017
	Finaliser les procédures de recrutement des CTC.	En cours: DANO transmis le 21/02/2017 au FIDA et ANO reçu le 31/03/2017 sur les TDRs. Cinq (5) propositions reçues après AMI publiées le 12 et 14/04/2017 dans FRATMAT. Invitation aux soumissionnaires transmis le 19/05/2017. Analyse des offres prévue le 02/06/2017	UCP	Février 2017
	Mettre à disposition des subventions du projet, dès que les conventions seront signées	En cours: Convention UNACOOPEC-CI signée le 24/03/2017 Conventions MICROCRED et CEDAICI soumis à l'ANO de la DRMP le 04/04/2017 après ANO du FIDA le 7/02/2017 pour MICROCRED et le 13/03/2017 pour CEDAICI. Seule la convention UNACOOPEC-CI signée a permis le déclenchement du processus de mise à disposition des subventions. DPD d'approvisionnement du compte dédiée intrants et équipements UNACOOPEC-CI transmis au MINADER le 08/05/2017 pour envoi au FIDA.	UCP/ SFR / COPA	Premier trimestre 2017
	Sensibiliser et informer les OPA dès la mi-février	Réalisé. Les OPA ont été sensibilisées au cours des missions d'information du SFR et des COPA sur la stratégie et le mécanisme de financement des équipements et intrants et le e-banking (du 14 au 24 février 2017)	UCP/ SFR / COPA	Mi-février 2017
	Réaliser une enquête de satisfaction et d'impact auprès des OPA et de leurs membres au cours du dernier trimestre 2017	Non échu.	RSE / SFR / COPA	Octobre 2017
Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation	Formaliser rapidement la désignation des membres de tous les CRC en tenant compte du nouvel arrêté élargissant la composition des CRC à d'autres ministères.	Non réalisé.		
	Formaliser par un accord cadre la collaboration entre l'UCP, les antennes régionales et les DRA	En cours. Des cahiers de charges élaborés au niveau de la clarification foncière des sites ont été validés par les DRA. La signature n'est pas encore effective. Un autre cahier de charge sur les aspects relatifs au suivi externe des activités du PROPACOM Ouest est en cours d'élaboration par les Antennes.	UCP / DRA	Immédiat et continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ¹¹
	Préparer une note de clarification du cadre logique reprenant l'interprétation de chaque indicateur afin d'éviter toute ambiguïté	Réalisé. Le cadre logique a été révisé. Une note d'explication fournit la définition des indicateurs modifiés. De plus, les conclusions du rapport final de la stratégie de ciblage et d'inclusion des jeunes et des femmes seront prises en compte pour actualiser les données (indicateurs et définitions) du manuel	RSE, CSE	15 avril 2017
	Actualiser les manuels de base après l'approbation de chaque recommandation apportant un changement notable dans la mise en œuvre du projet.	En cours. Le manuel est mis à jour si nécessaire. La validation de la mise à jour se fera en atelier de révision du PTBA et PPM 2017 en juin 2017.	UCP	Immédiat et continu
	Appliquer les différentes mesures recommandées pour améliorer la coordination et la gestion quotidienne du projet (cf. Aide-mémoire sur le PROPACOM)		UCP / DGPSP / FIDA	Immédiat et continu
État d'avancement de l'exécution du projet	Faire une note décrivant avec précision (i) les périodes et durées des principales étapes du processus de présélection par le comité de sélection, d'élaboration des microprojets par des consultants et de sélection par les CRC, (ii) ainsi que la périodicité des CRC.	En cours: Les difficultés rencontrées par les consultants au cours de la formulation des microprojets entre janvier et février 2017 ont permis de capitaliser les contraintes et proposer des canevas et une démarche harmonisée. Les principales étapes de sélection des demandes et de formulation des microprojets ainsi que le processus de financement des équipements et intrants et l'élaboration des plans d'affaire ont été décrit et validé les 13 et 27 avril 2017. L'atelier de Séguéla le 28 mars 2017 a permis d'échanger avec les premiers bénéficiaires des microprojets de l'Antenne de Séguéla et insister sur la nécessité de leur contribution via les IF. Une note synthétique sera élaborée et partager avec les parties prenantes au cours des ateliers régionaux dans les antennes.	UCP	Fin Janvier 2017
	Systématiser l'utilisation de plans de trésorerie trimestriels à partir de 2017	Non réalisé.	RAF	Immédiate
Aspects fiduciaires	Approfondir l'analyse des retards Définir un échéancier plus réaliste du PPM2017 et mettre à jour le PPM 2017.	Réalisé. Le rapport d'exécution du 1er trimestre du PPM 2017 est disponible. Le PPM sera révisé en juin 2017 prenant en compte l'état d'exécution du PTBA 2017 à date. Un lien avec le SSE informatisé est nécessaire pour les relances systématiques.	RPM/RSE/RAF	Immédiate
	Veiller au respect de l'échéancier du processus d'élaboration et d'approbation	Réalisé. Les observations et les réserves du FIDA ont été pris en compte. Le PPM revu a été transmis au FIDA en février 2017 après la validation des activités du PTBA 2017 revu avec le MINADER	Equipe UCP	Suivant échéancier

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ¹¹
	Faire un inventaire en fin d'année et marquer tous les items	Réalisé. Inventaires réalisés par les CAFM et les CSE dans les Antennes et soumis à l'Auditeur en avril 2017.	RAF	Décembre 16
	Gestion des comptes d'opération Assujettir si possible le fonctionnement des comptes à la règle de la double signature : i) pour le compte de projet co-signature de l'Agent Comptable et de la Coordonnatrice (et du RAF en cas d'absence de celle-ci) ; ii) pour les comptes des antennes co-signature du Régisseur et du Chef d'Antenne.	Non réalisé. Non applicable selon l'Agent Comptable	Ministères	Trimestre 1 / 17
	Limiter à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse	Réalisé. Le manuel de procédure a été revu en conséquence.	RAF	continu
	Appliquer la procédure de contrôle de la caisse.	Réalisé. Pour le contrôle mensuel. Non réalisé pour le contrôle inopiné.	RAF	continu
	Définir un plafond réaliste pour le règlement par espèces des dépenses des séminaires et ateliers	Réalisé. Autant que possible certaines dépenses pouvant faire l'objet de virement ou de paiement par chèque sont priorisées.	RAF	continu
	Conduire, avant la phase de formulation des plans d'affaires, le diagnostic des OPA en vue de déterminer leur niveau de maturité	Non réalisé. Le diagnostic des OPA sera réalisé par les prestataires d'appui conseil en cours de recrutement pour les OPA de 2016-2017 à financer en 2017	Immédiat et continu	

Réalisé: 10 ; **Non réalisé:** 7 dont 1 non applicable (voir Agent Comptable) ; **En cours:** 8 ; **Non échu:** 1

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2017 (y compris indicateurs SYGRI) au 31/05/2017

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Amélioration durable de la production agricole							22%
Volet: Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement et union							0.12%
Information/ sensibilisation	Poursuivre l'information et la sensibilisation des OPA sur le PROPACOM Ouest	Nombre de séances organisées	u	7	-	0%	
Sélection des microprojets	Instruire les demandes d'appui des OPA	Nombre de demandes instruites	u	120	122.00	100%	
	Assurer les frais de montage des demandes 2016 et 2017 sous forme de microprojets	Nombre de microprojets élaborés	u	161	39.00	24%	
Appui à la structuration et à la gestion des OPA	Recruter des prestataires pour l'appui à la structuration et à la gestion des OPA			0			
	Apporter l'appui à la structuration et à la gestion aux OPA y compris la reconstitution des fonds intrants	Nbre d'OPA appuyés	u	41	-	0%	
		Nombre de dirigeants formés	u	123	-	0%	
		Nombre de membres formés		410	-	0%	
		Nombre de membres des comités spécialisés formés	u	369	-	0%	
Alphabétisation fonctionnelle	Elaborer et signer le cahier de charge de supervision avec la DAENEF			0			
	Recruter des prestataires pour l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA			0			
	Assurer l'alphabétisation fonctionnelle aux membres des OPA	Nbre d'apprenants	u	900	-	0%	
	Assurer la supervision des activités alphabétisation fonctionnelle	Nbre de rapport supervision	u	0	-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Appui aux initiatives des faîtières vivrières	Assurer les frais des ateliers de renforcement des capacités de l'ANOPACI et de ses OP de base	Nbre d'ateliers	u	0	-	0%	
	Participation des OPA et de l'UCP au SARA 2017			0			
Accès aux facteurs de production							10%
Intrants Agricoles							11%
Certification du matériel végétal R1	Poursuivre le processus de la certification de la production de matériel végétal R1 de riz irrigué, de riz pluvial et de maïs (Echantillonnage, analyse au laboratoire et délivrance des certificats de conformité)	Qté de maïs certifiée	t	7	9.30	100%	
		Qté de riz irrigué certifiée	t	4	2.27	56%	
		Qté de riz pluvial certifiée	t	2	0.73	38%	
Vérification de l'état sanitaire des boutures de manioc	Poursuivre la vérification de l'état sanitaire des parcs à bois à receper et superviser le rachat des boutures de manioc recepées	Superficie de manioc encadrée	ha	99	36.00	36%	
Production de masse de maïs	Assurer le rachat des semences R1 de maïs produites par les multiplicateurs	Qté de semences de maïs R1 rachetées	t	7	-	0%	
	Assurer les frais de distribution des semences R1 de maïs dans les entrepôts	Qté de semences de maïs R1 distribuées	t	6	-	0%	
	Fournitures et livraison de semences R1 supplémentaires	Qte de semences R1 de maïs supplémentaire	t	1	-	0%	
	Acquérir et fournir les autres intrants de production de maïs aux OPA	Qté NPK	t	21	-	0%	
		Qté Urée	t	10	-	0%	
		Qté Herbicides	L	52	-	0%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	52	-	0%	
Production de masse de riz pluvial	Assurer le rachat des semences R1 de riz pluvial produites par les multiplicateurs	Qté de semences R1 de riz pluvial rachetées	t	2	-	0%	
	Assurer les frais de distribution des semences R1 de riz pluvial dans les entrepôts	Qté de semences R1 de riz pluvial	u	1	-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Fournitures et livraison de semences R1 supplémentaires	Qte de semences R1 de riz pluvial	t	10	0.60	6%	
	Acquérir et fournir les autres intrants de production aux OPA	Qté de NPK	t	13	-	0%	
		Qté d'Urée	t	9	-	0%	
		Qté d'herbicide	L	44	-	0%	
		Nbre de Pulvérisateurs	u	44	-	0%	
Production de masse de manioc	Assurer le rachat des boutures de manioc produites par les multiplicateurs	Nbre de boutures rachetées	u	3 517 500	-	0%	
	Assurer les frais de livraison des boutures de manioc dans des entrepôts	Nbre de boutures livrées	u	3 350 000	-	0%	
	Fournitures et livraison de boutures R1 supplémentaires	Qte de boutures	u	345 000	-	0%	
	Acquérir et fournir les autres intrants de production	Qté d'herbicide	L	67	-	0%	
		Nbre de Pulvérisateurs	u	67	-	0%	
	Mécanisation						
	Poursuivre l'information des OPA sur la strategie de financement des équipements agricoles et identifier les types d'équipements couramment utilisés dans la zone du projet	1 liste d'équipement				0%	
Appui-conseil							20%
	Faire l'évaluation des prestations d'appui-conseil de la multiplication de matériel végétal de 2016			0		0%	
	Assurer le paiement des frais de la convention Zones ANADER- Antennes PROPACOM (Séguéla & Man)			0		0%	
Formation et appui-conseil pour la production de matériel végétal	Poursuivre l'appui-conseil et la formation aux multiplicateurs de boutures de manioc	Superficie de manioc emblavée	ha	113	99.00	88%	
		Nbre d'exploitants encadrés	u	226	2 214.00	100%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
		Nbre d'exploitants formés	u	113	2 214.00	100%	
Appui Conseil et Formation	Recruter des prestataires pour l'appui-conseil de la production de masse de maïs, de riz pluvial, de manioc						
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de masse de maïs	Superficie de maïs emblavée	ha	262	-	0%	#DIV/0!
		Nbre d'exploitants encadrés	u	262	-	0%	#DIV/0!
		Nbre d'exploitants formés	u	131	-	0%	#DIV/0!
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de riz pluvial	Superficie de riz pluvial emblavée	ha	220	-	0%	
		Nbre d'exploitants encadrés	u	440	-	0%	
		Nbre d'exploitants formés	u	220	-	0%	
	Apporter l'appui-conseil et la formation aux producteurs de manioc	Superficie de manioc emblavée	ha	335	-	0%	
		Nbre d'exploitants encadrés	u	670	-	0%	
		Nbre d'exploitants formés	u	335	-	0%	
Protection des exploitants-applicateurs	Acquérir les kits de protection des exploitants-applicateurs de pesticides	Nombre de kits	u	261	136.00	52%	
	Recruter des prestataires pour former les exploitants applicateurs de pesticides aux normes sécuritaires de l'utilisation des pesticides			3	-	0%	
	Former les exploitants applicateurs de pesticides aux normes sécuritaires de l'utilisation des pesticides	Nbre d'exploitants-applicateurs formés	u	386	-	0%	
Aménagements Hydro-agricoles							18%
Appui à la sélection des demandes	Faire réaliser par les DRA la clarification foncière des sites rizicoles	Nbre de sites rizicoles	u	10	-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Faire réaliser par les DRA la clarification foncière des sites maraichers	Nbre de sites maraichers	u	6	-	0%	
	Réaliser l'identification des sites rizicoles et maraichers issus des demandes d'appui	Nb de sites rizicoles	U	10	10.00	100%	
		Nb de sites maraichers	U	6	6.00	100%	
Aménagements ou réhabilitation de sites rizicoles	Réaliser l'étude technique des sites rizicoles issus des demandes d'appui approuvés par CRC 2016	Superficie étudiée	ha	505	-	0%	
	Réaliser l'étude d'impact environnemental et social des sites rizicoles issus des 49 premières demandes de 2016	Superficie étudiée	ha	505	-	0%	
	Recruter les consultants chargés d'assurer le suivi-contrôle des travaux de réhabilitation ou d'aménagement des sites rizicoles issus des 49 premières demandes de 2016			0		0%	
	Recruter les entreprises chargées de réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement des sites rizicoles des 49 premières demandes de 2016			0		0%	
Aménagements de sites maraichers au goutte à goutte	Réaliser l'étude techniques des sites maraichers issus des 49 premières demandes de 2016	Superficie étudiée	ha	14	-	0%	
	Recruter les consultants chargés d'assurer le suivi-contrôles des travaux d'aménagement des sites maraichers issus des 49 premières demandes de 2016			0		0%	
	Recruter des entreprises chargés de réaliser les travaux d'aménagement des sites maraichers			0	-	0%	
Adaptation au Changement Climatique							0%
Etudes climatiques	Réaliser l'étude sur les besoins en bois-énergie	rapports d'étude	u	0	-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Appui institutionnel aux DREF du Poro et du Tchologo (et MINEF)	Régler les factures du matériel roulant à livrer aux DREF du Poro et du Tchologo (Muraille Verte)	Nombre véhicules 4x4	u	2	-	0%	
		Nombre de motos	u	2	-	0%	
Projet Muraille Verte	Mettre en œuvre les activités de lutte antiérosive et contre les feux de brousse	Nbre de personnes formées en agroforesterie, aux travaux forestiers et en gestion durable des ressources bois-énergie	u	30	-	0%	
		Superficie reboisée	u	120	-	0%	
		Nbre de comités villageois de lutte contre les feux mis en place	u	25	-	0%	
		Nbre de kits de lutte contre les feux de brousse distribués	u	25	-	0%	
Appui institutionnel à la DREF de Tonkpi et au Projet Reboisement des Flancs de Montagnes	Régler les factures du matériel roulant à livrer à la DREF de la région de Tonkpi	Nombre de véhicules 4x4	u	1	-	0%	
		Nombre de motos acquis	u	1	-	0%	
Reboisement des Flancs de Montagnes	Mettre en œuvre les activités des activités reboisement des flancs des montagnes et de lutte contre les feux de brousse	Nbre de personnes formées en agroforesterie, aux travaux forestiers et en gestion durable des ressources bois-énergie	u	30	-	0%	
		Superficie reboisée	u	120	-	0%	
		Nbre de comités villageois de lutte contre les feux mis en place	u	25	-	0%	
		Nbre de kits de lutte contre les feux de brousse distribués	u	25	-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Diagnostic de la fertilité des sols	Réaliser l'étude sur la fertilité des sols	Nbre de rapports	u	1	-	0%	
	Restituer les résultats de l'étude fertilité des sols	Rapport d'atelier de restitution	u	1	-	0%	
	Elaborer les itinéraires techniques d'application des biofertilisants sur les sols de fertilités variables (test en champs / 2 sites par spéculation)	14 sites sur les 74 diagnostiqués	u	14	-	0%	
Utilisation des informations climatiques pour le calage des cycles cultureux	Mettre en œuvre les activités de la convention SODEXAM	Nombre de pluviomètres installés	u	250	-	0%	
		Nbr d'agents de vulgarisation formés	u	50	-	0%	
		Nbr d'exploitants formés	u	500	-	0%	
Accès au financement rural							0%
Finances Rurales	Organiser l'atelier de partage et de validation des documents du mécanisme de financement des intrants et équipements	Atelier de partage	u	0	-	0%	
	Informier et sensibiliser les OPA et les autres cibles sur la stratégie de «accès au financement rurale»	Nombre de séances	u	10	-	0%	
	Organiser la mise à disposition des fonds intrants et équipements aux IF pour le compte des OPA.						
Etudes de faisabilité	Réaliser une étude pour l'installation de 2 caisses RCMEC dans le Worodougou et Tonkpi	Nbre de rapport d'étude	u	1	-	0%	
Appui institutionnel aux IF	Assurer le paiement du logiciel de gestion de crédits spécifique aux cibles du PROPACOM et installé dans les IF/UCP	Nbre de logiciel	u	2	-	0%	
	Former les agents dédiés et le personnel du projet à l'utilisation du logiciel et à l'opérationnalisation du service financier	Nbre de personnes formées	u	24	-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Acquérir et livrer les motos destinées aux IF partenaires	Nbre de motos	u	14	-	0%	
	Assurer la prise en charge partielle des charges mensuelles des agents dédiés à la gestion du crédit des cibles du PROPACOM Ouest (75% des frais de communication, connexion internet, de mission, carburant)	Proportion payée	u	14	-	0%	
	Acquérir des ordinateurs pour agents de crédits et points focaux des IF	Nbre d'ordinateurs	u	17	-	0%	
	Acquérir et livrer des kits pour la mise en œuvre de la solution e-banking pour les IF	Nombre de kits	u				
	Organiser la formation des membres des OPA à l'utilisation de la solution e-banking	Nombre de membres d'OPA formés	u	45	-	0%	
Valorisation et mise en marché des produits agricoles							5%
Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché							0%
Modèle de mise à marché	Réaliser l'étude sur les modèles de mise à marché des produits vivriers	Nombre de rapport d'étude	u	1	-	0%	
	Organiser l'atelier de restitution des conclusions de l'étude sur les modèles de mise à marché des produits vivriers	Atelier de restitution		1	-	0%	
	Mettre en œuvre les modèles de mise à marché identifié par spéculation	Modèles identifiés	u				
Système d'information sur les marchés	Collecter des prix et diffuser chaque semaine les informations commerciales sur les radios locales	Nombre de bulletins diffusés par Antennes		64	-	0%	
Accès des OPA aux équipements de transformation						0%	0%

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
Information et sensibilisation des OPA	Poursuivre l'information et la sensibilisation des OPA sur la stratégie de financement des équipements de transformation						
Opérationnalisation des minirizeries	Faire l'évaluation du raccordement des mini rizeries en énergie solaire	Nbre de rapport d'étude	u	1	-	0%	
Infrastructures de mise en marché							14%
	Poursuivre l'information et la sensibilisation des OPA sur la stratégie de financement des infrastructures marchandes			0		0%	
Infrastructures de stockage et de transformation	Assurer la clarification foncière des sites devant abriter les infrastructures de stockage et de transformation	Nombre de sites	u	17	-	0%	
	Recruter des entreprises chargées de la construction des infrastructures marchandes				-	0%	
	Elaborer et signer un cahier de charge avec les DR Construction pour le contrôle des travaux de construction des infrastructures de stockage, de transformation et des bureaux des antennes	Nombre de cahiers de charges	u	6	6.00	100%	
Infrastructures de désenclavement	Organiser un atelier regroupant les DR des infrastructures économiques, les DRA et les conseils généraux pour la sélection des tronçons prioritaires de pistes de désenclavement	Nbre d'ateliers	U	6	-	0%	
	Recruter des prestataires pour réaliser les études techniques des travaux d'aménagement des pistes rurales de désenclavement				-	0%	
	Recruter des entreprises chargées de				-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	réaliser les travaux d'aménagement des pistes rurales de désenclavement						
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs							7%
Coordination, Gestion du Projet et Suivi-Evaluation							14%
Communication	Recruter un prestataire chargé de la communication via les radios de proximité			0		0%	
	Confectionner les outils de communication et de visibilité	Nbre de lots	u	7	-	0%	
	Animer des plages radios de présentation des activités du projet sur les radios locales	Nbre de plages radios	u	18	-	0%	
Pilotage du projet	Organiser une session ordinaire 2017 du COP	Nbre de sessions organisée	u	0	-	0%	
	Organiser les sessions ordinaires des CRC	Nbre de sessions organisées	u	4	-	0%	
Construction des bureaux des antennes de Man et de Séguéla	Réaliser les travaux de construction des bureaux des antennes de Man et de Séguéla	Nombre d'antenne construite	u	2	-	0%	
Fonctionnement de l'UCP et des antennes	Acquérir les motos pour les antennes de Man et de Séguéla	Nbre de moto	u	2	2.00	100%	
	Acquérir un véhicule 4*4 pour la Coordination	Nbre de véhicule	u	1	-	0%	
	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	u	24	10.00	42%	
	Assurer le paiement de la gratification annuelle	Nbre de mois	u	2	-	0%	
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaires (Régisseurs et cellule focale de suivi)	Nbre de mois	u	24	10.00	42%	
	Assurer le paiement des charges sociales (CNPS)	Nbre de mois	u	24	10.00	42%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel		u	0			
	Assurer le paiement des frais de carburant		u	0			
	Assurer le paiement des contrats d'entretien, de maintenance et de réparation (véhicules, logiciel, matériel informatique et bureau, climatisation, groupe électrogène.etc)		u	0			
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, abonnement, assurance auto, etc.)		u	0			
	Assurer le paiement des annonces et insertions des Avis, autres articles de visibilité et cachets		u	0			
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur		u	0			
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI		u	0			
Programmation/ Planification	Assurer les frais des Réunions tournantes et techniques avec les antennes du PROPACOM Ouest	Nbre de réunion	u	3	1.00	33%	
	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2017	Nbre d'atelier	u	0	-	0%	
	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2018	Nbre d'atelier	u	0	-	0%	
	Elaborer les rapports d'activités périodiques	Nbre de rapports	u	12	2.00	17%	
Audit	Réaliser l'audit de la gestion 2016	Nbre de rapports	u	1	-	0%	
Renforcement des capacités et Gestion des savoirs	former les utilisateurs de Tom2Pro, Tom2Marché, etc.			11	-	0%	

Domaine d'intervention	Activités	PTBA 2017			Progrès effectif PTBA 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017			
	Former le personnel en élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de gestion des savoirs	Nbre de cadres formés	u	14	-	0%	
Genre et ciblage des jeunes	Mettre en œuvre la stratégie genre et le plan d'actions	Plan d'actions	u	0	-	0%	
Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique							0%
	Apporter un appui aux initiatives des OPA et faîtières et initiatives nationales sur l'adaptation aux changements climatiques			0			
	Cofinancer les activités relatives à l'adaptation au changement climatique			0			
	TOTAL GENERAL						11%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performances financières par bailleur de fonds au 31/05/17

Source de financement	Montant en Milliards F FCFA (document de conception)	Montant en milliers USD (document de conception)	Montant en milliers USD actualisé au taux de réception des fonds FIDA	Décaissements au 31/05/2017	Taux de décaissement
Prêt et Don FIDA	17,44	34 882,00	31 243,30	2 733,15	8,75%
ASAP	3,5	6 996,00	6 237,63	713,82	11,44%
Gouvernement	2,67	5 332,00	5 332,00	597,96	11,21%
Bénéficiaires	1,24	2 490,00	2 490,00	64,96	2,61%
Sous - total hors OFID	24,85	49 700,00	45 302,94	4 109,89	9,07%
<i>OFID</i>	5	10 000,00	10 000,00	-	0,00%
TOTAL	54,7	59 700,00	55 302,94	4 109,89	7,43%

Taux à la signature de l'AF : DTS/USD

1,546187943

Taux de réception des fonds FIDA : DTS/USD

1,384898171

Taux de réception des fonds ASAP : DTS/USD

1,380007185

Taux de réception des fonds FIDA : CFA/USD

599,77

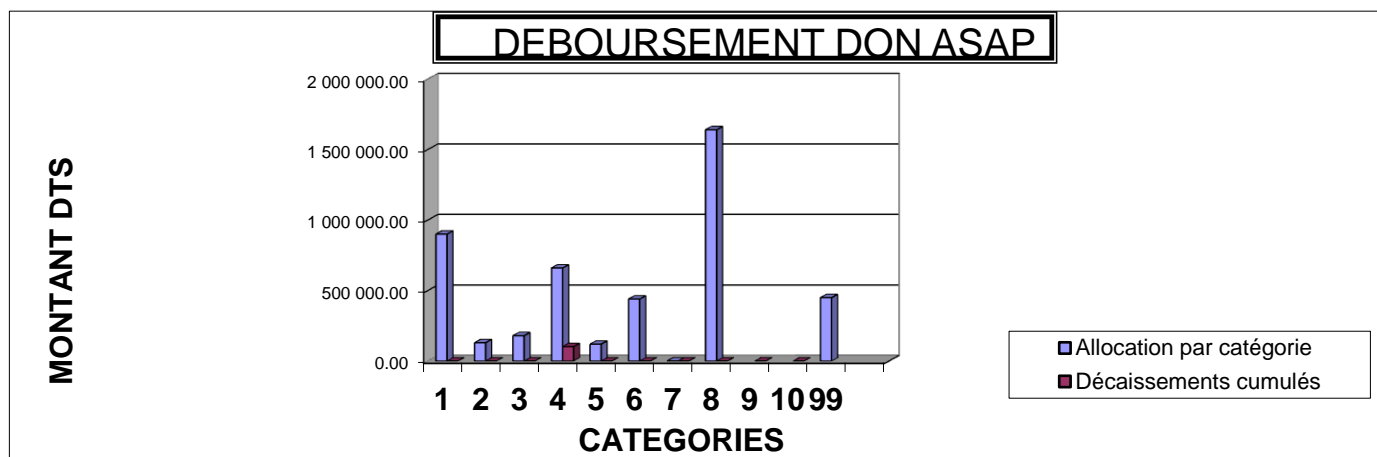
Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 31/05/2017

Composante	Prêt et Don du FIDA				ASAP				Gouvernement				Bénéficiaires				Tous financements confondus			
	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%
A. Amélioration durable de la production agricole	25 294	119 634	199	0,8%	6 301	36 106	60	1%	2 864,1	42 585	71	2%	1 836,7	0	0	0%	36 295	198 325	331	1%
A.1 Appui à la structuration et à la professionnalisation des acteurs de type groupement et union.	3 921	0	0	0,0%	0	0	0		7,8	2 834	5	60%	0,0	0	0		3 929	2 834	5	0%
A.2 Accès aux facteurs de production	21 373	119 634	199	0,9%	6 301	36 106	60	1%	2 788,8	37 274	62		1 836,7	0	0		32 299	193 014	322	1%
A.3 Accès au financement rural	0	0	0		0	0	0		67,5	2 476	4	6%	0,0	0	0		68	2 476	4	6%
B. Valorisation et mise en marché des produits agricoles	5 329	12 149	20	0,4%	0	0	0		797,4	2 801	5	1%	653,5	0	0	0%	6 780	14 950	25	0%
B.1 Appui à la professionnalisation des acteurs post-récolte et à l'accès au marché	1 099	12 149	20	1,8%	0	0	0		367,6	2 801	5	1%	653,5	0	0	0%	2 120	14 950	25	1%
B.2 Infrastructures de mise en marché	4 230	0	0	0,0%	0	0	0		429,8	0	0	0%	0,0	0	0		4 660	0	0	0%
C. Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs	4 259	760 830	1 269	29,8%	695	2 854	5	1%	1 670,7	300 211	501	30%	0,0	0	0		6 625	1 063 895	1 774	27%
C. 1 Coordination et Gestion du Projet	4 259	760 830	1 269	29,8%	0	0	0		1 616,9	300 211	501	31%	0,0	0	0		5 876	1 061 041	1 769	30%
C.2 Appui au Programme National d'Adaptation au Changement Climatique	0	0	0		695	2 854	5	1%	53,8	0	0		0,0	0	0		749	2 854	5	1%
TOTAL	34 882	892 613	1 488	4,3%	6 996	38 960	65	1%	5 332,2	345 596	576	10,8%	2 490,2	0	0	0%	49 700	1 277 169	2 129	4,3%

Tableau 5C: Décaissement du Don ASAP N° 2000000752 : DTS au 31/05/17

Catégories	Original Allocation	Déboursement DRF n°1 à 2	Balance	%	DRF en attente	Total	%	Solde
I. Génie civil	900 000	0,00	900 000,00	0,00		0,00	0,00	900 000,00
II. Véhicules	130 000	0,00	130 000,00	0,00		0,00	0,00	130 000,00
III. Equipements & Matériels	180 000	0,00	180 000,00	0,00		0,00	0,00	180 000,00
IV. Formation	660 000	102 888,42	557 111,58	15,59		102 888,42	15,59	557 111,58
V. Ateliers	120 000	0,00	120 000,00	0,00		0,00	0,00	120 000,00
VI. Consultants	440 000	0,00	440 000,00	0,00		0,00	0,00	440 000,00
VII. Dons & subventions	0	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
VIII. Biens services et intrants	1 640 000	0,00	1 640 000,00	0,00		0,00	0,00	1 640 000,00
IX. Coûts de fonctionnement	0	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Salaires et indemnités	0	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Non Alloué	450 000	0,00	450 000,00	0,00		0,00	0,00	450 000,00
Dépôt initial		414 369,80	-414 369,80	0,00		414 369,80	0,00	-414 369,80
Total/Don	4 520 000	517 258,22	4 002 741,78	11,44	0,00	517 258,22	11,44	4 002 741,78

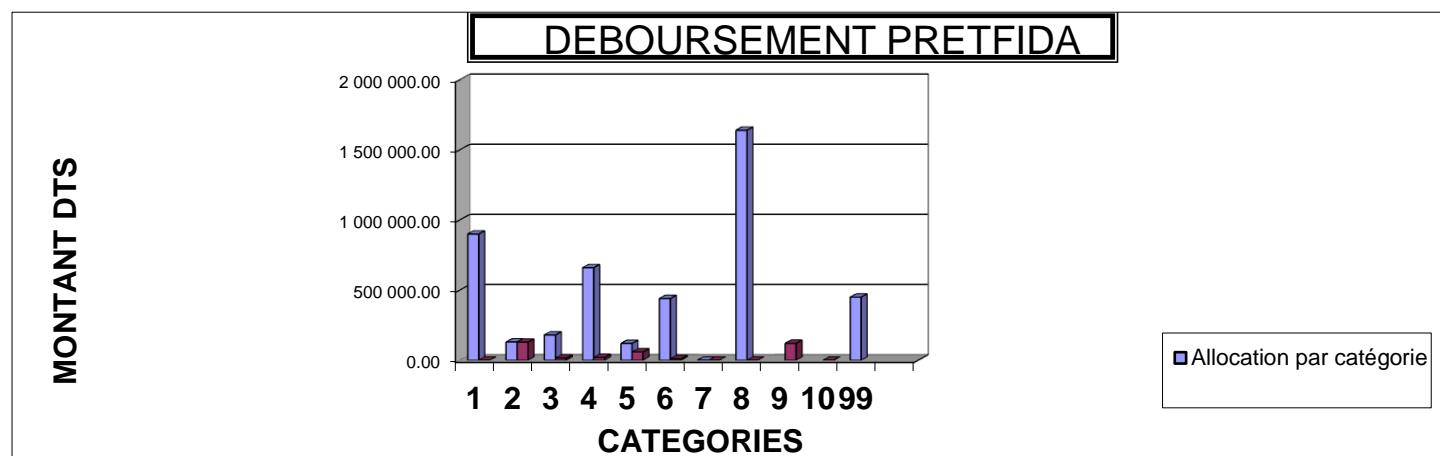
Décaissement du don ASAP, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Décaissement du PRET FIDA DSF N° 2000000753 : DTS au 31/05/17

Catégories	Original Allocation	Déboursement DRF n°1 à 4	Balance	%	DPD en attente	Total	%	Solde
I. Génie civil	3 220 000	0,00	3 220 000,00	0,00		0,00	0,00	3 220 000,00
II. Véhicules	250 000	128 657,92	121 342,08	51,46		128 657,92	51,46	121 342,08
III. Equipements & Matériels	500 000	14 934,93	485 065,07	2,99		14 934,93	2,99	485 065,07
IV. Formation	2 340 000	19 588,25	2 320 411,75	0,84		19 588,25	0,84	2 320 411,75
V. Ateliers	360 000	59 133,73	300 866,27	16,43		59 133,73	16,43	300 866,27
VI. Consultants	860 000	10 489,88	849 510,12	1,22		10 489,88	1,22	849 510,12
VII. Dons & subventions	290 000	0,00	290 000,00	0,00		0,00	0,00	290 000,00
VIII. Biens services et intrants	1 920 000	22 081,81	1 897 918,19	1,15	279 236,04	301 317,85	15,69	1 618 682,15
IX. Coûts de fonctionnement	170 000	49 432,67	120 567,33	0,00		49 432,67	0,00	120 567,33
Salaires et indemnités	250 000	86 447,42	163 552,58	0,00		86 447,42	0,00	163 552,58
Non Alloué	1 120 000	0,00	1 120 000,00	0,00		0,00	0,00	1 120 000,00
Dépôt initial		596 002,20	-596 002,20	0,00		596 002,20	0,00	-596 002,20
Total/Don	11 280 000	986 768,81	10 293 231,19	8,75	279 236,04	1 266 004,85	11,22	10 013 995,15

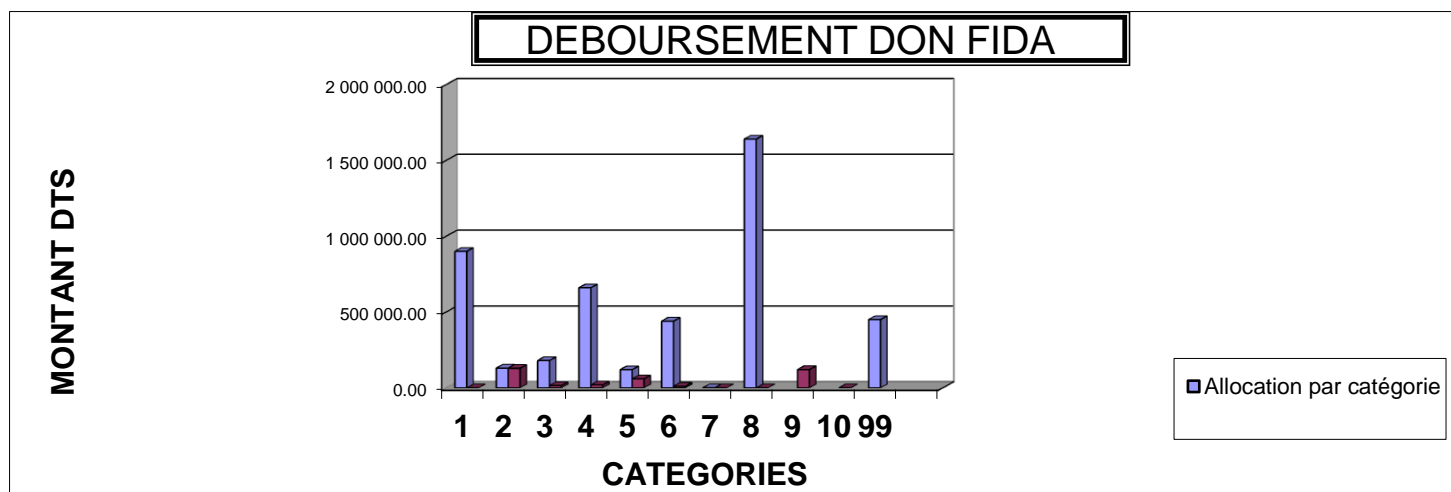
Décaissement du pret du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Décaissement du DON FIDA DSF N° 2000000754 : DTS au 31/05/17

Catégories	Original Allocation	Déboursement DRF n°1 à 4	Balance	%	DPD en attente	Total	%	Solde
I. Génie civil	3 220 000	0,00	3 220 000,00	0,00		0,00	0,00	3 220 000,00
II. Véhicules	250 000	128 657,92	121 342,08	51,46		128 657,92	51,46	121 342,08
III. Equipements & Matériels	500 000	14 934,93	485 065,07	2,99		14 934,93	2,99	485 065,07
IV. Formation	2 340 000	19 588,25	2 320 411,75	0,84		19 588,25	0,84	2 320 411,75
V. Ateliers	360 000	59 133,73	300 866,27	16,43		59 133,73	16,43	300 866,27
VI. Consultants	860 000	10 489,88	849 510,12	1,22		10 489,88	1,22	849 510,12
VII. Dons & subventions	290 000	0,00	290 000,00	0,00		0,00	0,00	290 000,00
VIII. Biens services et intrants	1 920 000	22 081,81	1 897 918,19	1,15	279 236	301 317,85	15,69	1 618 682,15
IX. Coûts de fonctionnement	170 000	49 432,67	120 567,33	29,08		49 432,67	29,08	120 567,33
Salaires et indemnités	250 000	86 447,42	163 552,58	34,58		86 447,42	34,58	163 552,58
Non Alloué	1 120 000	0,00	1 120 000,00	0,00		0,00	0,00	1 120 000,00
Dépôt initial		596 002,20	-596 002,20	0,00		596 002,20	0,00	-596 002,20
Total/Don	11 280 000	986 768,81	10 293 231,19	8,75	279 236,04	1 266 004,85	11,22	10 013 995,15

Décaissement du don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Accord de don Annexe 1, II, A, 9 « Unité de Coordination du Projet (UCP) »	Effectif de l'UCP et des Antennes Régionales	Mise en place avant démarrage	Disposition mise en œuvre	A date personnel clef UCP et personnel des 2 antennes mis en place
Article VII, section 7.01, b, ii)	Avant le début de chaque année du projet « L'Agent principal soumet...la version provisoire du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année.... »	31/10 de l'année n-1 pour l'année n	Disposition mise en œuvre, avec léger retard	Le PTBA d'achèvement 2017-2018 a été soumis au FIDA le 16/11/16, soit 16 jours après la date prévue.
Section 9 .02 « états financiers »	« Le bénéficiaire remet au fond chaque année fiscale des états financiers..... dans un délai de 04 mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Les états financiers de l'exercice 2016 ont été envoyés dans les délais.
Section 9.03 audit des comptes	Le bénéficiaire doit remettre au fonds dans les 6 mois suivant l'année fiscale une copie certifiée conforme du rapport d'audit... »	30/06 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Le rapport d'audit de l'exercice 2016 a été transmis au FIDA le 7/06/2017.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

La gestion des savoirs ne peut être mise en œuvre dans un projet sans l'élaboration d'une stratégie. L'équipe du projet, en charge de sa mise en œuvre doit participer à cette activité puisqu'elle sera au centre de sa mise en œuvre, en relation avec ses partenaires clés qui sont les OPA et les autres institutions avec lesquelles il a signé des conventions.

Cette stratégie établira avec le Projet : i) les axes et mécanismes de gestion des savoirs à l'interne, pour améliorer le management du Projet et ii) le plan d'actions annuel de mise en œuvre.

Pour identifier et documenter les thématiques d'apprentissages et les innovations, l'équipe aura besoin d'une initiation à la capitalisation pour la gestion des savoirs.

Actuellement, et en attendant que les urgences de la campagne agricole soient maîtrisées, la grille ci-dessous peut aider l'équipe à commencer à documenter des pratiques et outils issues du PROPACOM tel que mentionné dans l'aide mémoire. Des agents du PROPACOM qui sont les porteurs de ces expériences à capitaliser devront prendre part à cet exercice selon des modalités qui pourront être étudiées par le Projet.

TITRE DE LA PRATIQUE :

Cette grille de réflexion doit être le point de départ pour la planification concertée de l'adoption de la pratique dans le projet avec un plan d'actions opérationnel de réplication ou d'adaptation.

Problèmes à résoudre/ Objectifs de la pratique	
Différents acteurs et leurs rôles respectifs	
Description et démarche de mise en oeuvre	
Résultats atteints/Réalisations	
Effets obtenus Changements significatifs observés	
Difficultés rencontrées	
Coûts de la pratique	
Leçons tirées	
conditions de replication et facteurs de réussite :adoption et/ ou mise a l'échelle	